

REPUBLIQUE DE GUINEE

-----

*Travail – Justice – Solidarité*



MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

---

**PROGRAMME ACCELERE DE SECURITE  
ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE  
ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE  
DURABLE DE LA GUINEE, 2016-2020**

**RAPPORT FINAL**

**Kolado Bocoum**

**Consultant FAO**

**Janvier, 2017**

## Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
RESUME EXECUTIF .....	6
I. INTRODUCTION.....	9
II. SITUATION MACROECONOMIQUE ET SECTORIELLE.....	10
2.1 Caractéristiques démographiques.....	10
2.2 Situation macro-économique .....	10
2.3 Situation de l'Agriculture :.....	10
2.4 Situation de l'élevage .....	13
2.5 Situation de la pêche .....	14
2.7 Situation de l'Energie .....	15
2.8 Situation du Commerce.....	16
2.9 Situation de l'Agro-industrie .....	17
2.10 Situation de l'Environnement.....	19
2.11 Situation du Genre et de l'Emploi jeunes.....	19
2.12 Situation du foncier rural .....	20
2.13 Situation du cadre juridique et institutionnel .....	21
2.14 Situation du secteur privé .....	21
2.15 Politiques et Stratégies.....	22
2.16 Financement du secteur agricole .....	23
2.17 Situation de la Sécurité alimentaire et de Santé-Nutrition .....	23
III. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PASANDAD .....	24
IV. OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROGRAMME.....	26
4.1 Objectifs .....	26
4.2 Objectifs spécifiques .....	26
4.3 Résultats attendus .....	27
V. COMPOSANTES DU PASANDAD .....	27
5.1 Composante 1 : Promotion d'un environnement favorable au développement des filières (3449 Milliards de GNF) .....	27
5.1.1 Justification : .....	27
5.1.2 Objectif général : .....	28
5.1.2.1 Sous-composante 1: Promotion des investissements structurants (3 173 milliards de FG ; soit 92% du coût de la composante 1).....	28
5.1.2.2 Sous-composante 2 : Promotion du Cadre institutionnel (276 milliards de GNF ; soit 8% du coût de la Composante 1).....	34
5.2 Composante 2 : Dynamisation des filières Agricoles (10 130,7milliards de GNF) .....	36
5.2.1 Justification .....	36
5.2.2 Objectif général .....	36
5.2.2.1 Sous-composante (1): Structuration des acteurs.....	36
5.2.2.2 Sous-composante 2 : Amélioration des performances des filières Agricoles.....	41
5.3 Composante 3 : Promotion de la nutrition et du genre (Coût total 450,9 milliards GNF).....	46
5.3.1 Justification .....	46

5.3.2	Objectif général .....	47
5.4	Composante 4 : Gestion durable des ressources naturelles 2072,255 milliards de GNF .....	50
5.4.1	Justification .....	50
5.4.2	Objectif général : .....	50
5.5	Composante 5 : Gestion du PASANDAD (2 125 320 USD ; soit 19,128 millions de FG).....	52
	Annexe A : PLAN D’ACTIONS .....	65
	Annexe B : BUDGET.....	68
	ANNEXE C : CADRE LOGIQUE PASANDAD .....	69
	Annexe 1 : Production végétale .....	72
	<b>Tableau 1: Evaluation des coûts des intrants pour les filières végétales (en millions de FG) .....</b>	<b>76</b>
	<b>Tableaux 2 : Evaluation des coûts pour la transformation des produits agricoles (en million de FNG).....</b>	<b>80</b>
	<b>Tableau 3: Evaluation des coûts des investissements physiques pour la production végétale ( en millions de FG).....</b>	<b>80</b>
	<b>Tableau 4: Evaluation des coûts des appuis institutionnels pour la production végétale ( en millions de FG) .....</b>	<b>81</b>
	<b>Tableaux 5 : Spécifications techniques des produits phytosanitaires .....</b>	<b>83</b>
1.2	Statistiques agricoles .....	85
	Annexe 2: Production animale.....	86
1.2	Evaluation des couts de production, commercialisation et transformations des filières d'élevage en milliers de FG .....	86
1.3	Couts D'investissement en millier FG .....	90
2.1	Statistiques d'élevage et productions animales .....	92
	Annexes 3 : Production halieutique .....	94
	Tableau 1 : Evaluation des coûts par filière de la pêche au cours de la Période 2017-2020 (millions FG) .....	94
	Tableau 2 : Détail des aménagements piscicoles en millions de Franc Guinéen.....	95
	Tableau 3 : Evaluation des coûts des aménagements piscicoles.....	96
	Tableau 4 : Coûts d'exploitation de la pisciculture en million de Franc Guinéen.....	96
	Tableau 5 : Coûts d'exploitation de la pêche continentale en milliards GNF .....	97
3.2	Statistiques de la production halieutique .....	98
	Annexe 4 : Projets du secteur de l'énergie et de l'eau .....	99
	Tableau1 : Coûts et projets dans le secteur de l'énergie .....	99
	Annexe 5 : Cadres logiques de l'amélioration du commerce et de la transformation .....	100
5.1	CADRE LOGIQUE COMMERCE .....	100
5.2	CADRE LOGIQUE INDUSTRIE .....	101
	Annexe 6: Cadre logique Promotion de la Nutrition et du Genre .....	109
6.2	CADRE LOGIQUE « GENRE ».....	113
	Annexe 7 : Cadre logique Gestion durables des ressources naturelles .....	117

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

AFD : Agence Française de Développement  
AGIR : Alliance Globale pour des Initiatives de Résilience  
ANAMIF : Agence Nationale de la Micro-Finance  
ANASA : Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires  
ANPROCA : Direction Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole  
BSD : Bureau de Stratégie et de Développement  
CCP : Cellule de Coordination du Programme  
CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
CILSS : Comité Inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel  
CNSA : Conseil National de Sécurité Alimentaire  
COP : Comité d'Orientation et de Pilotage  
CPA : Centres de Prestations Agricoles  
CPTI : Centre Pilote de Technologies Industrielles  
CRR : Comité de Coordination Régionale  
CRRA : Centres Régionaux de Recherche Agronomique  
CTP : Comité Technique du Programme  
DNA : Direction Nationale de l'Agriculture  
DNGR : Direction Nationale du Génie Rural  
DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté  
EAP : Exploitations Agricoles Familiales  
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture  
FIDA : Fonds International pour le Développement de l'Agriculture  
GIE : Groupement d'Intérêt Economique  
GRN : Gestion des Ressources Naturelles  
IRAG : Institut de Recherche Agronomique de Guinée  
LPDA : Lettre de Politique de Développement de l'Aquaculture  
LPDPA : Lettre de Politique de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture  
LPDSE : Lettre de Politique Détaillée du Secteur Energétique  
MP : Ministre du Plan  
MPAEM : Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime  
ONG : Organisation Non Gouvernementale  
ONSPA : Office National de contrôle Sanitaire des produits de la Pêche et de l'Aquaculture  
OP : Organisation Paysanne  
OPE : Organisations Professionnelles d'Eleveurs  
PACV : Programme d'Appui aux Communautés Villageoise  
PAM : Programme Alimentaire Mondial  
PASANDAD : Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable  
PASANDAD : Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable  
PCF : Plan de Convergence Forestier  
PCT : Programme de Coopération Technique  
PFNL : Produits Forestiers Non Ligneux  
PIB : Produit Intérieur Brut  
PME : Petites et Moyennes Entreprises  
PMI : Petites et Moyennes Industries  
PNAafa : Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles  
PNDA : Politique Nationale de développement Agricole  
PNDES : Plan National de Développement Economique et Social  
PNDI : Politique Nationale de Développement Industriel  
PNE : Politique Nationale de l'Environnement

PNIASA : Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire

PNUD : Programme des Nations Unie pour le Développement

PRIA : Programme Régional d'Investissement

PTF : Partenaire Technique Financier

PTFM : Plateforme Multifonctionnelle

SAP : Système d'Alerte Précoce

SIM : Système d'Information sur les Marchés

SNDR : Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture

SNPV-DS : Service National de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées

SNPV-DS : Service National de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées

STP : Structures Techniques Partenaire

UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine

USOA : Usine d'Outillages Agricoles

## RESUME EXECUTIF

La problématique de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations a longtemps été une préoccupation majeure des plus hautes autorités guinéennes. Elle est fortement liée à la pauvreté des populations et se traduit notamment par une insuffisance des disponibilités en aliments par rapport aux besoins et des difficultés d'accès des populations aux produits alimentaires. La problématique de sécurité alimentaire et nutritionnelle se traduit surtout par une sous-alimentation des enfants au point d'en être un problème de santé publique.

La crise de l'épidémie de la maladie à virus Ebola est venue exacerber cette situation avec des impacts négatifs sur tous les secteurs d'activité, entraînant une baisse sensible du PIB et des revenus des populations, augmentant ainsi leur pauvreté.

Cette problématique a fait l'objet d'une prise en charge dans le cadre de la mise en œuvre de différentes Lettres de Politiques Agricoles (LPA) et de la Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA) à travers notamment, le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA), le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA), et plus récemment, à travers le Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire 2011-2015 (PNIASA) en tant que déclinaison nationale du Programme Régional d'Investissement (PRIA) de la CEDEAO (ECOWAP)/PDDAA/NEPAD.

Compte tenu du faible niveau d'exécution de ces politiques et programmes, leur mise en œuvre en dépit des efforts fournis, n'a pas produit les résultats escomptés. L'analyse diagnostique des différents secteurs montre que malgré les potentialités considérables et diversifiées, les filières Agricoles restent peu productives et peu compétitives en raison de nombreuses contraintes qui justifient l'installation d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle.

C'est dans ce cadre que le Président de la République a initié le Programme Accéléré, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (PASANDAD) pour la période 2016-2020, avec sa particularité de l'adoption d'une approche multisectorielle et multidimensionnelle. Ce programme intègre l'ensemble des secteurs agricoles et non agricoles qui concourent à la lutte contre l'insécurité alimentaire et pour la première fois contre aussi la malnutrition et la sous-alimentation.

Par ailleurs, le Programme est mis en œuvre dans les conditions nécessaires à une accélération des différentes activités des filières Agricoles (filières agro-sylvo-pastorales et halieutique.). Il est une composante importante du futur Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 qui est le cadre global de mise en œuvre de la politique de transformation structurelle de l'économie guinéenne. Il s'inscrit, en cela, dans les efforts de relèvement post Ebola.

Le PASANDAD vise à l'horizon 2020 : une croissance annuelle du secteur primaire de 6,5%, une réduction de l'incidence de la pauvreté alimentaire de 18,2% en 2012 à 9,1%, à travers : (i) la promotion de la mécanisation et l'intensification de l'agriculture vivrière ; (ii) le renforcement des capacités des petites exploitations; (iii) la promotion de la transformation, de la conservation et de la commercialisation des produits agricoles, halieutiques, forestiers et d'élevage.

Sur le plan de la prise en charge des effets des changements climatiques, le programme vise notamment à maintenir le niveau d'utilisation des pesticides agricoles à 0,3 kg/ha, à réduire l'impact des activités agricoles sur l'environnement par : (i) un développement et une vulgarisation des normes environnementales dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ; (ii) le renforcement de la gestion des espaces pastoraux et de la transhumance, (iii) la promotion des techniques d'adaptation aux changements climatiques dans les activités agro-sylvo-pastorales.

En vue d'atteindre ces objectifs, le PASANDAD sera mis en œuvre à travers une approche filière qui va promouvoir simultanément l'ensemble des segments de la filière, de la production à la mise en marché avec une attention particulière aux activités de transformation des produits agricoles. Ce Programme est structuré en cinq Composantes :

- Composante Amélioration de l'Environnement favorable aux développements des filières Agricoles : le but de cette Composante est de réaliser des investissements structurants (maîtrise de l'eau, mécanisation, desserte en eau-électricité, désenclavement, etc.) dont l'insuffisance est à l'origine des problèmes de développement des filières et du manque de compétitivité des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques. La Composante concerne aussi l'amélioration du cadre institutionnel pour la bonne marche des affaires (amélioration du commerce, amélioration des industries, amélioration du foncier rural) ;
- Composante Dynamisation des filières Agricoles<sup>1</sup> : il s'agit ici d'améliorer le mode de fonctionnement des acteurs des filières Agricoles en les restructurant, en les agrégeant tout au long des différentes chaînes de valeur, en faisant la promotion de la contractualisation dans la réalisation des activités ; la Composante prend aussi en charge les besoins de promotion de l'intensification de la production des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques durant chacune des campagnes de 2016 à 2020 (intrants et équipements agricoles) ; elle prend en charge la promotion des activités de commercialisation de conservation, de stockage et de transformation. La Composante prend également en charge le renforcement des capacités des acteurs et des services d'encadrement et de recherche, aussi bien en terme de formation qu'en terme d'appuis institutionnels (construction ou réhabilitation de bureaux équipements en moyens de transport et informatique) ;
- Composante Promotion de la nutrition et du genre : la Composante porte sur (1) l'amélioration de l'état nutritionnel de la population par la prévention, la lutte contre les maladies nutritionnelles, la protection nutritionnelle en situation d'urgence et l'amélioration du système d'information sur la nutrition ; (2) sur la promotion du genre, le Programme va d'une part accorder une attention particulière à la promotion de la performance des filières dans lesquelles opèrent les femmes et les jeunes et d'autre part améliorer le statut de la femme par des actions de plaidoyer et de communication, en vue de promouvoir leur rôle les prises de décision et leur propriété foncière ;
- Composante Gestion durable des ressources naturelles : cette Composante vise à promouvoir le développement durable des écosystèmes forestiers et fauniques à travers : la promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable, la gestion des écosystèmes terrestres et la gestion des océans et des ressources marines ;
- Composante Gouvernance du PASANDAD : Le PASANDAD est placé sous l'autorité du Ministre du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI) avec un cadre institutionnel comprenant (1) le Comité d'orientation et de Pilotage (COP) présidé par le Ministre et composé des Départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre du PASANDAD et le Comité Technique du Programme (CTP) composé des Services impliqués dans la mise en œuvre et (2) des structures d'exécution : la Cellule de Coordination du Programme (CCP), rattachée au Secrétariat Général du MPCI et la Coordination des Structures Techniques Partenaires composée des points focaux des services impliqués dans la mise en œuvre du PASANDAD. La COP et la CCP ont des démembrements au niveau de chaque Région administrative.

<sup>1 1</sup> Filières Agricoles fait référence à l'ensemble des filières agro-sylvo pastorales et halieutiques

Dans le cadre de cette formulation il a été réalisé une Etude d'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre de grands aménagements hydro-agricoles adossés aux grands barrages hydro énergétiques et des petits ouvrages hydro agricoles et une Etude d'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'action pour la promotion et le développement durables des chaines de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques stratégique. Les conclusions de ces études en termes de proposition de stratégies ont été intégrées au document du PASANDAD.

Le coût du Programme est estimé à 16 122 Milliards de FG soit 1,8 milliards<sup>2</sup> de Dollar USA.

---

<sup>2</sup> Taux de change moyen : 1 USD = 9000 GNF



## I. INTRODUCTION

Le Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire, volet important du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 répond à la préoccupation des Chefs d'Etat du continent en général et du Président de la République en particulier, pour la création des bases d'une transformation structurelle de l'économie nationale source d'amélioration de la qualité de vie des populations. L'atteinte de cet objectif nécessite un accroissement de la productivité au niveau rural et un changement de comportement dans le mode d'alimentation, moyens efficaces de lutte contre la faim et la malnutrition.

En effet, la vision pour la transformation structurelle de l'Afrique, 2063 de l'Union Africaine, approuvée par le Sommet du Jubilé d'or de l'Union africaine, en mai 2013 a été adoptée par les Chefs d'Etat en janvier 2015 à Addis Abeba. Ils se sont engagés à réaliser des changements dans huit domaines dont celui pour « une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ».

Au début de son second mandat, le Président de la République, le Professeur Alpha CONDE a intégré dans sa vision un de ces engagements qui stipule qu'en 2063, l'Afrique sera un continent où la prospérité sera partagée et où entre autres « les citoyens seront en bonne santé, bien nourris et auront une longue durée de vie et où les économies seront structurellement transformées pour créer une croissance partagée et des emplois décents pour tous ».

Cet engagement du Chef de l'Etat est une réponse à la recommandation du sommet des Chefs d'Etat aux pays africains et aux Communautés économiques régionales de s'approprier ce document et l'intégrer dans leurs programmes de développement en vue de sa mise en œuvre au profit des populations.

En Guinée, ces recommandations trouvent leur écho dans la transposition en cours de la vision panafricaine 2063 dans la vision prospective, nationale « Guinée, Vision 2040 », l'élaboration du Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020 et du Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable 2016-2020 comme élément du plan national de développement. Le Programme est également une réponse nationale à l'objectif N°2 du Développement Durable à l'horizon 2030 qui s'intitule « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ».

Le programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (PASANDAD) est élaboré avec la participation de tous les secteurs qui contribuent à l'accroissement durable de la productivité agricole, animale et halieutique indispensable à l'amélioration de l'accès à une alimentation de qualité et une nutrition saine notamment des couches les plus vulnérable de la population. La promotion de l'énergie hydroélectrique avec la mise en exploitation des énormes potentialités dont dispose le pays, permettra la maîtrise de l'eau et l'augmentation des surfaces irriguées, conduisant à terme à la création de PME/PMI de transformation et de conservation des productions agricole, animale et halieutique.

Le PASANDAD est en lien avec l'ensemble des initiatives en cours, notamment: (i) les priorités du PNIASA, (ii) la stratégie de relance et de résilience post-Ebola 2015-2017, (iii) le DSRP, (iv) le Plan quinquennal 2011-2015 et (v) autres programmes majeurs en cours ou en négociation avec les partenaires au développement qui constituent des cadres de référence importants.

Des concertations sont aussi organisées avec des partenaires techniques et financiers bi et multilatéraux. Les acteurs non étatiques sont associés pour prendre en compte leurs préoccupations et les rôles qu'ils peuvent jouer. Il s'agit notamment des organisations non gouvernementales, des organisations professionnelles et des Chambres consulaires (Chambre Nationale d'Agriculture, Chambre Nationale de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat).

Le PASANDAD se veut d'abord un document de plaidoyer auprès des partenaires au développement pour appuyer les efforts du Gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et un véritable instrument de planification et de développement des activités génératrices de revenus à travers la création des

PME/PMI, notamment féminines de transformations et de conservations de produits agricoles, d'élevage et halieutiques.

## **II. SITUATION MACROECONOMIQUE ET SECTORIELLE**

### **2.1 Caractéristiques démographiques**

Située en Afrique de l'Ouest, la République de Guinée couvre une superficie de 245.857 km<sup>2</sup> répartie en quatre grandes régions agro écologiques que sont la haute Guinée, la basse Guinée, la moyenne Guinée et la Guinée forestière.

La population guinéenne est estimée à 10 751 336 habitants en 2015. Elle est majoritairement jeune (jeune, avec 86,33% qui ont moins de 45 ans et 44,9% ont moins de 15 ans et féminine (52 %), avec un taux de croissance de 2,8% (RGPH 2014). Elle est essentiellement rurale (84%). Cette croissance démographique rapide accroît les besoins sociaux (éducation, santé, etc.) et alimente les problèmes liés à l'autosuffisance alimentaire et à l'insertion sur le marché du travail.

### **2.2 Situation macro-économique**

Le taux de croissance de l'économie a été de 3,9% en 2011 contre 1,9% enregistré en 2010 avant de connaître une légère baisse en 2013 en s'établissant à 2,4%. Cette tendance s'est poursuivie en 2014 et 2015 avec respectivement un taux de croissance de 1,1% et de 0,1 %. Ce ralentissement de la croissance ces deux dernières années, est dû principalement à la dure épreuve consécutive à l'épidémie de la maladie à virus Ebola que toute l'économie a subie.

La croissance du PIB par tête a conséquemment été négative durant ces trois dernières années (soit - 0,9 % en 2013, -2,1% en 2014 et -2,2% en 2015). Ceci dénote un appauvrissement graduel de la population caractérisé à la fois par la faible consommation de biens privés, la malnutrition, les mauvaises conditions de vie et la faim notamment en zone rurale avec pour corolaire la dégradation de l'environnement.

Il convient de mentionner les effets du changement climatique qui se manifestent entre autres par une baisse et un régime irrégulier des précipitations ayant contribué à la baisse de la croissance agricole.

Le ralentissement de la croissance a eu une incidence sur la pauvreté au niveau national qui est passée de 53% en 2007 à 55,2% en 2012, soit une hausse de 2,2 points de pourcentage.

Le secteur agricole, l'un des deux piliers de la croissance économique nationale avec les mines a été durement atteint, avec une baisse marquée de la riziculture, en dépit des efforts louables du Gouvernement dans ce secteur ces dernières années. La baisse de la production rizicole est due à l'abandon des champs par les agriculteurs suite à l'irruption du virus Ebola dans les localités concernées.

Il convient de rappeler que le secteur rural contribue à plus de 22% en moyenne à la croissance économique du pays. Son poids attendu en 2016 dans le PIB est de 23,4% avec un taux de croissance de 3,9%. Cette croissance pourrait devenir plus importante avec la mise en œuvre du présent Programme Accéléré de Sécurité alimentaire et d'amélioration durable de la production agricole.

### **2.3 Situation de l'Agriculture :**

Le secteur agricole est la principale activité du pays pour près de 80% de la population. Il contribue à hauteur de 20% au PIB. Ce secteur dispose d'importantes potentialités pour son développement à savoir notamment :

- 6.200.000 ha de surface agricole utile ;
- une abondante pluviométrie variant entre 1 200 et 4 200 mm par an ;
- d'importantes réserves en eaux souterraines et en eaux de surface avec un réseau hydrographique de 6 500 km ;

- 751 563 ha de terres irrigables dont seulement 68 868 ha sont aménagés.

Les exploitations agricoles sont essentiellement de type familial et de subsistance, avec la défriche brûlis comme système de culture dominant. Leur taille varie entre 0,5 et 3 hectares.

Les principales productions céréalières sont le riz, le maïs, le sorgho et le fonio. Les informations disponibles montrent que le riz est de loin la plus importante production céréalière. Son niveau de production a atteint plus de 1 650 000 tonnes par an au cours de la période 2013-2015. Le niveau de production du maïs varie entre 641 000 à 700 000 tonnes, et celui du fonio entre 420 000 et 450 000 tonnes.

Les cultures non céréalières sont dominées par le coton, dont la production varie respectivement entre 2 244 et 3 500 tonnes pour le coton graine ; 898 et 5 195 tonne pour le coton fibre entre 2013 et 2015. Toutefois, il y'a également d'autres cultures comme la pomme terre, la mangue, le café, le cacao, l'arachide, le palmier à huile et l'anacarde.

Pour améliorer la gestion des terres agricoles, le Service National des Ressources Foncières Rurales est en train d'élaborer une loi sur le foncier rural en vue, entre autres, de faciliter l'accès à la terre par tous les acteurs sociaux des communautés rurale et urbaine. Par ailleurs, le Gouvernement a prévu l'élaboration de schémas et plans d'aménagement sur les terroirs concernés et l'établissement des cadastres en vue de sécuriser les périmètres aménagés et améliorer la fertilité des sols.

Le service national des sols (SENASOL), chargé de ces activités, a entrepris la réalisation de la carte de fertilité des terres et a conduit une caravane de formation et de sensibilisation des producteurs sur la fertilité des sols. En attendant la finalisation de cette carte qui définira, de manière spécifique, les formules appropriées pour chaque type de sol et en fonction des spéculations agricoles, les services techniques ont recours aux dosages d'engrais courants : triple15 (N15-P15-K15-S10) ; urée perlée (46%N), NPK SB (engrais de synthèse pour coton – N22-P15-K15-S5-B27), engrais composé maraicher (N10-P5-K12-S2O 2MgO-0,1B-7,5 m.o), engrais arachide (N6-P20-K10). Pour préserver la fertilité des sols, la pratique de l'agriculture de conservation qui met l'accent sur un ensemble de techniques culturales (rotation, réduction progressive du travail du sol et du trafic sur les parcelles, restitution intégrale des résidus de récolte à la surface du sol), est très peu pratiqué. Le travail du sol et le trafic sur les parcelles sont toujours intensives et l'écobuage est la pratique courante.

Des efforts sont entrepris pour la production et la disponibilité de semences de qualité. A cette fin l'on peut citer l'existence de quatre (4) centres semenciers fonctionnels, nécessitant cependant des réhabilitations (Koba à Boffa, Kilissi à Kindia, Bordo à Kankan et Gueckédou), un personnel du service technique des semences composé de 10 inspecteurs et de 45 contrôleurs dont 7 régionaux, 33 préfectoraux et 5 communaux. A cela s'ajoutent des producteurs semenciers notamment de riz, encadrés par l'IRAG.

Sur le plan de la recherche, l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG) mène des activités sur : i) les productions végétales, animales, forestières, piscicoles et leur transformation agroalimentaire et agro industrielle ; ii) la préservation et l'amélioration des ressources naturelles concernées par ces productions ; iii) les exploitations agricoles et leur environnement humain et socio-économique. Il compte dix-sept programmes de recherche localisés dans quatre Centres Régionaux de Recherche Agronomique (CRRA).

L'IRAG dispose également de huit (8) laboratoires spécialisés dans divers types d'analyses (sols et plantes, biotechnologie, technologies agroalimentaires, gestion intégrée des nuisibles).

Les activités de vulgarisation et de conseil agricole sont réalisées par l'Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole (ANPROCA) qui adopte et diffuse des variétés améliorées de riz (pluvial de coteau, de bas-fonds et de mangrove), de maïs, manioc, arachide et cultures maraichères. Elle forme les groupements et ménages agricoles aux techniques culturales, de fertilité des sols et de techniques post récoltes.

En ce qui concerne la protection des cultures et des denrées stockées, le Service National de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées (SNPV-DS) dispose d'une législation et de textes

réglementaires pour la gestion des pesticides. Ce service procède, entre autres, à la lutte contre les grands fléaux (chenilles à queue de rat, chenilles urticantes, mouches des fruits, sautereaux, etc.) à travers les brigades régionales et préfectorales phytosanitaires. Il devra mettre davantage l'accent sur les actions préventives à travers un dispositif de surveillance et d'alerte rapide. Son laboratoire, basé à Foulaya (Kindia), contribue à l'identification des nuisibles et réalise des essais phytosanitaires pour établir les doses appropriées de traitement.

Pour la gestion des pertes post production, le Gouvernement dispose de 33 Centres de Prestations Agricoles (CPA) dont 29 opérationnels qui exécutent des opérations de moisson, battage, décortilage, égrenage. Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution du projet d'assistance agricole d'urgence aux populations victimes de la maladie à virus Ebola, le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires au développement ont distribué des kits de transformation du riz et des bâches gonflables pour la conservation des céréales. Les bâches ont été distribuées aux producteurs semenciers, aux groupements et producteurs leaders de riz, aux centres semenciers et centres de recherches.

En ce qui concerne les mesures prises pour améliorer l'efficacité des exploitations familiales et promouvoir l'entrepreneuriat agricole, le Gouvernement soutient et subventionne le secteur rural et singulièrement la production végétale. Même si les subventions sont encore en deçà des besoins, elles contribuent, depuis 2011, au renforcement de la mécanisation des opérations culturales et post récolte, à l'acquisition d'intrants agricoles et la conduite des activités d'appui-conseil. Ainsi ont été alloués : 200 milliards GNF en 2011, 227 milliards<sup>3</sup> GNF en 2012, 203 milliards<sup>4</sup> GNF en 2013, 166 milliards GNF en 2014, 82 milliards GNF en 2015 et 100 milliards GNF en 2016.

Pour l'agrobusiness, des initiatives sont entreprises pour le développement de certaines cultures d'exportation (pomme de terre, mangue) et de rente (palmier à huile, hévéa, café). De même, les récentes initiatives présidentielles viennent conforter cette option. Il s'agit de l'amélioration de la production de l'anacarde, du palmier à huile, du cacao, du café et de l'arachide.

S'agissant du système d'alerte et d'information et de son fonctionnement, la Guinée a été admise en 2011 comme 10ème pays membre du Comité Inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). Cette admission a engagé le pays dans un processus de consolidation du cadre institutionnel et opérationnel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette admission a permis (i) l'institutionnalisation du Groupe de travail pluridisciplinaire (GTP), (ii) la relance du processus de mise en place du Système d'alerte précoce (SAP) et des structures de gestion des réponses aux crises alimentaires, (iii) la création de la cellule technique cadre harmonisé (CH) et (iv) l'adhésion au processus Alliance Globale pour des Initiatives de Résilience (AGIR). Il convient de noter également l'existence d'un Conseil National de Sécurité Alimentaire (CNSA).

Le Gouvernement à travers le Ministère de l'Agriculture dispose de deux principaux instruments de politique agricole. Il s'agit de la Politique Nationale de Développement Agricole vision 2013-2015 (PNDA, 2015) et du Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA, 2012-2016). L'objectif stratégique poursuivi par le gouvernement dans le secteur agricole a été décliné dans le PNIASA<sup>5</sup>, ainsi que dans le DSRP<sup>6</sup> (2013-2015). Il vise à augmenter durablement la production agricole et contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La cible visée était d'assurer un taux de croissance agricole de 5,6% en moyenne (scénario de référence) et de plus de 7,1% en moyenne (scénario de croissance accélérée). La stratégie de la riziculture est axée principalement sur l'amélioration des rendements moyens de riz de 1,4 à 2,8 tonnes à l'hectare entre 2008 et 2018 et sur un accroissement de près de 60% des superficies sous gestion durable.

Les filières Agricoles<sup>7</sup> restent peu productives et peu compétitives en raison de nombreuses contraintes notamment :

<sup>3</sup>277 516 935 921 FG

<sup>4</sup> 203 445 691 072 FG

<sup>5</sup> Plan National d'Investissement pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire, 2013-2017

<sup>6</sup>Troisième Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, (2013-2015)

<sup>7</sup> Filières Agricoles fait référence à l'ensemble des filières agro-sylvo pastorales et halieutiques



- Au niveau structurel du fait que l'agriculture guinéenne est dominée par des exploitations de type familial qui sont essentiellement de subsistance. La taille des exploitations varie de 0,5 à 3 hectares et le système de culture dominant est la défriche brûlis (90% des exploitations). Ces exploitations sont faiblement équipées et ne disposent que de faibles ressources financières. Le taux d'équipement varie entre 1,6 et 1,8 unité en moyenne pour les petits outillages (houe/bêche, manchette/coupe-coupe, faucille/couteau) ; et pour les engins moyens et lourds, ce rapport est de 14 charrues et 6 tracteurs pour 100 exploitations ;
- Le faible taux d'utilisation d'intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences améliorées) qui est l'un des plus bas de l'Afrique subsaharienne. Par ailleurs, il faut souligner que 29% des parcelles cultivées par les femmes font l'objet d'emploi de fumure organique contre 5,9% pour les hommes ;
- La faible maîtrise de l'eau qui est une contrainte majeure pour l'intensification agricole. Sur un potentiel en terres irrigables de l'ordre de 700 000 ha, seulement 30 200 ha ont fait l'objet d'aménagement soit 9% dont, 8 500 ha de bas-fonds (20%), 7700 ha de plaines intérieures (6%), 2 500 ha de plaines d'arrière mangrove (3%) et 11 500 ha de plaines de mangrove (10%). Ces réalisations sont toutefois restées en deçà des besoins des producteurs ;
- La faiblesse du système de commercialisation et d'exportation. Les principales causes sont : (i) l'absence de partenaires professionnels, (ii) le manque d'informations sur les marchés et les opportunités de marchés ; (iii) l'insuffisance des capacités de transformation, de stockage et de conservation des produits au niveau des grandes zones de production, à l'aéroport et au port de Conakry, (iv) les obstacles tarifaires et non tarifaires ; (v) les difficultés d'accès au crédit de commercialisation, (vi) l'enclavement des zones de production ;
- Le faible niveau d'organisation et de professionnalisme des acteurs qui affectent la performance de toutes les activités le long des filières Agricoles (production commercialisation, transformation, transport, etc.).

Par ailleurs, des contraintes communes importantes existent, liées à l'accès au crédit et au foncier.

## **2.4 Situation de l'élevage**

En tant que partie intégrante du secteur agricole au sens large, l'élevage est un moyen de subsistance capital pour les populations rurales de la Guinée, et revêt une importance stratégique majeure pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il procure des revenus à 30% de la population rurale et contribue à hauteur de 20,9% au PIB agricole et 4,5% au PIB national (2012).

Le système d'élevage en Guinée est un système extensif caractérisé par une alimentation des animaux qui repose essentiellement sur les pâturages naturels. Les cultures fourragères sont très peu pratiquées. Des sous-produits agricoles et agro-industriels (graine de coton en Haute Guinée et Moyenne Guinée, fanes d'arachides en Haute Moyenne et Basse Guinée, tourteaux de palmistes en Guinée forestière) sont peu utilisés par les éleveurs.

L'élevage a un potentiel de développement considérable. Il s'agit entre autres :

- de l'existence d'un cheptel estimé en 2012 à 5,5 millions de bovins, 1,8 millions d'ovins, 2,2 millions de caprins, 105.000 porcins et 24 millions de volaille ;
- la présence de races locales très rustiques et adaptées à leur environnement ;
- l'existence des pâturages naturels riches et variés avec près de 350 espèces fourragères ;
- l'existence de volumes importants de résidus de récolte (pailles de riz en Basse Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière, pailles de fonio et paille de maïs en Moyenne et Haute Guinée) pour l'alimentation du bétail ;
- la possibilité de développement d'une filière apicole sur l'ensemble du territoire.

La production totale de viande en 2015 est estimée à 104 032 tonnes dont 71% de viande bovine, 8% de viande ovine, 11% de viande caprine et 10% de la viande de volaille.

Par ailleurs, le secteur est très déficitaire en projets de développement pouvant lui permettre de jouer pleinement le rôle qui lui est dévolu, car ne disposant, par manque de financement, que trois (3)

projets, dont : la construction de l'abattoir frigorifique de Kagbélen sur le budget national, un Programme de Coopération Technique (PCT) de la FAO portant sur le Développement de l'Apiculture en Haute et Moyenne Guinée et un programme de lutte contre les menaces pandémiques émergentes (EPT2). Les deux premiers projets arrivent à échéance en cette année 2016, tandis que le troisième qui vient de démarrer s'étendra sur 5 ans.

Globalement, la couverture des besoins de la population en consommation de produits animaux issus de la production nationale est encore insuffisante. Aussi, faut-il souligner que l'interdiction de la consommation de viande de brousse (source de protéine des ruraux), considérée comme vecteur potentiel du virus Ebola, a causé un grand déséquilibre alimentaire. La couverture des besoins de consommation de lait est l'une des plus faibles. Les gaps sont comblés par les importations de lait et de viandes (volaille surtout). En ce qui concerne les aides alimentaires, le pays continue de recevoir des dons du PAM sous forme de produits manufacturés et annuellement de l'Arabie Saoudite en viande de petits ruminants.

Toutefois, le secteur est confronté à plusieurs contraintes qui se situent à tous les stades de la filière (niveaux production, commercialisation/transformation et institutionnel) :

- au niveau de la production, elles portent entre autres sur (i) la prédominance du système d'élevage traditionnel, (ii) le faible niveau de structuration des éleveurs, (iii) le faible niveau de développement des filières d'élevage à cycle court plus porteuses (poulets de chair notamment), (iv) l'accès difficile des éleveurs aux ressources communautaires (accès à la terre et à l'eau), (v) la faible productivité laitière de la race bovine locale N'Dama et (vi) la persistance des maladies infectieuses et parasitaires ;
- au niveau de la commercialisation et de la transformation, elles concernent notamment : (i) le faible professionnalisme et le manque de moyens matériels dans les zones rurales pour la conservation et la transformation du lait, (ii) le manque de moyens de conservation des viandes au niveau des abattoirs et des boucheries et (iii) l'insuffisance de la couverture du territoire en infrastructure de commercialisation et de transformation ;
- du point de vue institutionnel, il s'agit essentiellement : (i) de l'inexistence d'un système de financement adéquat du secteur de l'élevage, (ii) la faible capacité des organisations professionnelles d'éleveurs (OPE) en termes de management et de gestion, (iii) les difficultés d'obtention de financement adapté pour les acteurs, (iv) l'insuffisance de la diffusion des lois et règlements de l'élevage, (v) l'insuffisance des capacités des cadres dans certains domaines spécifiques comme les analyses et les évaluations économiques, ainsi que les études d'impact des programmes de développement, (vi) l'arrêt prématuré du Système d'Information sur les Marchés (SIM-bétail) depuis 2007 par manque de financement, alors qu'il constitue un système pourvoyeur d'informations utiles au niveau de la commercialisation du bétail et des produits animaux ; ainsi que (vii) la faiblesse des capacités de coordination et de suivi-évaluation des activités du secteur.

## **2.5 Situation de la pêche**

La pêche joue un rôle primordial dans la société et l'économie guinéenne comme en témoigne sa contribution au PIB, à la balance commerciale, à l'emploi et à la sécurité alimentaire. Différents types de pêches sont pratiqués notamment, la pêche artisanale martine, la pêche continentale, la pisciculture et la pêche industrielle.

Le potentiel halieutique exploitable est estimé entre 150 000 et 250 000 tonnes de poissons par an. Il est composé de quatre grands groupes d'espèces : les poissons pélagiques et les poissons de fond (démersaux), les céphalopodes et les crevettes.

La production totale est estimée à 20 5687 tonnes en 2015 et les importations à 19 668 tonnes, comme l'indique le tableau ci-dessous.

**TableauII-1 : Répartition de la production par domaine (tonnes)**

Désignations	2015
Pêche artisanale maritime	143292
Pêche continentale	15 000
Pisciculture	350
Pêche industrielle	47 045
Sous-total	205687
Importation	19 668
Total	225355

**Source :** Extrait du programme de production de poissons et développement des filières halieutiques

La consommation totale de poisson en 2015 est estimée à 182 809 tonnes sur la base d'une hypothèse de consommation de 16,8 kg par tête et par an.

Cependant la contribution du secteur à l'économie nationale a fortement diminué. Cette diminution relève principalement des insuffisances notoires du système de gestion des ressources halieutiques qui ont conduit à la surexploitation de la plupart des stocks.

Afin d'inverser cette tendance, le Gouvernement s'est doté d'une Lettre de Politique de Développement de l'Aquaculture (LPDA) en 2009 qui a été actualisée en 2015. Cette lettre de politique met l'accent d'une part, sur la gouvernance du secteur et le renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles en vue de créer les conditions d'un redressement de l'aquaculture ; d'autre part, sur le développement de la pisciculture et des pêcheries artisanale maritime et continentale. Pour matérialiser cette vision et tenir compte des besoins et aspirations des principaux acteurs du secteur, le Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime (MPAEM) s'est fixé les trois objectifs spécifiques suivants :

- Gérer durablement les ressources halieutiques ;
- Promouvoir l'aquaculture ;
- Valoriser les ressources halieutiques.

## **2.7 Situation de l'Energie**

La Guinée recèle un potentiel considérable de diverses formes d'énergie mais qui demeure faiblement exploité. Le potentiel hydroélectrique est estimé à plus de 6000 MW, dont 367,2 MW installés et exploités, soit environ 6,12 %. Le potentiel en biomasse-énergie est estimé à plus de 2 millions de tonnes de matières par an, dont 1,5 million de tonnes en combustibles forestiers et 0,5 million en sous-produits et déchets divers (agroforesterie, agricoles, industriels et domestiques). Elle dispose aussi d'un couvert forestier important mais qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation récente.

La situation énergétique est caractérisée par une forte pression sur les sources naturelles compromettant dangereusement la durabilité des investissements notamment dans les secteurs agricoles. Toute chose qui interpelle à la préservation des écosystèmes forestiers.

A ce titre, la Lettre de Politique Détaillée du Secteur Energétique (LPDSE) du Gouvernement de la Guinée exprime la stratégie de l'Etat en matière de développement du secteur énergétique, englobe toutes les formes d'énergie, concerne aussi bien l'offre que la demande et se déploie sur un horizon de 20 ans. Elle fixe les objectifs de desserte solvable et de solutions énergétiques adaptées, par usage, par milieu et par zone.

La lettre de Politique Détaillée du Secteur Energétique s'appuie sur une approche participative qui, à partir d'une vision partagée de l'état des lieux, vise la mise en place d'un cadre harmonisé de développement du secteur énergétique, sur la base des principes suivants : l'accès de l'énergie au plus grand nombre, démarche de type développement durable, responsabilisation des acteurs concernés, prise en compte de la double fonction de l'énergie (développement des activités génératrices de revenus et amélioration des conditions de vie des ménages), implications des communautés décentralisées et du secteur privé.

La politique nationale de développement du secteur de l'énergie accorde la priorité à la mise en valeur du potentiel hydroélectrique, comme source de production d'énergie électrique. Cette ressource est abondante en Guinée et, est estimée à environ 6 000 MW, pour un productible annuel de 19 300 GWh.

Le Programme national d'amélioration de l'accès à l'électricité, vise à planifier sur le court et le long terme l'électrification de toute l'étendue du territoire. Ce Programme se fonde sur une approche sectorielle, considérant le secteur électrique dans son ensemble.

Pour atteindre les objectifs de ce programme qui s'inscrit dans l'initiative Energie Durable pour tous des Nations Unies et, qui fixe un taux de couverture en énergie électrique du pays à 100% à l'horizon 2030, des projets prioritaires de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique ont été identifiés. Dans le secteur de l'eau, des projets visant à améliorer la desserte en eau potable des zones urbaines et rurales sont disponibles et ont besoin de financements pour être réalisés. La liste de ces projets est dans l'annexe 4.

## **2.8 Situation du Commerce**

En Guinée, la part du commerce dans le PIB est de l'ordre de 19%. Le pays exporte essentiellement des minerais (85%) : pierres précieuses (bauxite, aluminium, or, diamants). Les exportations de café, de poisson et des produits agricoles ont pour destination l'Inde, l'Espagne, la Russie, l'Allemagne, les États-Unis et la France. Les importations, principalement des produits pétroliers, les métaux, des machines, des équipements de transport, des textiles et des denrées alimentaires proviennent de la Chine, des Pays-Bas, de la France et du Royaume-Uni.

Le commerce intérieur est très limité. L'essentiel des flux est orienté vers la capitale. Toutefois, les échanges inter préfectoraux sont aussi importants pour certains produits de crue (huile de palme, arachides fraîches ou les ignames). En dépit des potentialités de production agricole du pays, il continue d'exister des zones excédentaires et déficitaires.

L'économie rurale est concentrée sur le petit commerce (produits manufacturés, textiles), la restauration et le commerce de produits agricoles (fruits et légumes, céréales, tubercules, etc.), produits halieutiques et l'artisanat. Dans certaines zones minières, l'économie rurale est davantage portée sur l'exploitation artisanale de l'or et du diamant au détriment de l'agriculture familiale. Ainsi, les parcelles de production familiale déjà bien réduites sont moins mises en valeur dû au fait que la main d'œuvre prend le chemin de l'exode saisonnier vers les zones minières.

En matière de consommation, le riz reste l'aliment de base des guinéens. Dans le but de protéger les consommateurs, un Office National de Contrôle de Qualité a été créé et est présent aux différentes frontières pour surveiller la qualité des denrées alimentaires, entrant et/ou sortant du pays. Par ailleurs,



il existe des Organisations de Défense des Consommateurs, qui entretiennent des relations de travail étroites avec le Gouvernement.

Dans le cadre de la promotion des produits agricoles, notamment ceux destinés à l'exportation, à savoir le café, le cacao et la noix de cajou, le Gouvernement prend chaque année, un « Arrêté portant Règlementation de la Campagne de commercialisation de chaque produit ». L'Arrêté fixe entre autres, les dates d'ouverture et de fermeture des campagnes de commercialisation, ainsi que les conditions de traitement du produit pour un label qualité. L'Etat fixe des prix planchers à respecter au profit des petits producteurs. Par ailleurs, le Gouvernement entend mettre en place une politique de commercialisation qui permet d'équilibrer les échanges de différents produits entre zones excédentaires et zones déficitaires.

Les principales contraintes dans ce domaine sont (i) le climat des affaires peu favorable, en dépit des progrès ; (ii) le faible niveau de la gestion de la qualité et des normes des produits exportés ; (iii) l'insuffisance des infrastructures logistiques adaptées et le faible niveau d'organisation des acteurs des filières. De façon générale, la Guinée affiche une balance commerciale déficitaire, dont le solde s'est davantage dégradé en 2014.

## **2.9 Situation de l'Agro-industrie**

L'agro-industrie est très peu développée en Guinée. Plusieurs goulots d'étranglement freinent le développement industriel notamment : (i) l'insuffisance et la non compétitivité des facteurs de production ; (ii) l'inexistence des zones industrielles aménagées prêtes à recevoir les investisseurs ; (iii) les difficultés d'accès au crédit et (iv) la faiblesse du cadre institutionnel.

Le Gouvernement a entrepris l'élaboration de la Lettre de Politique Nationale de l'Industrie qui mettra l'accent sur les axes ci-après : (i) l'aménagement de zones industrielles viabilisées et équipées, assortie d'un plan directeur d'aménagement de domaines industriels pour avoir une vue d'ensemble et une approche cohérente sur le moyen et long termes ; (ii) le développement de l'industrie agro-alimentaire ; (iii) le développement, à la périphérie des bassins miniers, de programmes de sous-traitance.

En outre, le Gouvernement a également entrepris l'élaboration de la Lettre de Politique de Promotion du Secteur Privé pour réaliser un taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur manufacturier supérieur à 5%. Pour ce faire, il entend d'abord revisiter et adapter le cadre d'exercice des activités industrielles en Guinée, à travers notamment les mesures d'accompagnement suivantes : (i) le renforcement de l'environnement de l'investissement privé ; (ii) le renforcement des institutions d'appui au secteur privé et des capacités des entreprises (notamment les PME) ; (iii) le renforcement du rôle du secteur privé (dialogue avec le secteur privé sur les questions de compétitivité) ; (iv) la promotion d'un cadre approprié de partenariat entre les universités et les entreprises de sorte que ces dernières contribuent au financement de la recherche universitaire dont les résultats à terme devraient être utilisés pour accroître la productivité des entreprises ; et (v) la mise en place d'un Fonds d'industrialisation.

Ensuite, il entend développer et mettre en œuvre des programmes de compétitivité par filière en concertation étroite avec le secteur privé. Ces filières feront l'objet d'études de stratégie de développement intégré et de compétitivité, visant un déploiement optimal de la chaîne des valeurs dans chacune des filières concernées, la mise en place d'interprofessions et la création d'emplois décents.

A ce titre le Gouvernement a mis en place un nouveau Code des Investissements dont les textes d'application ont été promulgués et publiés, créant ainsi un environnement favorable. Désormais, un simple certificat de reconnaissance d'activité sera accessible à tout investisseur qui le sollicite. Toutefois, un Comité Technique de Suivi sera mis en place pour s'assurer que l'investisseur respecte le cahier de charges par la réalisation effective des investissements tels que décrits dans son document de référence déposé.

Dans la Nouvelle Politique Nationale de l'Industrie, l'industrie agro-alimentaire occupera une place importante en vue de la mise en valeur des nombreuses potentialités agricoles dont le pays dispose. Pour arriver à cette fin des mesures importantes devront être prises, notamment :

(i) réhabiliter et promouvoir la production locale d'équipements et d'outillages agricoles : Le matériel agricole était produit à l'Usine d'Outillages Agricoles (USOA) de Mamou. Cette usine avait fait l'objet de privatisation mais faute de reprise des activités, elle est ramenée dans le portefeuille de l'Etat en attendant de trouver un investisseur capable de relancer la production. En attendant, le marché est approvisionné en partie par la production artisanale en instruments aratoires et autres outils de labour et de transformation ;

(ii) favoriser et encourager la production locale d'engrais et de pesticides : Jusqu'à un passé récent, la Guinée importait la totalité de ses besoins en engrais et pesticides. Depuis le 06 mai 2016, une unité industrielle produit l'engrais sur place avec une capacité annuelle de 300.000TM. L'installation de cette usine constitue une étape importante pour passer d'une agriculture extensive à une agriculture intensive car les agriculteurs guinéens, pourront désormais se procurer facilement l'engrais à un coût raisonnable. L'usine prévoit d'étendre, dans les meilleurs délais, ses activités par la production de pesticides qui, pour le moment est inexistante ;

(iii) stimuler le développement d'une chaîne des valeurs qui permet de créer des centres de transformation au niveau des villages à identifier pour chaque produit agricole, de l'élevage et de la pêche en les dotant d'équipements et de l'infrastructure pour servir de pôle de démonstration et de formation sur les techniques améliorées de production, de transformation et de commercialisation ainsi que la gestion et l'organisation des affaires. Aussi, ces centres seront mis en place autour des groupements de producteurs qui auront été identifiés et mis en réseau pour augmenter le volume de production et assurer la pérennité des activités dans une perspective de développement durable.

L'objectif global est d'augmenter les revenus des producteurs et créer de nouveaux emplois dans les filières à travers le renforcement de leurs capacités productives et commerciales dans la valorisation des filières pour un meilleur accès au marché. Dans ce cadre, le Gouvernement se fixe comme objectif à court terme de rénover le Centre Pilote de Technologies Industrielles (CPTI) en vue de le doter d'équipements permettant de contribuer efficacement à la création de prototypes d'outillages agricoles et autres instruments réduisant la pénibilité des tâches aux femmes en milieu rural.

En attendant la mise en place d'importantes unités de transformation des produits agricoles, d'élevage et de pêche par l'action des investisseurs privés nationaux et étrangers, le Gouvernement guinéen avec l'appui du PNUD avait expérimenté un projet pilote d'implantation de 50 Plateformes Multifonctionnelles (PTFM) en milieu rural après les 12 premières PTFM installées entre 1996 et 2006.

La Plateforme Multifonctionnelle (PTFM) est un outil, voire un module technologique approprié pour répondre aux besoins énergétiques des petites agglomérations rurales en général et des femmes rurales et périurbaines en particulier (allègement des travaux des femmes et réduction de la pauvreté féminine à travers de micro entreprises PTFM génératrices de revenus). La vulgarisation des plateformes sur une grande échelle permettrait de répondre à un grand nombre de besoins énergétiques des ruraux et périurbains en général, et des femmes, en particulier.

La PTFM se présente ainsi comme un levier important pour l'amélioration de la visibilité économique de la femme, à travers l'émergence d'un entrepreneuriat féminin et la consolidation des activités génératrices de revenus par la mise en œuvre de mesures particulières qui favorisent l'accès des femmes au crédit. Elle apparaît comme l'un des principaux outils adaptés à la promotion féminine à

travers ses dimensions : (i) l'accès à la force motrice pour l'allègement des travaux féminins et (ii) la création de micro entreprises génératrice d'emploi et de revenu adapté aux conditions féminines.

Dans le cadre de la relance économique post Ebola, le Gouvernement, avec l'appui du PNUD, vient d'actualiser le Programme National de Plateformes Multifonctionnelles. Ce Programme national Plateformes Multifonctionnelles post Ebola (PN-PTFM/PE) est l'aboutissement d'un processus cohérent d'expérimentation et de diffusion de modules d'équipements multidimensionnels (Plateforme multifonctionnelle) en Guinée pour l'allègement des travaux (des femmes notamment), l'amélioration des conditions de vie (des populations en général et des femmes en particulier) et la réduction de la pauvreté, à travers l'accès aux services énergétiques modernes (force motrice et électricité) pour booster les économies rurales et réduire les niveaux de pauvreté des populations.

La vision générale qui sous-tend ce Programme est la poursuite de l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la montée en puissance de la mise en place des plateformes, la consolidation des acquis des phases précédentes et la pérennisation du processus d'implantation et d'exploitation de cet outil de développement local, de promotion féminine et de création d'emplois et de revenus adaptés au contexte rural.

## **2.10 Situation de l'Environnement**

La Guinée dispose de diverses forêts tant dans les zones de savanes que dans les zones humides. La surface totale des forêts et des zones arborées dans les quatre régions naturelles du pays est estimée à 13,2 millions d'ha, soit 54 % de sa superficie totale. La plus grande partie est constituée de forêts claires, de jachères arbustives et de terrains broussailleux. Seule une petite fraction à peine 1,1 million d'hectares soit 5 % de la zone forestière totale est relativement intacte et bien boisée.

Ces forêts jouent un rôle important dans l'économie du pays qui se manifeste à travers l'utilisation des produits dérivés (le bois de chauffage, bois d'œuvre, bois de service, bois industriel...). De même les produits forestiers non ligneux constituent aussi une source importante de revenu et de sécurité alimentaire pour environ 25% de la population.

Par ailleurs, les forêts jouent un rôle important dans la préservation des écosystèmes qui est essentielle pour le développement et la viabilité de l'Agriculture. Les forêts sont également déterminantes pour la lutte contre le réchauffement climatique.

## **2.11 Situation du Genre et de l'Emploi jeunes**

La Guinée est confrontée depuis des décennies à une crise de l'emploi affectant surtout les jeunes. Les statistiques récentes sur la démographie indiquent que la population guinéenne est en majorité jeune, avec 86,33% qui ont moins de 45 ans et 44,9% ont moins de 15 ans (RGPH 2014). On enregistre actuellement un nombre important de jeunes diplômés sans emplois, ainsi que des jeunes ruraux qui, faute d'activités rémunératrices en zone rurale, migrent vers les grandes villes, notamment Conakry. L'absence de politiques cohérentes de promotion des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes exacerbe les inégalités sociales dopant ainsi le risque de violence et d'instabilité sociale, limitant la légitimité de l'État auprès de ces catégories qui seront attirées soit par des activités criminelles (drogue, prostitution avec conséquence les MST et le SIDA), soit par des actes de violence.

En dépit de la prise en compte de la problématique du genre et emploi jeunes dans le DSRP 2013-2015 et le plan quinquennal de développement économique et social 2011-2015, des inégalités de genre persistent toujours. Ces inégalités ont une incidence négative sur la performance productive des femmes et des jeunes et l'amélioration de leurs revenus.

L'analyse de la structure du revenu du travail sous l'angle de la contribution du genre montre que seulement 27% du revenu du travail est détenu par les femmes contre 63% par les hommes (ELEP2012).

Dans le secteur rural, selon le rapport du PNIASA en 2013, les activités agricoles sont pratiquées en grande partie par les femmes. On dénombre en moyenne 144 femmes pour 100 hommes de la population agricole active au niveau national, soit 87% de la population active féminine. Elles représentent 53,3% de la main d'œuvre agricole et sont en majorité analphabètes. En général, les femmes sont présentes dans tout le processus de production agricole, de la préparation des terres jusqu'aux activités post-récolte. Elles consacrent 80% de leur temps de travail aux activités agricoles. Malgré cette réalité, elles ne contrôlent que peu de ressources découlant de ce secteur qu'elles consacrent à l'entretien de la famille et à l'éducation des enfants. Les hommes, par contre, en dépit de leur relatif faible taux de participation aux travaux Agricoles, la prise de décision relative au partage de la terre et au choix des domaines à mettre en valeur leurs revient. Ils ont plus accès aux intrants, aux moyens de production et à la technologie. Quand bien même il existe des dispositions en faveur des femmes dans le code foncier et domaniale, le droit coutumier les prive de la jouissance de ce droit.

Dans le sous-secteur de l'élevage les femmes et les jeunes jouent un rôle traditionnel important au sein des familles rurales. Elles sont plus investies dans l'élevage des petits ruminants, de la volaille, des porcs, ainsi que dans le commerce des œufs, la production du lait, du miel et de la cire. Les femmes jouent le rôle d'entretien du bétail et les hommes contrôlent les ressources issues de l'élevage à leur détriment, bien qu'elles soient quelque fois propriétaires de bétail souvent par héritage et/ou dote.

Comme dans le sous-secteur de l'élevage, la quasi-totalité des activités menées dans celui de la pêche sont exercées par les femmes et les jeunes, de la capture à la commercialisation en passant par la transformation.

En dépit d'immenses progrès réalisés dans ce domaine, on constate que beaucoup d'efforts restent à fournir pour l'amélioration des rendements car cette couche (femmes et jeunes) tant active dans le secteur de la pêche manque de formation mais aussi et surtout d'intrants pour le traitement, la transformation, le stockage, la conservation et la commercialisation des produits halieutiques.

Toutefois, elles s'affirment à travers des organisations formelles de commercialisation de plus en plus influentes au niveau national.

Les solutions résident dans l'accroissement des capacités productives et des opportunités d'accès à l'emploi et au crédit en faveur des femmes et des jeunes notamment en milieu rural pour améliorer la sécurité alimentaire des populations vulnérables.

## **2.12 Situation du foncier rural**

La question foncière représente un enjeu économique, social et culturel majeur en Guinée. En effet, seule une sécurisation foncière peut permettre aux agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et exploitants forestiers d'investir en toute confiance.

En effet un Code Foncier Domanial a été approuvé en 1992. Cependant, la situation foncière est caractérisée par : (i) la non effectivité de l'application du Code Foncier Domanial. La plus part des acteurs ignorent l'existence de ce Code qui est en décalage par rapport aux réalités du milieu rural ; (ii) la non prise en considération des intérêts de certains groupes sociaux (collectivités traditionnelles détentrices de droits fonciers dans les villages, groupements de producteurs, femmes et jeunes, usagers des périmètres aménagés,...); (iii) la faible décentralisation de la gestion foncière (faible responsabilisation des collectivités locales) ; (iv) la multiplicité des intervenants ; (v) l'absence d'une politique cohérente de gestion du patrimoine foncier en milieu rural ; (vi) l'absence d'une harmonisation entre les différents textes régissant la gestion des ressources foncières rurales.

Malgré l'existence d'un code foncier, l'occupation de la terre en milieu rural, première condition de création d'emploi dans le secteur, est aujourd'hui une préoccupation constante et majeure; et force est de constater que les droits des exploitants et propriétaires coutumiers demeurent encore précaires et aléatoires. Une déclaration de politique foncière en milieu rural a été adoptée en mai 2001, qui n'a

pas produit les effets attendus. Une commission interministérielle a recommandé l'établissement d'un plan foncier rural de toutes les communautés rurales qui n'est pas encore réalisé.

Il est donc impératif d'assurer une sécurité foncière et un accès équitable à la terre, aux pêches, aux pâturages, aux forêts et aux autres ressources naturelles dans le but d'éliminer la faim, la pauvreté et de soutenir durablement le développement socio-économique, la gestion de l'environnement et maintenir la paix sociale entre les différents acteurs utilisateurs du terroir. Partant de ces considérations, le dispositif législatif et réglementaire dans le domaine du foncier rural devrait être revisité et amélioré.

### **2.13 Situation du cadre juridique et institutionnel**

Sur le plan juridique, le Gouvernement a entrepris d'importantes mesures d'ordre juridique et institutionnel, avec l'appui des partenaires au développement en vue de promouvoir le développement rural et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en rationalisant l'exploitation des ressources naturelles. C'est ainsi que des textes législatifs et réglementaires de portée globale et sectorielle ont été adoptés et promulgués dont : (i) le code de la Protection et de la mise en valeur de l'environnement adopté en 1987 ; (ii) le code forestier adopté en 1989 et révisé en 1999 ; (iii) le code de la protection de la faune sauvage et réglementation de la chasse promulgué en 1990 et révisé en 2015; (iv) le code foncier et domanial promulgué par l'ordonnance O/92/019 du 30 mars 1992 ; (v) le code pastoral du 29/08/1995 ; (vi) le code de l'élevage et des produits animaux du 29/08/1995 ; (vii) le code de la pêche maritime promulgué par ordonnance n° 038/PRG/85 du 23 Février 1985, actualisé en 1995 ; (viii) le code minier du 30 juin 1995 actualisé en 2013 ; (ix) le code de l'eau Loi L/94/005/CTRN du 14 Février 1994 ; (x) le code de santé publique ; (xi) le règlement N°C/REG.4/05/2008 de la CEDEAO portant harmonisation des règles régissant le contrôle de qualité, la certification et la commercialisation des semences végétales et plants dans l'espace CEDEAO et (XII) la loi L /94/003/CTRN du 14 Février 1994 relative à la « Protection des Consommateurs, au Contrôle des Denrées, Marchandises et Services et à la Répression des Fraudes Commerciales ».

Par ailleurs, il faut noter l'existence de projets d'actes juridiques sur la politique semencière nationale, le catalogue national des espèces et variétés à usage agricole, la création d'un comité semencier national, la constitution du fonds semencier national, les règlements techniques particuliers, relatifs aux modalités de production, du contrôle de qualité et de certification des semences végétales et des plants.

Cependant, la plupart des codes existants souffrent d'insuffisance de textes d'application. Ceux qui en disposent sont faiblement diffusés. Ces facteurs limitent fortement l'efficacité des différents codes régissant l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement et la santé.

Sur le plan institutionnel, l'Etat dispose de plusieurs structures d'appui et d'encadrement pour prendre en charge tous les aspects liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cependant, ces structures se caractérisent par une insuffisance des ressources humaines qualifiées, une insuffisance des ressources matérielles et financières permettant d'exécuter leurs missions de manière efficiente et efficace.

Le pays dispose aussi, d'un secteur privé et des organisations non gouvernementales et de la société civile qui peuvent apporter leurs concours pour la réalisation des objectifs de développement durable et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### **2.14 Situation du secteur privé**

La faiblesse du secteur privé reste un boulet que traîne jusqu'ici l'économie guinéenne depuis l'indépendance du pays. Un secteur privé aujourd'hui largement dominé par l'informel qui représente 55% du PIB national et occupe 60 à 70% de la population active. Il a été identifié cinq contraintes majeures qui freinent le développement du secteur privé en Guinée : (i) l'insuffisance et la cherté des facteurs de production (électricité, eau, transport, communication) dont les coûts très élevés ne sont pas favorables à la rentabilité des entreprises et à la compétitivité de leurs produits et services ; (ii) la corruption, largement répandue à différents niveaux de l'Administration Publique et le manque



d'efficacité des services de l'Etat ; (iii) un système judiciaire déficient et une impunité répandue ; (iv) la forte pression fiscale favorisant souvent le secteur informel au détriment du secteur moderne ; (v) le manque de formation des opérateurs économiques et la difficulté d'avoir accès à un personnel disposant d'une formation de qualité.

Fort de ce constat, le Gouvernement a entrepris un certain nombre de réformes qui ont entre autres, permis d'enregistrer des acquis significatifs dont l'accélération du processus de création des entreprises ; la réduction drastique des frais liés aux formalités administratives ; l'accès à l'information et la transparence de la réglementation ; l'allègement des conditions fiscales aux investisseurs et l'amélioration de la gouvernance économique. D'autres nouvelles réformes sont en chantier telles que la révision du code des investissements, l'élaboration de la lettre de politique de l'investissement, le projet de loi sur les incitations fiscales dont la mise en route par le gouvernement est considérée comme des stimulants devant contribuer très prochainement à l'accélération du processus de qualification de l'environnement des affaires en Guinée.

Cependant, si le climat des affaires s'est amélioré incitant plusieurs entreprises et multinationales à s'installer en Guinée ces dernières années, paradoxalement, la relance escomptée des exportations des produits agricoles (fruits et légumes, produits de la pêche, productions animales) tarde à venir. Ceci peut s'expliquer par le fait, que, la plupart des activités à impact direct sur cet aspect inscrites dans la PNIASA n'ont pu être menées comme prévu faute de financement (infrastructures de transformation, de conservation de commercialisation et d'accès au marché, système d'information, etc.)<sup>8</sup>.

## 2.15 Politiques et Stratégies

En Guinée, la Politique Nationale de Développement Agricole version 2015 (PNDA) est le cadre de référence en matière d'intervention pour le développement agricole. La PNDA inclut la politique de développement de l'élevage, la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR) et la Lettre de Politique de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (LPDPA), la Politique Nationale de l'Environnement (PNE) et le Plan National d'Investissement pour l'Environnement.

Pour prendre en charge la problématique de la sécurité alimentaire, le Gouvernement a mis en œuvre à travers la PNDA, le Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire 2011-2015 (PNISA) en tant que composante du Programme Régional d'Investissement (PRIA) de la CEDEAO (ECOWAP)/PDDAA/NEPAD. Ce Programme est actuellement en cours de révision.

Plusieurs partenaires ont contribué à la mise en œuvre du PNISA, notamment la FAO, le FIDA, le PAM, la Banque Mondiale. A titre d'exemple les interventions de la FAO et du FIDA ont été les suivantes :

### - Interventions de la FAO

Durant la période 2013-2016, la FAO a réalisé :

#### Sur fonds propres :

- Pour le renforcement de la sécurité alimentaire : 05 projets pour un montant de 1 437 301 dollar ;
- Pour la gouvernance du secteur agricole 819 867 dollar.

#### Sur fonds judiciaires :

- **Pour la prévention et la gestion des crises** : 05 projets pour un montant total de 7 686 594 ;
- **Pour les questions transversales** : Appuis aux initiatives locales (groupements de femmes à travers le programme TELEFOOD : 09 projets pour un montant total de 145 799 dollar.
- **Pour les projets régionaux** : 02 projet pour un montant de 1 410 000 dollar.

<sup>8</sup> Communication nationale ECOWAS+10 et Perspectives 2025

Ainsi, le montant total mobilisé pour ces interventions est de 11 499 561 dollars.

- **Interventions du FIDA**

La stratégie d'intervention du FIDA s'inscrit dans le cadre de « Country Objective Strategy Program (COSP) ». Ainsi, trois programmes sont mis en œuvre :

- Gouvernance et Décentralisation : Programme d'Appui aux Communautés Villageoises (PACV), exécuté en partenariat avec la Banque Mondiale (BM) et l'Agence Française de Développement (AFD), de 2008 à 2014, pour un montant de 10 millions de dollars ;
- Appui au développement des filières Agricoles à travers les Organisations Paysannes (OP) à travers le PADER pour un montant de 14 millions de dollars et qui a pris fin en 2013 ;
- Facilitation de l'accès au crédit dans le cadre du Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA) pour la période 2011-2019, pour un montant de 77 millions de dollars. Les filières concernées sont le riz, le palmier à huile et l'hévéa en Guinée Forestière ; la pomme de terre en Moyenne Guinée ; les appuis sont apportés respectivement à la Fédération des Producteurs de Palmier à Huile et de l'Hévéa (FEDEPAH) et à la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (FPFD).

## **2.16 Financement du secteur agricole**

L'accès au financement des petits et moyens exploitants, notamment des femmes et des jeunes s'est substantiellement améliorée ces deux dernières années grâce à l'essor du microcrédit impulsé par l'État. La couverture spatiale du secteur de la micro-finance surtout en milieu rural a augmenté. Cependant, comparé à la sous-région, ces progrès sont faibles. Le secteur de la micro-finance dessert moins de 4% de la population totale de Guinée contre plus de 14% dans la zone UMOA. La régulation du secteur par une loi devrait être accompagnée d'un document stratégique de politique en matière de micro-finance. Le processus d'élaboration d'un tel document a débuté en 2010 et achevé en 2012 avec l'appui des PTF. Cependant, trois ans après son élaboration, son adoption officielle n'est pas encore effective pour permettre sa mise en œuvre.

L'État a créé l'Agence Nationale de la micro-finance (ANAMIF) et doté le secteur de la micro-finance d'un Fonds National de microcrédit en faveur des femmes et des jeunes d'une valeur de 130 milliard GNF dont la gestion a été confiée à l'ANAMIF. La dissolution rapide de cette agence pour manque de résultat n'a pas découragé le Gouvernement qui, avec la Banque AFRILAND est en train de mettre en place des lignes de crédits (Crédit MUFA) destinés au financement des activités des femmes à travers tout le territoire. Ce nouveau projet compte distribuer 16 milliards GNF de crédit pour soutenir les activités génératrices des revenus des femmes, largement centrées sur l'agriculture (production et transformation). À cet appui de l'État guinéen, s'ajoute celui des PTF qui vise essentiellement les populations les plus défavorisées (zones rurales, zones affectées par Ebola, etc.).

## **2.17 Situation de la Sécurité alimentaire et de Santé-Nutrition**

En dépit des efforts entrepris dans la mise en œuvre des politiques et des stratégies de développement la pauvreté continue d'être un phénomène important en Guinée. La dernière évaluation de la pauvreté réalisée en 2012 montre que 55,2 % de la population totale vit en dessous du seuil de pauvreté contre 53% en 2007. La pauvreté est plus un phénomène rural (64,6%) qu'urbain (35,4%). L'impact de l'épidémie de la maladie à virus Ebola qui est plus ressenti en milieu rural a aggravé cette situation.

La pauvreté se manifeste en termes d'absence de capacités dans les domaines majeurs du bien-être : analphabétisme, malnutrition, faiblesse de l'espérance de vie, mauvaise santé, habitat insalubre, participation réduite à la vie économique et sociale. La pauvreté constitue l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire désigne selon le CILSS, la situation des populations qui sont en deçà du seuil requis pour s'alimenter à partir de leur propre production et ou de leur revenu et qui sont obligées de consommer leurs épargnes, parfois vendre leurs moyens de production ou solliciter la solidarité. Selon la FAO la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de mener une vie saine et active.

Le concept de sécurité alimentaire revêt essentiellement trois dimensions : la disponibilité (production nationale et individuelle, les stocks et importations), l'accessibilité aux aliments (physique, socio-économique) et l'utilisation des aliments (connaissances nutritionnelles et environnement sain pour faciliter l'absorption des nutriments).

Une évaluation faite en 2015 montre que plus 17% de la population totale sont en insécurité alimentaire et plus de 0,5% sont en insécurité alimentaire sévère. Les régions les plus en insécurité alimentaire sont : Kindia, N'zérékoré, Boké, Kankan, Labé et Faranah. Plus de la moitié des personnes en insécurité alimentaire sont à Labé et N'zérékoré.

Sur le plan de la nutrition, la situation reste aussi préoccupante au vu des taux de malnutrition élevés dans le pays. L'enquête SMART de 2015 a révélé qu'en Guinée, 25,9% des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique (modérée et sévère) dont 16,7% sous la forme modérée et 9,2% sous la forme sévère. La malnutrition chronique (modérée et sévère) pour une population en bonne santé et bien nourrie est de 2,3% dont 0,1% pour sa forme sévère.

Selon la même enquête, 8% des enfants de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition aiguë dont 2% sous la forme sévère et 6,1% sous la forme modérée. La prévalence de la malnutrition aiguë est quatre fois plus élevée que celle que l'on trouve dans une population en bonne santé et bien nourrie et trente-six fois plus élevée pour la forme sévère (0,1%). Les enfants qui souffrent de malnutrition aiguë sévère (SAM) sont 5 à 20 fois plus à risque de décès que les enfants bien nourris ; la malnutrition aiguë sévère est une cause directe de mortalité infantile et augmente la morbidité chez les enfants souffrant de maladies courantes telles que la diarrhée et la pneumonie.

Selon l'enquête démographique de 2012, plus de sept enfants sur dix (77%) sont atteints d'anémie ; et dans l'ensemble du pays, seulement 41% des enfants de moins de cinq ans ont reçu des suppléments de vitamine A. Les carences en micronutriments et vitamine A, même modérées, altèrent le système immunitaire et réduit la résistance aux infections.

La malnutrition est le résultat soit d'une insuffisante consommation alimentaire (due à une insuffisante disponibilité et/ou un accès insuffisant), soit d'une mauvaise utilisation des aliments, qui à la fois peut dépendre d'une méconnaissance des bonnes pratiques nutritionnelles et/ou d'un environnement sanitaire déficient. Le problème de malnutrition peut être un problème culturel, de mauvaises pratiques alimentaires, d'hygiène et sanitaires ou de disponibilité et d'accessibilité économique.

Au regard de ces chiffres, la malnutrition constitue donc un problème de santé publique et un facteur de fragilité des enfants, et d'exposition aux maladies et à la mortalité. Il est en effet reconnu par les acteurs de terrain, que l'état nutritionnel joue un rôle important sur les chances de survie et les capacités de guérison. Les interventions prioritaires en nutrition dans le court et moyen terme doivent avoir pour objectif de fournir une couverture appropriée des activités essentielles en nutrition. La solution réside dans l'implication de tous, mais particulièrement les femmes.

### **III. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PASANDAD**

L'analyse de la situation macroéconomique et sectorielle de la Guinée a révélé l'existence d'un contraste entre d'une part les grandes potentialités agricoles, pastorales, forestières et halieutiques et ; d'autre part le faible niveau d'exploitation de ces ressources et le niveau d'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui est particulièrement préoccupant. En résumé le pays dispose :



**Sur le plan agricole**, de 6.200.000 ha de surface agricole utile, une pluviométrie abondante qui varie en moyenne entre 1 200 et 4 200 mm par an, et de quatre grandes régions agro écologiques distinctes avec la possibilité de pratiquer différentes cultures ;

**Concernant l'élevage**, les effectifs du cheptel sont estimés en 2012 à 5,5 millions de bovins, 1,8 millions d'ovins, 2,2 millions de caprins, 105.000 porcins et 24 millions de volaille avec une production de 97.800 tonnes de viande, 155 millions de litres de lait et 23.619 tonnes d'œufs ;

**Au niveau de la Pêche**, un potentiel halieutique exploitable estimé entre 150.000 et 250.000 tonnes de poissons par an. Le pays a bénéficié de l'appui d'une vingtaine de partenaires de coopération bilatérale et multilatérale qui a permis la réalisation de nombreux projets et programmes dans le cadre du développement et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de politiques agricoles nationales et régionales (DSRP ; PNISA).

En dépit de ces efforts, on note :

**Dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle** que les taux de malnutrition sévère et aiguë sont particulièrement élevés (respectivement 26% et 8% en 2015) ;

Dans le domaine de la production, de la transformation et de la commercialisation, les systèmes utilisés sont peu performants et ne garantissent pas de revenus substantiels aux producteurs et aux autres acteurs des filières pour faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les systèmes sont caractérisés par des acteurs peu organisés, avec une faible utilisation d'intrants disposant peu de moyens financiers et d'infrastructures.

**Dans le domaine de l'environnement**, les écosystèmes et leurs ressources sont affectés par un processus généralisé de dégradation imputable surtout aux facteurs anthropiques et aux changements climatiques. La dégradation des écosystèmes forestiers guinéens est particulièrement remarquable au niveau des sites miniers, des zones agricoles et autour des grandes agglomérations.

Cette situation a été aggravée par la présence de l'épidémie de la maladie à virus qui a eu un impact marqué sur les productions agricoles (réduction des productivités, difficultés d'accès aux intrants agricoles due à la limitation des déplacements internes, des champs non récoltés, des produits invendus, cessation des activités d'appui et conseils agricoles) ; sur le commerce régional des produits agricoles (perte de quantités de fruits et de pommes de terre destinés à l'exportation, due au pourrissement, des offres disproportionnées à la demande entraînant la chute des prix sur le marché local) ;

Sur le marché intérieur (suspension ou désertion de certains marchés hebdomadaires, forte réduction des flux commerciaux des produits agricoles entre les préfectures, baisse du volume des denrées de première nécessité et augmentation des prix d'achat sur les différents marchés lointains déficitaires). Les répercussions négatives de ce fléau se sont fait sentir sur les revenus des populations rurales, affectant leur capacité à se procurer en denrées alimentaires sur le marché.

Pour inverser cette tendance, il s'est avéré nécessaire de revisiter les stratégies au plus haut niveau de la lutte contre la malnutrition, la sous-alimentation et la faim. Le Programme Accélééré, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (PASANDAD) initiative du Président de la République, est l'une de ces stratégies basées sur une approche multisectorielle et multidimensionnelle destinées à impacter positivement la sous-alimentation, la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Le Programme, par cette approche entend assurer les conditions nécessaires à une accélération de la production végétale, animale halieutique et sylvicole, une amélioration de la commercialisation, de la conservation et la transformation des aliments pour réduire les périodes de soudures et éradiquer la faim.

Le PASANDAD est de ce fait une composante importante du futur Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 qui sera le cadre global de mise en œuvre de la politique de transformation structurelle de l'économie guinéenne. Le Programme contribuera également au relèvement de la situation économique après deux années de turbulences dues à l'irruption de l'épidémie de la maladie à virus Ebola, qui a provoqué une crise de la croissance économique. Il

s'inscrit, en cela, dans les efforts de relèvement post Ebola visant la création d'une dynamique de développement économique et social qui garantit l'accès à une alimentation disponible et saine, la réduction tangible de la pauvreté et de ses implications sur la nutrition, la mortalité maternelle et infantile.

## **IV. OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROGRAMME**

### ***4.1 Objectifs***

Le Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable 2016-2020 a pour objectif global, l'accélération de la lutte contre la pauvreté et ses implications en matière de disponibilité et d'accès aux aliments sains y compris par les couches les plus vulnérables de la société.

Il vise stratégiquement à atteindre une croissance annuelle du secteur primaire de 6,5% à l'horizon 2020. Pour ce faire, l'Etat envisage : (i) le développement des agropoles dans toutes les régions du pays en mettant l'accent sur les filières à haute valeur ajoutée et leurs chaînes de valeur ; (ii) le développement des filières de production animale et leurs chaînes de valeur ; (iii) l'amélioration des capacités de production, de transformation et de conservation des produits halieutiques.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, le Programme veut réduire de 50% l'incidence de l'insécurité alimentaire (de 18,2% en 2012 à 9,1% en 2020) à travers : (i) la promotion de la mécanisation et l'intensification de l'agriculture vivrière ; (ii) le renforcement des capacités des petites exploitations de pêche et d'élevage ; (iii) la promotion de la transformation, de la conservation et de la commercialisation des produits agricoles, halieutiques, forestiers et d'élevage.

Sur le plan de la prise en charge des effets des changements climatiques, il s'agit notamment, de doter les producteurs (trices) de bonnes pratiques de développement durable et d'adaptation face au climat (maintenir le taux d'utilisation des pesticides agricoles à 0,3 kg/ha, réduire l'impact des activités agricoles sur l'environnement à travers : (i) le développement et la vulgarisation des normes environnementales dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ; (ii) le renforcement de la gestion des espaces pastoraux et de la transhumance, (iii) la promotion des techniques d'adaptation aux changements climatiques dans les activités agro-sylvo-pastorales et halieutiques).

### ***4.2 Objectifs spécifiques***

Spécifiquement le Programme vise :

- l'accroissement de la production nationale agricole et animale de façon durable par une plus grande maîtrise de l'eau et une plus grande intensification ;
- la facilitation de l'accès des producteurs à faibles revenus aux ressources et aux services, tels que le crédit, la vulgarisation et les soins vétérinaires ;
- le développement des chaînes de valeur des filières Agricoles, animales et halieutiques ;
- la promotion de la commercialisation des produits agricoles halieutiques, forestiers et d'élevage ;
- la création des PME/PMI, notamment féminines de transformations et de conservations de produits agricoles, d'élevage et halieutiques ;
- la promotion de la desserte en électricité ;
- l'aménagement et la préservation des écosystèmes forestiers ;
- l'adaptation et la résilience des populations au changement climatique ;
- la préparation et le suivi Mesures de Sauvegarde Environnementales et Sociales des Projets Sectoriels ;
- l'amélioration de l'accès et la disponibilité des produits alimentaires afin de répondre efficacement aux besoins immédiats et à moyen terme des populations particulièrement les personnes vulnérables tout en contribuant au développement économique et social du pays ;

- l'utilisation de façon optimale des aliments par les individus ;
- la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, en tenant compte tout particulièrement des besoins spéciaux des enfants, des femmes, des personnes âgées, des personnes handicapées, des autres groupes vulnérables, ainsi que des personnes en situation de crise humanitaire ;
- la promotion de la desserte en eau.

#### **4.3 Résultats attendus**

Disposer d'aliments variés, salubres et sains est un droit fondamental de l'individu. Pour atteindre cet objectif qui reconnaît la satisfaction des droits primaires en matière d'alimentation, le programme initié va permettre d'atteindre les résultats suivants :

- la production nationale agricole, halieutique, forestière et animale est accrue et de façon durable par une plus grande intensification ;
- l'accès des producteurs à faibles revenus aux ressources et aux services, tels que le crédit, la vulgarisation et les soins vétérinaires est facilité ;
- les chaînes de valeurs des filières Agricoles, animales et halieutiques sont développées ;
- des PME/PMI de transformation et de conservation des produits agricoles, d'élevage et halieutiques sont créées ;
- la desserte en électricité est améliorée ;
- les écosystèmes forestiers sont aménagés et préservés ;
- les populations sont résilientes et s'adaptent au changement climatique ;
- les Mesures de Sauvegarde Environnementales et Sociales des Projets Sectoriels sont préparées réalisées et suivies ;
- les aliments pour les populations, y compris pour les plus vulnérables sont accessibles ;
- l'offre d'aliments nutritifs et salubres est améliorée ;
- les aliments sont utilisés de façon optimale par les individus ;
- la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, en tenant compte tout particulièrement des besoins spéciaux des enfants, des femmes, des personnes âgées, des personnes handicapées, des autres groupes vulnérables, ainsi que des personnes en situation de crise humanitaire est assurée ;
- la desserte en eau s'est améliorée.

## **V. COMPOSANTES DU PASANDAD**

En vue d'atteindre ses objectifs, le PASANDAD est articulé autour des Composantes suivantes :

***Composante 1 : Promotion d'un environnement favorable au développement des filières Agricoles***

***Composante 2 : Dynamisation des filières Agricoles***

***Composante 3 : Promotion du genre et de la nutrition***

***Composante 4 : Gestion durable des ressources naturelles***

***Composante 5 : Gestion du PASANDAD***

Le cadre logique du PASANDAD est à l'Annexe C du document

### ***5.1 Composante 1 : Promotion d'un environnement favorable au développement des filières Agricoles (Environ 3449 Milliards de GNF)***

#### **5.1.1 Justification :**

L'une des contraintes majeures au développement des produits agricoles est leur faible compétitivité liée à l'importance des coûts de production, de commercialisation et de transformation, qui résulte en grande partie de la faiblesse et ou de l'absence des infrastructures appropriées. Le but de cette Composante est de créer un environnement favorable au développement des filières Agricoles pour prendre en charge les investissements structurants dont la réalisation est au-delà des possibilités des

exploitations agricoles familiales qui constituent l'essentiel des exploitations de ce secteur. Parmi ces investissements on peut citer notamment, les aménagements hydro-agricoles, les aménagements de pâturages, de mares et d'étangs, des stations piscicoles, la desserte en eau et électricité, la mise en place des laboratoires pour l'amélioration de la qualité des produits etc.

L'amélioration de l'environnement nécessite également l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire notamment, l'amélioration de l'encadrement pour le développement des filières Agricoles, la sécurisation foncière, l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, la facilitation de l'accès aux intrants agricoles, la mise en place et l'opérationnalisation d'un système d'information et la mise en place d'un dispositif de financement approprié. Cette Composante comporte deux sous-composantes qui sont : Sous-composante1 Promotion des investissements structurants et Sous-composante 2 Promotion du cadre institutionnel et réglementaire.

### **5.1.2 Objectif général :**

L'objectif global de cette Composante est de créer un environnement favorable au développement de l'Agriculture par la réalisation des investissements structurants.

#### **5.1.2.1 Sous-composante1: Promotion des investissements structurants (Environ 3 173 milliards de FG ; soit 92% du coût de la composante1)**

##### **5.1.2.1.1 Objectifs spécifiques:**

Il s'agit d'accroître les investissements publics et privés dans le secteur agricole afin de permettre la dynamisation des filières Agricoles.

##### **5.1.2.1.2 Résultats attendus :**

R1 : les aménagements hydro-agricoles, pastorales et halieutique sont promus ;

R2 : la desserte en eau et l'électricité est promue;

R3 : le Cadre institutionnel est amélioré.

##### **5.1.2.1.3 Activités**

#### **Activité 1 : Promotion des aménagements (Agriculture, Elevage, et Pêche)**

L'une des contraintes majeures au développement durable de l'Agriculture et à la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle est la faiblesse des infrastructures qui permettent d'améliorer les productions agricoles. L'état des lieux a montré que moins de 9,1% du potentiel des terres irrigables ont fait l'objet d'aménagement. Ce constat de faible valorisation du potentiel des ressources naturelles est valable pour les productions d'élevage et de pêche. Compte tenu du rôle de ces investissements dans l'accroissement de la productivité agricole au sens large et de la forte demande des différents producteurs respectifs pour ces investissements, il est prévu dans le cadre du PASANDAD de procéder à une augmentation sensible des aménagements hydro-agricoles, des pâturages, et des mares et étangs. Ainsi au cours de la période du Programme, il est prévu d'aménager 13 000 hectares soit 6 000 hectares de nouveaux aménagements et 7 000 hectares de réhabilitation ; de réaliser 6 000 Km de pistes rurales et 1200 ouvrages de franchissement (voir Annexes 1, Tableau2) ; de construire 05 centres techniques piscicoles et d'aménager 500 Ha piscicoles et 250 mares (Annexe 3 Tableau 1 et Tableau 2). Les coûts de ces aménagements sont résumés dans le tableau suivant :

**Tableau 2 : Coût des aménagements à réaliser pour le PASANDAD**

<b>Nature des Investissements (Milliards de FG)</b>	<b>Total</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Aménagements hydro-agricoles	<b>805,3</b>	<b>289,5</b>	<b>263,3</b>	<b>134</b>	<b>118</b>
Aménagement de pistes	<b>518,4</b>	<b>129,6</b>	<b>129,6</b>	<b>129,6</b>	<b>129,6</b>
Equipements agricoles	<b>1 727,5</b>	<b>340</b>	<b>441,7</b>	<b>483,1</b>	<b>462,6</b>
<b>Sous-total</b>	<b>3051,2</b>	<b>759,1</b>	<b>835,1</b>	<b>764,7</b>	<b>710,2</b>
Aménagements étangs et retenues piscicoles	<b>40,6</b>	10,1	10,1	10,1	10,1
Construction centres techniques piscicoles	<b>3,5</b>	1,3	2,2		
Autres investissements (Piscicoles)	<b>2,9</b>	0,5	0,6	0,7	1
Construire des infrastructures de pêche (Pêche artisanale maritime (en cours de réalisation))	<b>57,3</b>	4,3	17,3	18,2	17,3
<b>Sous-total</b>	<b>104,3</b>	<b>16,2</b>	<b>30,2</b>	<b>29</b>	<b>28,4</b>
<b>Total des aménagements</b>	<b>3155,5</b>	<b>775,3</b>	<b>865,3</b>	<b>793,7</b>	<b>738,6</b>

Le coût total des investissements relatifs aux aménagements au cours de la période du PASANDAD s'élève à **3 155,5** milliards GNF répartis comme suit :

- Aménagements agricole 26% ;
- Aménagements de pistes rurales 16% ;
- Equipements agricoles 55% ;
- Aménagements piscicoles 1% ;
- Aménagement Pêche maritime artisanale 2%.

### **Conclusions Etude d'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre de grands aménagements hydro-agricoles adossés aux grands barrages hydro énergétiques et des petits ouvrages hydro agricoles**

Compte tenu de l'importance des aménagements hydro agricoles dans la réalisation des objectifs du PASANDAD, il a été réalisé la présente étude pour contribuer à la réflexion sur les solutions à cette problématique. Cette étude vise à proposer une stratégie de mise en œuvre de grands aménagements hydro-agricoles adossés aux grands barrages hydro énergétiques et des petits ouvrages hydro agricoles. Ses principales conclusions, sous forme d'axes stratégiques sont présentées ici dans le document du PASANDAD.

La stratégie a été proposée sur la base d'une analyse diagnostique du développement durable de l'agriculture irriguée et en conformité avec les Systèmes de Production en Agriculture Irriguée (SPAII) qui déterminent les types d'aménagements effectués.

Les systèmes de production répertoriés sont les suivants :

- Les plaines en mangroves et arrières mangroves (essentiellement consacrée à la riziculture) ;
- Les plaines alluviales fluviales à vocation maraichère ;
- Les plaines alluviales fluviales à vocation rizicole ;
- Les bas-fonds ;
- Les jardins maraichers.

Les types d'aménagement qui en résultent sont :

- Type 1 : Confection de casiers suivant les courbes de niveau et planage ;



- Type 2 : Type 1 avec ajout de drains pour évacuer les excès d'eau ;
- Type 3 : Type 2 comportant un réseau d'approvisionnement et de distribution d'eau ;
- Type 4 : Type 3 combinée à une petite retenue d'eau permettant une maîtrise totale d'eau pendant toute l'année (DNGR/PNIRI).

La stratégie prend ainsi en compte les éléments suivants : aspects techniques des aménagements hydro agricoles, aspects agricoles des aménagements hydro agricoles et aspects environnementaux des aménagements hydro agricoles.

### **1. Aspect techniques**

L'analyse diagnostique a révélé que les aménagements hydro agricoles sont d'une manière générale caractérisés par :

- une inadéquation entre la conception des aménagements hydro agricoles généralement prévus pour la riziculture et leur mise en valeur envisagée par l'exploitant qui pourrait être un maraîcher par exemple ;
- un surdimensionnement des ouvrages d'irrigation et de drainage, même pour ceux conçus pour la riziculture, du fait de l'absence de données fiables ;
- une absence de réseaux tertiaires avec un niveau de sophistication des aménagements susceptibles de permettre l'installation d'un tour d'eau fonctionnel, compatible avec une gestion collective de l'aménagement ;
- une mauvaise qualité des ouvrages confectionnés à la main, sans moyens, par les populations, dans le cadre de leur participation aux travaux ;
- une conception des barrages hydro énergétiques existants, spécifiquement pour des fins énergétiques et dont l'aménagement n'a pas prévu d'exploitation à buts multiples auquel cas, il serait prévu sur lesdits barrages des systèmes de prélèvement d'eau pour des fins agricoles en même temps ;
- un encaissement des retenues créées par les barrages dont la plupart sont situés dans des zones montagneuses souvent éloignées des terres agricoles ;

La stratégie proposée comporte des axes transversaux pour plusieurs systèmes de productions et des axes stratégiques spécifiques pour les différents systèmes de production identifiés.

#### **1.1 Axes stratégiques transversaux d'amélioration des aménagements**

Ces axes stratégiques visent à assurer l'amélioration des techniques de mobilisation et de gestion des eaux à travers :

- a. l'adaptation de la conception des aménagements hydro agricoles, à la mise en valeur envisagée par l'exploitant afin qu'il ne soit pas amené à exécuter des travaux pouvant s'avérer par la suite inutiles (planage fin, réseau de drainage, casiérage avec diguettes) ;
- b. la responsabilisation des populations à la réalisation de travaux d'aménagement que seuls leurs moyens humains et financiers permettent d'exécuter, selon les normes en vue de leur assurer l'efficience et la longévité prévue ;
- c. la réalisation d'études techniques (besoins en eau, tour d'eau) permettant d'améliorer la distribution de l'eau d'irrigation particulièrement dans le cadre d'une gestion collective ;
- d. l'adossement des grands aménagements hydro agricoles aux grands barrages hydro énergétiques qui nécessite de : (i) procéder à un recensement exhaustif du potentiel aménageable des barrages hydro énergétiques à travers des études spécifiques ; (ii) adosser les aménagements hydro agricoles en aval des barrages actuels conçus et calibrés uniquement

- pour la fourniture d'énergie, le débit aval des cours d'eau desdits barrages étant régulé par le déversement de la retenue créée en amont ; (iii) concevoir essentiellement en Haute Guinée où cela est possible des nouveaux barrages à buts multiples (agriculture, énergie) ;
- e. la réalisation du schéma directeur des aménagements hydro agricoles.

## **1.2 Axes stratégiques spécifiques aux systèmes de production**

### **1.2.1 Pour les plaines en mangroves et arrières mangroves**

Des aménagements de Type 1 et de Type 2 sont envisagés dans ce système de production, pour des exploitations traditionnelles avec un important potentiel de production de riz et de génération d'emplois et des revenus aux populations locales. Ces exploitations feront l'objet d'un aménagement de gestion de l'eau à la parcelle (GEP). Toutefois, la priorité est accordée au Type T2 (60% moins cher) par rapport au Type T1, même si ce dernier fait l'objet d'une demande plus accrue de la part des populations du fait que, toujours sous marnage, les aménagements dans ce cas sont régulièrement enrichis par les eaux marines. Par ailleurs, la technique d'aménagement "semi-lourd" adoptée par les projets riz est retenue pour la sécurisation des cultures.

Les aménagements de Type 3 et Type 4, sont réalisés en priorité dans les plaines de véritables mangroves au dépend des terrains d'anciennes mangroves sur lesquels seule la gestion des eaux douces est concernée. De plus, il faudra limiter les aménagements des terres de Type 3 à ceux pour lesquels la demande des populations est justifiée, dans la mesure où ils ne nécessitent pas d'infrastructures lourdes de protection contre les eaux marines et des ouvrages importants de contrôle des eaux ; ce qui peut expliquer la forte demande. Les aménagements des terres de type 4 sont laissés à l'initiative des populations, jugés moins prioritaires, du fait de leur rendement déjà performant. De plus, l'aménagement implique un système complet de drainage et souvent une digue-retenue en amont permettant de stocker l'eau de pluie nécessaire aux cultures en fin de cycles.

Le choix entre le Type 3 et le Type 4 va aussi consister à comparer le coût unitaire des aménagements favorable au Type 3, à la productivité des équipements favorable au Type 4 qui, bien que plus coûteux à cause de la nécessité d'aménager une retenue, a l'avantage de concerner des terres plus fertiles sur lesquelles peuvent être pratiquées au moins deux cultures par an.

### **1.2.2 les aménagements des plaines à vocation maraîchère**

Les plaines à vocation maraîchère, bien que représentées à l'échelle nationale, restent une spécificité de la Moyenne Guinée où les populations se sont particulièrement spécialisées dans le maraîchage. La stratégie envisagée consiste à :

- la prise en charge des investissements primaires (aménagements avec irrigation gravitaire, équipements de pompage), par des financements extérieurs ; les populations contribuent à hauteur de 38% (amortissement pour le renouvellement des matériels et des équipements, fonctionnement et entretien des périmètres) ;
- l'option pour une irrigation d'une prise au fil de l'eau quand les conditions le permettent. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, l'option est faite pour l'une des deux autres solutions (pompage ou retenue), en sachant qu'à productivité égale, les investissements s'avèrent plus importants voire excessifs particulièrement dans le cas des aménagements avec retenue ;

- l'application d'une gestion rigoureuse des eaux pompées par les exploitants, dans le cas de systèmes nécessitant des investissements importants et des charges récurrentes conséquentes (revêtement de certains canaux) pour réduire les frais de fonctionnement.

### **1.2.3 Les aménagements et équipements des jardins maraîchers**

La stratégie vise l'augmentation des superficies par exploitation qui demeure la contrainte majeure à l'amélioration des performances de production. Les axes d'amélioration des aménagements portent sur :

- la promotion de l'usage de pompes à pédales et l'usage de motopompe couplée à un système d'irrigation sous pression (aspersion, goutte à goutte pour une réduction de la main-d'œuvre) ;
- l'évolution des périmètres maraîchers vers des systèmes d'exhaure et de distribution des eaux d'irrigation plus performants que le puisard et l'arrosoir pour augmenter les dimensions des parcelles.

### **1.2.4 les aménagements des plaines alluviales, fluviales à vocation rizicole**

C'est un mode d'exploitation courant en Haute Guinée où la culture du riz de saison est toujours pratiquée en submersion plus ou moins contrôlée. La stratégie devra tenir compte, à la fois, des expériences passées, de la densité relativement faible des populations et des ressources financières à mettre en œuvre. Elle porte sur :

- la nécessité de réaliser des études (hydrologiques, topographiques, pédologiques et socio-économiques) pour relancer et redynamiser la situation des aménagements qui semble s'être figée sur les acquis et améliorer ainsi les conditions d'exploitation des aménagements ;
- la mise en place d'une réglementation efficace (cotisation, statut, règlement) en matière d'entretien afin qu'il soit mis un terme aux réhabilitations successives dues au manque d'intérêt des exploitants, insuffisamment associés aux décisions importantes.

### **1.2.5 les aménagements de bas-fonds**

Les axes stratégiques d'amélioration concernent tous les types d'aménagement. Il s'agit notamment de :

- l'uniformisation des normes techniques applicables par tous les intervenants conformément aux spécificités régionales préalablement établies ;
- l'implication des populations dans toutes les phases du processus d'aménagement et de mise en valeur de leurs terrains, ainsi que la normalisation de leur contribution aux travaux en fonction du type d'aménagement et conformément aux réalités du terrain ;
- le renforcement des capacités des PME et des tâcherons pour garantir le succès dans la mise en œuvre des programmes d'aménagement.

## **2. Aspects agronomiques**

Sur la base des contraintes identifiées les stratégies par système de production sont les suivantes :

### **2.1.1 Systèmes de production à vocation rizicole**



### **2.1.1.1 Riziculture en mangrove**

Les principales stratégies sont :

- sécurisation des cultures au moyen d'aménagements appropriés permettant une maîtrise et un contrôle des eaux douces et des eaux marines et le recours à des semences plus performantes, sans engrais, sans traitement et sans désherbants ;
- restauration et réaménagement des périmètres à endiguements collectifs non terminés, endommagés et sujets de dysfonctionnements majeurs ;
- réhabilitation des aménagements traditionnels pour favoriser la gestion de l'eau à la parcelle.

### **2.1.1.2 Riziculture en plaines d'arrière mangroves**

Les principales stratégies sont :

- inscription des plaines dans un programme de mise en valeur, distinct de celui des réelles terres en mangroves, avec des aménagements sécurisants associés à des semences performantes ; ce qui laisse augurer de réelles potentialités de deux campagnes par an ;
- exploitation d'une partie des superficies aménagées en cultures maraîchères en contre saison irriguées par pompage, en attendant la maîtrise des étiages du fleuve Niger et de ses affluents qui impliquent des investissements lourds en régulation.

### **2.1.1.3 Riziculture de bas-fonds**

La stratégie est la poursuite de la riziculture de bas-fonds dans le cadre de programmes d'aménagements plus performants en Guinée forestière où ce système est le mieux adapté.

## **2.1.2 Systèmes de production à vocation maraîchère**

- Inscription permanente dans les programmes de recherche, les volets spécifiques liés au mode et techniques de mobilisation et de gestion de l'eau d'irrigation ;
- Mise en place et organisation d'un circuit d'approvisionnement en semences et plantes de qualités.

## **3. Aspects environnementaux**

La stratégie porte notamment sur des aspects institutionnel et environnemental des aménagements.

Il s'agit de :

- l'élaboration d'un plan de gestion environnemental et social (PGES) ;
- la poursuite de la formation des exploitants dans le domaine de la gestion des irrigations ;
- l'obligation faite pour tout périmètre de disposer d'un statut interne prévoyant la responsabilisation des exploitants dans la gestion, l'entretien et la maintenance des équipements collectifs et des réseaux primaires ;
- l'élaboration d'un code de l'eau rurale et un statut juridique sur son partage avec les usagers en amont et en aval de chacun des aménagements ;
- la réalisation d'une enquête foncière des terres à aménager

**Activités 2– Promotion de la desserte en eau et l'électricité (19 Projets 4,378 milliards USD)**

Dans le cadre du développement du secteur de l'énergie et de l'eau, le Gouvernement a adopté la Politique Nationale de l'Energie qui accorde la priorité à la mise en valeur du potentiel hydroélectrique, comme source de production d'énergie électrique. L'instrument de mise en œuvre de cette politique est le Programme national d'amélioration de l'accès à l'électricité qui planifie sur le court et le long terme l'électrification de toute l'étendue du territoire.

Pour atteindre les objectifs de ce programme qui s'inscrit dans l'initiative Energie Durable pour tous, des Nations Unies et, qui fixe un taux de couverture en énergie électrique du pays à 100% à l'horizon 2030, des projets prioritaires de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique ont été identifiés.

De même dans le secteur de l'eau, des projets visant à améliorer la desserte en eau potable des zones urbaines et rurales sont également identifiés.

A cet égard, la liste des projets qui concourent au développement des filières Agricoles et au bien-être des populations rurales, considérés dans le cadre du PASANDAD figure à l'Annexe 4. Le coût total de ces projets est estimé à 4,38 milliards USD soit 41 587 milliards GNF dont 38 021 milliard GNF pour l'électricité et 3 566 milliards GNF pour eau. Cependant, ce coût n'est pas comptabilisé dans le coût du PASANDAD parce que ces projets sont déjà pris en charge dans le PNDES.

**5.1.2.2 Sous-composante 2 : Promotion du Cadre institutionnel (environ 276 milliards GNF ; soit 8% du coût de la Composante 1)**

**5.1.2.2.1 Objectif spécifique :**

Il s'agit de contribuer à l'amélioration d'un cadre institutionnel favorable au développement des filières Agricoles.

**5.1.2.2.2 Résultats :**

L'environnement règlementaire et institutionnel est amélioré pour le développement des filières Agricoles.

**5.1.2.2.3 Activités**

**Activité 1 : Amélioration de la commercialisation des produits agricoles (20 599 000 dollars soit 185 milliards GNF ; soit 5,4% du coût de Composante 1):**

En Guinée, la part du commerce dans le PIB est de l'ordre de 19% en moyenne. Le pays exporte essentiellement des minerais (85%) et de pierres précieuses (bauxite, aluminium, or, diamants). L'un des objectifs du PASANDAD est de promouvoir significativement le commerce des produits agricoles au sens large pour accroître leur contribution au PIB. La réalisation de cet objectif est soumise à plusieurs contraintes notamment, le climat des affaires peu favorable, le faible niveau de la gestion de la qualité des produits, le manque de professionnalisme des acteurs. A ce titre les activités suivantes dont le détail est dans le Cadre Logique en Annexe 5, sont envisagées :

- Amélioration de la qualité des produits (Construire et équiper des laboratoires régionaux de contrôle des qualités)
- Mettre en place et faire fonctionner un système d'information sur les produits agricole;
- Mise en place d'une structure de coordination des intervenants ;
- Appui aux acteurs des filières (Identification, organisations et financement des activités des acteurs des filières) ;
- Renforcement des capacités (renforcement des capacités institutionnelles, formation des acteurs des filières).

**Activité 2 : Amélioration de l'Agro-industrie (9584 300 Dollars soit 86 milliards GNF. 2,5% coût de Composante 1) :**

L'agro-industrie est très peu développée en Guinée. Plusieurs goulots d'étranglement freinent son développement notamment : la faible compétitivité des facteurs de production, l'inexistence des zones industrielles aménagées, les difficultés d'accès au crédit, la faiblesse du cadre institutionnel et le manque de professionnalisme des acteurs. C'est pourquoi, dans le cadre de la Nouvelle Politique Industrielle il est envisagé de : (i) réhabiliter et promouvoir la production locale d'équipements et d'outillages agricoles, (ii) favoriser et encourager la production locale d'engrais et de pesticides, (iii) stimuler le développement d'une chaîne des valeurs qui permet de créer des centres de transformation au niveau des villages à identifier pour chaque produit agricole, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie en les dotant d'équipements et de l'infrastructure pour servir de pôle de démonstration et de formation sur les techniques améliorées de production, de transformation et de commercialisation ainsi que la gestion et l'organisation des affaires.

A ce titre le Gouvernement a initié dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique nationale Industrielle, la mise en place de Plate-forme Multifonctionnelle (PTFM). La PTFM est une forme d'organisation qui se présente comme un levier important pour l'amélioration des conditions de vie à travers l'autonomisation des femmes et l'employabilité des jeunes. A cet effet, dans le cadre de la relance économique post Ebola, le Gouvernement, envisage de promouvoir cet outil dans le cadre du Programme National de Plateformes Multifonctionnelles qu'il vient d'actualiser.

C'est pourquoi la poursuite de la mise en place des PTFM est considérée comme un des axes majeurs de la stratégie d'intervention du PASANDAD afin que ce Programme intègre le Programme National de Plateformes Multifonctionnelles.

Les activités suivantes sont envisagées :

- Consolidation des acquis des phases antérieures ;
- Capitalisation des acquis et leçons apprises de l'expérience PTFM ;
- Extension des zones d'implantation de PTFM ;
- Pérennisation du concept et de l'action PTFM ;
- Mobilisation de partenariats techniques et financiers pour le financement des PTFM ;
- Aménagement des zones industrielles ;
- Implantation des unités agro-industrielles

Les détails de ces activités figurent dans le cadre logique à l'Annexe 5.2

**Activités 3 : Amélioration de Foncier rural (4,5 milliards FG ; 500 000 dollars ; soit 0,1% du coût de la Composante 1)**

La question foncière représente un enjeu économique, social et culturel majeur en Guinée. En effet, la sécurisation foncière et l'accès équitable aux ressources naturelles sont impératifs pour assurer durablement le développement des filières Agricoles.

Toutefois, la situation foncière est caractérisée par de nombreuses contraintes notamment la non application du Code Foncier Domanial, la faible décentralisation de la gestion foncière, l'absence d'une politique cohérente de gestion du patrimoine foncier en milieu rural, etc.

A cet effet, le dispositif législatif et réglementaire dans le domaine du foncier rural doit être révisé et amélioré.

Il s'agira dans le cadre du PASANDAD de :

- L'adoption du Code Foncier et Rural pour permettre une gestion cohérente du patrimoine foncier en milieu rural ;
- la promotion de l'application des dispositions du Code Foncier et Domanial ;

- la mise en œuvre de la recommandation de la commission interministérielle pour l'établissement d'un plan foncier rural de toutes les communautés rurales ;
- la finalisation de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole.

Le détail des activités est indiqué dans le Cadre Logique en Annexe 1.

## **5.2 Composante 2 : Dynamisation des filières Agricoles (10 130,7milliards GNF ; soit 1,13 milliards USD)**

### **5.2.1 Justification**

Comme indiqué plus haut, l'Agriculture au sens large (agriculture, élevage, pêche) constitue la base de l'économie guinéenne. Par conséquent les objectifs de croissance de l'économie, de même que ceux relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de réduction de la pauvreté ne seront atteints que si ce secteur est performant dans toutes ses composantes. Cependant, en dépit des efforts fournis par les autorités, le constat est que ce secteur continue à être confronté à de multiples contraintes qui affectent considérablement sa performance. Il s'agit notamment de la faible productivité des filières Agricoles, du faible accès aux marchés, de la mauvaise organisation des filières Agricoles, de la faiblesse de l'encadrement, de la recherche et de l'appui conseil aux acteurs de ces filières.

La réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle passe donc par une dynamisation des filières Agricoles. Elle permet d'une part d'accroître mais surtout de diversifier la production et la consommation de produits alimentaires de qualité et d'autre part, de générer suffisamment de valeur ajoutée et donc de revenus pour non seulement prendre en charge la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages de manière structurelle et durable, mais aussi de faire face à d'autres charges non alimentaires.

### **5.2.2 Objectif général**

L'objectif général de la Composante 2 est d'augmenter significativement le volume des productions, et d'améliorer le niveau de transformation et de commercialisation à travers dans le cadre du renforcement de la structuration des acteurs des filières Agricoles. Cette composante comporte 02 sous-composantes qui sont : Sous-composante (i) structuration des acteurs et Sous-composante (ii) amélioration de la performance des filières Agricoles.

#### **5.2.2.1 Sous-composante (1): Structuration des acteurs**

##### **5.2.2.1.1 Objectifs spécifiques :**

Constituer les groupements des acteurs en vue de permettre la réalisation efficace et efficiente des activités des filières Agricoles.

##### **5.2.2.1.2 Résultat attendu :**

Les groupements des acteurs sont constitués et sont fonctionnels.

##### **5.2.2.1.3 Activités :**

#### **Activité 1 : Identification des groupements**

Le renforcement des capacités des acteurs des exploitations agricoles familiales est un axe stratégique majeur du PASANDAD dans la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette stratégie sera mise en œuvre à travers une restructuration des acteurs des filières Agricoles. L'objectif est de soutenir le développement des filières, à travers la mise en place et l'utilisation d'outils efficaces de promotion des partenariats entre les acteurs à savoir les EAF, les OP, les acteurs publics et les

opérateurs privés (commerçants, transformateurs). Ceci a l'avantage de relier les exploitations agricoles familiales aux marchés et de garantir l'écoulement de leurs produits.

Le modèle d'organisation qui sera promu dans le cadre du PASANDAD est *l'Agrégation*. L'agrégation est un modèle d'organisation des acteurs des filières Agricoles qui consiste en un partenariat volontaire entre différentes parties pour le développement d'une chaîne de valeur. Le système repose sur le fait de regrouper ou d'intégrer des acteurs d'une filière appelés « **agregés** » autour d'une structure (entreprise individuelle, coopérative, ONG, GIE, association), appelée « **Agrégateur** » qui dispose de capacités managériale, financière et technique, lui permettant d'optimiser le fonctionnement de la chaîne de valeur. Ce modèle a été utilisé aussi bien dans la sous-région (Sénégal, Ghana, Nigeria) qu'ailleurs en Afrique (Maroc).

Le système rompt avec l'approche sectorielle qui consiste en des interventions isolées qui ne couvrent que partiellement la chaîne de valeur et privilégie des interventions qui couvrent l'entièreté de la chaîne de valeur. Dans cette approche, l'ensemble des besoins sont pris en charge dans le projet d'agrégation y compris les aspects liés à la nutrition.

Le système prévoit l'institutionnalisation de l'exercice de la profession de conseiller en gestion et développement agricole et agro-alimentaire. Le conseiller est un spécialiste dans le montage des chaînes de valeur qui apporte un appui technique aux agrégés et aux agrégateurs, afin de renforcer leurs capacités et la qualité de leurs relations.

Le système d'agrégation permet ainsi aux acteurs des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques agrégés, d'accéder notamment à un encadrement rapproché, à des technologies modernes, à des intrants de qualité et au préfinancement dont elles ont besoin. Il permet aussi à l'agrégateur d'avoir régulièrement la matière première en quantité et en qualité permettant d'optimiser leurs activités.

Les plus grands bénéficiaires du système d'agrégation sont certainement les Exploitations Agricoles Familiales (EAF). En effet, elles constituent d'abord le maillon le moins organisé des filières Agricoles. Ensuite elles n'ont pas, de ce fait, la possibilité d'avoir un financement requis et d'accéder aux marchés afin de profiter des avantages que ces marchés offrent. L'agrégation est un outil de professionnalisation des acteurs des filières Agricoles. Elle permet de promouvoir le rôle cardinal des organisations paysannes. Elle permet surtout de s'assurer de la viabilité de la filière et la distribution plus équitable des valeurs ajoutées. Elle concourt aussi à la promotion de la sécurité sanitaire des aliments. C'est pourquoi, l'approche par le système d'agrégation est préconisée dans le cadre du PASANDAD.

## Activités 2 : Mise en œuvre des Agrégations

Contrairement à la mise en place des PTFM, la Guinée n'a pas d'expérience dans le fonctionnement de modèle d'agrégation. A cet effet, la stratégie de mise en œuvre va consister à :

- capitaliser des bonnes pratiques et diffusion du savoir-faire en matière de fonctionnement de modèles d'agrégation : Le PASANDAD va réaliser des études pour évaluer et capitaliser les expériences réussies, le savoir-faire et les bonnes pratiques dans la sous-région en matière de modèles d'agrégation en s'intéressant au type de partenariat public-privé, surtout aux instruments de financements adaptés aux besoins des acteurs des filières. Les résultats de ces études serviront de base pour l'élaboration d'un guide pour la constitution de projets d'agrégation. Ce guide qui sera largement diffusé servira de manuel pour la formation des acteurs concernés ;
- renforcer les capacités des acteurs en matière de développement des filières Agricoles : Les cadres des structures partenaires au niveau national et préfectoral, les responsables des OP, des associations du secteur privé et de la société civile bénéficieront de formations ciblées, dans les domaines ayant fait l'objet de publications sur le savoir-faire et les bonnes pratiques en matière de développement des filières Agricoles et d'agrégation des EAF ;

- harmoniser les approches des bailleurs de fonds en matière de développement des filières : Le Programme aidera à uniformiser les approches des bailleurs dans le secteur Agricole, dans l'optique de promouvoir les modèles d'agrégation au sein des filières afin d'éviter de perpétuer la mise en œuvre de projets isolés. A cet effet, le manuel d'élaboration de projets d'agrégation sera diffusé au niveau de l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- procéder à des opérations démonstratives pour la mise en œuvre des agrégations : Au niveau de chaque région, le Programme effectuera des opérations de démonstration de mise en œuvre de projets d'agrégation. Ces opérations seront lancées au cours des trois premières années du PASANDAD. Le choix des sites de démonstration prendra en compte les expériences acquises en matière d'implantation des PTFM. A cet égard, l'agrégation servira soit à initier les activités en amont de la PTFM ou pour compléter la PTFM.

Une liste d'agrégateurs potentiels fournie par le Département de l'Industrie est à l'Annexe 5.2. Leur aptitude à remplir les conditions pour mettre en œuvre des contrats d'agrégation devra être vérifiée et attestée.

La prise en charge de ces activités est budgétisée par les structures d'encadrement dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs des filières Agricoles.

### **Conclusion Etude d'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'actions pour la promotion et le développement durables des chaines de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques stratégiques ».**

Comme indiqué plus haut, l'amélioration de la performance des filières Agricoles est centrale pour la réalisation des objectifs du PASANDAD. En vue de contribuer à réfléchir sur les mécanismes d'intervention, une étude a été réalisée sur « l'Elaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'actions pour la promotion et le développement durables des chaines de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques stratégiques ».

L'étude a permis conformément aux termes de référence de faire l'état des lieux des principales filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Elle a identifié les principaux acteurs et ainsi que les contraintes communes et spécifiques au développement des filières. Sur la base de l'analyse de ces contraintes, de l'importance des niveaux de production, de leur potentiel de développement et de contribution à la réalisation des objectifs du PASANDAD, un certain nombre de filières ont été retenues pour faire l'objet d'une attention particulière. La liste des filières étudiées et les filières prioritaires sont indiquées dans le rapport annexé au présent document. Les principales conclusions identifiant les axes stratégiques sont ci-dessus indiquées.

En vue de promouvoir le développement de ces filières, l'étude a identifié des axes et actions spécifiques par filière qu'on peut résumer en trois axes stratégiques : (i) la professionnalisation des acteurs, (ii) l'amélioration des conditions de production, (iii) la promotion de la transformation et la conservation des produits Agricoles.

#### **1. Professionnalisation des acteurs**

Le développement des filières Agricoles et la performance des activités exigent de professionnaliser les acteurs. La stratégie identifiée à cet effet comprend quatre domaines d'intervention :

##### **- le renforcement de l'organisation des acteurs :**

L'étude a révélé l'existence de plusieurs types d'organisations des acteurs des filières Agricoles, notamment, des Associations, Fédérations, Confédérations et Unions. Il s'agit par exemple :



Fédération des producteurs de riz de la Guinée forestière (FEPRORI-GF), la Fédération des unions maraichères de la Haute Guinée (FUMA-HG), la Fédération régionale des producteurs de palmier à huile et hévéa (FEREPPAH), la Confédération nationale des éleveurs de Guinée (CONEG), l'Union nationale des aviculteurs de Guinée (UNAG), l'Union nationale de femmes fumeuses de poissons (UNFFP), la Fédération des entreprises de pêche industrielle (FEPI), l'Union nationale des pêcheurs artisans de guinée (UNPAG) etc. Le problème de ces organisations est qu'elles ne s'adressent généralement qu'à un segment de la filière, c'est-à-dire, la production. La stratégie envisagée vise à opérer une transformation structurelle pour disposer des organisations reliées entre elles dans les différents segments. Il s'agira aussi de rendre les organisations plus fonctionnelles par des appuis financiers et la formation.

#### - **Promotion de la contractualisation**

La stratégie vise à promouvoir les activités de production, de commercialisation et de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques, dans un cadre contractuel. Ceci à l'avantage (i) d'assurer l'existence d'une demande solvable pour les acteurs qui doivent offrir, (ii) d'améliorer la qualité des produits offerts qui peut être spécifiée dans le cadre du contrat, (iii) de garantir la disponibilité de matières premières pour les unités de transformation, (iv) de permettre une répartition plus équitable des valeurs ajoutées et d'assurer ainsi la viabilité de la filière.

#### - **Promotion de l'encadrement des filières Agricoles**

Il s'agit ici de disposer d'un encadrement plus rapproché des filières Agricoles. La stratégie vise (i) à renforcer les capacités des structures publiques d'encadrement, (ii) à promouvoir l'émergence d'un Conseil rural privé, (iii) à élargir la gamme des interventions de l'encadrement pour couvrir outre les domaines techniques, notamment, les aspects liés à la gestion, à la planification, à la démarche qualité, au marketing des produits et à la négociation de contrats.

#### - **Promotion du crédit agricole**

Il s'agit de former et de sensibiliser les acteurs à l'utilisation du crédit agricole pour financer les activités de production de commercialisation ou de transformation des produits Agricoles. Il ne s'agit pas de supprimer les subventions agricoles qui sont indispensables pour certains types d'investissement et dans certaines situations, mais de recourir, de plus en plus, à un financement supporté par les revenus générés par les performances des entreprises agricoles en sollicitant l'obtention de crédits auprès des institutions de financement. Ceci suppose un appui dans l'élaboration de projets bancables, dans la garantie des opérations de crédit, soit par l'amélioration des conditions d'obtention de titres (foncier rural), soit par une intervention auprès des institutions de financement.

## **2. L'amélioration des conditions de production**

La stratégie d'amélioration des conditions de production des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques repose sur les aspects suivants : la maîtrise de l'eau, l'intensification agricole, le désenclavement des zones de production et l'amélioration du foncier rural.

#### - **Maîtrise de l'eau**

La stratégie vise à accroître les aménagements hydro agricoles en particulier dans le cadre de la riziculture et les concentrer dans les zones les plus favorables pour permettre d'augmenter la taille des exploitations et diminuer les coûts de production. Il s'agira aussi de développer l'hydraulique pastorale dans le cadre des aménagements pastoraux et de promouvoir des aménagements piscicoles. La maîtrise de l'eau nécessite aussi l'amélioration de la gestion de l'eau pour diminuer les pertes, en utilisant les techniques les plus adaptées (cf « Etude sur la stratégie de mise en œuvre de grands aménagements hydro-agricoles adossés aux grands barrages hydro énergétiques et des petits ouvrages hydro agricoles »).

#### **- Intensification agricole**

Le système extensif de production avec son bas niveau de productivité est un problème essentiel de toutes les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques. La promotion de ces filières exige l'adoption de systèmes intensifs de production à travers la promotion de l'utilisation d'intrants agricoles de qualité (semences, engrais et produits phytosanitaires) et la promotion de la mécanisation. Des structures privées d'approvisionnement pourront être promues pour faciliter les acquisitions d'intrants, d'équipement et de matériels agricoles, d'élevage et de pêche. Au-delà de ces actions communes aux filières, l'intensification va requérir des mesures spécifiques à certaines filières. Il s'agit notamment de la régénération des plantations vieillissantes de mangues, de café/cacao, du renforcement de la recherche pour l'amélioration de la productivité bouchère et laitières des races bovines locales ou la production de semences de qualité pour le maïs, les fruits, les légumes, etc.

#### **- l'amélioration du foncier rural**

La stratégie d'amélioration des conditions de production inclut également la promotion du foncier rural, afin de permettre aux acteurs d'avoir la possibilité de garantir les crédits bancaires et d'accroître leurs investissements.

#### **- le désenclavement des zones de production**

Les difficultés d'écoulement des produits et les coûts élevés de transport, des zones de production vers les centres de transformation et de consommation constituent des contraintes majeures au développement de toutes les filières Agricoles. Le désenclavement des zones de production par la construction de routes et la mise en place d'un système efficient et efficace de transport des produits est indispensable pour la promotion des filières Agricoles.

### **3. Amélioration de la transformation et de la conservation**

Le développement des filières Agricoles n'a concerné en majeure partie que la promotion de la production. En dépit de la saisonnalité de la production et le caractère périssable des produits agricoles et aussi de la plus haute valeur ajoutée potentielle de la transformation et de la conservation, ces activités ont reçu relativement peu d'attention. La stratégie de développement des filières devra être reconsidérée pour donner un poids conséquent à la transformation et la conservation. Les domaines d'amélioration porteront sur :

- Le renforcement de la recherche sur les technologies de transformation et de conservation. Il s'agira de renforcer les capacités des structures de recherche et de vulgarisation des technologies de transformation et de conservation des produits agricoles, de capitaliser les expériences de la sous-région ou d'ailleurs en matière de bonnes pratiques de transformation ;



- La promotion de PME/PMI de transformation et de conservation des produits agricoles. Il devra être encouragé la création des PME/PMI en appuyant les promoteurs dans l'organisation des chaînes de valeur, dans l'obtention de financement approprié, dans la formation sur les technologies de transformation et de conservation ;
- Le renforcement des capacités de stockage et de conservation. Compte tenu du caractère périssable des produits agricoles, des centres de stockage et conservation doivent être créés près des zones de production et d'exportation, notamment à l'aéroport et au niveau des ports de pêche.

### **5.2.2.2 Sous-composante 2 : Amélioration des performances des filières Agricoles**

#### **5.2.2.2.1 Objectif spécifique :**

Promouvoir les activités de production de commercialisation et de transformation des filières Agricoles.

#### **5.2.2.2.2 Résultats attendus**

Les performances des filières Agricoles sont améliorées

#### **5.2.2.2.3 Activités :**

La dynamisation des filières Agricoles devrait être faite sur la base des axes stratégiques et des plans d'action proposés par l'étude ci-dessus. Toutefois, des études spécifiques ou des projets d'Agrégation sont nécessaires pour rendre cette stratégie opérationnelle et préciser les besoins de promotion des filières. En attendant la formulation de projets d'agrégation ou la réalisation d'études spécifiques, les activités pour la promotion des différentes filières ont été identifiées. Elles sont indiquées en détail en annexe et dans les cadres logiques élaborés pour chaque Composante du PASANDAD. En vue d'évaluer le coût des activités, la grille suivante est utilisée :

Pour les charges d'exploitation

- coût des activités pour la production
- coût des activités pour la commercialisation
- coût des activités pour la transformation

Pour les coûts d'investissement

- coût des activités pour la formation des acteurs
- coût des activités pour le renforcement des capacités /Etat
- coût des activités pour les investissements physiques
- coût des activités pour les investissements institutionnels
- coût des activités pour les études et recherche

**Activités 1 : Amélioration des filières Végétales (coût total 7 707milliards GNF environ 856,33 millions USD; soit 31% du cout la Composante2)**

Ces activités portent essentiellement sur :

- la promotion des aménagements hydro-agricoles et des équipements agricoles ;
- la promotion de l'utilisation des intrants agricoles (semences, engrais, herbicides) ;
- la promotion de la mécanisation agricole ;
- le renforcement des structures d'encadrements (réhabilitation des centres semencier et des centres de production de matériels végétal, dotation en moyen logistiques et de matériels informatiques et bureautiques, formation) ;
- le renforcement des capacités des acteurs.

Le détail des activités programmées et leurs coûts repartis sur la période 2017-2020 sont indiqués en Annexe 1. La synthèse des coûts des activités est présentée dans le tableau suivant :

**Tableau 3 : Coût des activités programmées pour les filières végétales en millions de Francs Guinéen**

Filières Agricoles	Production	Transformation	Total
<b>Riz</b>	4879000	669000	5548000
<b>Maïs</b>	344000	10	344010
<b>Fonio</b>	33	1	34
<b>Arachide</b>	385000	100	385100
<b>Manioc</b>	25000	0	25000
<b>Tomate</b>	2000	0	2000
<b>Aubergine</b>	5000	0	5000
<b>Piments</b>	3000	0	3000
<b>Gombo</b>	6000	0	6000
<b>Oignon</b>	6000	0	6000
<b>Palmier à huile</b>	47000	7000	54000
<b>Café</b>	44000	108000	152000
<b>Cacao</b>	101000	3000	104000
<b>Anacarde</b>	416000	6000	422000
<b>Ananas</b>	95000	0	95000
<b>Coton</b>	165000	0	165000
<b>Produits de protection plantes/denrées</b>	39000	0	39000
<b>Sous-total</b>	6562000	793111	7355111
<b>Renforcement des capacités des acteurs</b>		97000	97000
<b>Appuis institutionnels</b>		255000	255000

En dehors des coûts d'investissement liés aux aménagements agricoles, les pistes rurales et à l'équipement agricole, évalué à 3 051,2 milliards GNF, le PASANDAD prévoit de réaliser des activités de promotion des filières végétales à hauteur de 7 355 milliards GNF en coûts de production et de transformation et 352 milliards GNF en renforcement des capacités soit un coût total de 7 707 milliards de GNF.

**Activités 2 Amélioration des filières d'élevage : (1983 milliards de GNF; environ 209,5 millions USD ; 19% du cout total de la composante2)**

Le détail des activités programmées est indiqué à l'Annexe 2. Ces activités portent essentiellement sur :

- le développement de la production de viande bovine ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux ;
- la promotion des innovations techniques testées par le PROGEBE-1 en matière d'amélioration de la production et de la productivité du bétail ;
- le développement de la production des filières d'élevage à cycle court ;
- le développement de la production apicole ;
- le développement de la production laitière ;
- l'amélioration des infrastructures de commercialisation du bétail et de la viande pour une meilleure sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale : à travers : (i) la réhabilitation des 33 abattoirs et 33 boucheries préfectorales ; (ii) la construction de 50 aires d'abattage, 39 marchés à bétail dont 5 frontaliers, 7 marchés de petits ruminants dans les capitales régionales, 10 charcuteries de démonstration ; (iii) la construction de 3 marchés de petits ruminants à Conakry ; (iv) la construction de 7 marchés de volaille dans les capitales régionales, 10 aires de séchage de cuirs et peaux et 60 aires d'abattage de porcins en Guinée forestière et en Basse Guinée ;
- les appuis institutionnels (construction d'abattoirs, réhabilitation centre d'appui d'élevage, mettre en place des systèmes d'information SIG-élevage, SIM-bétail, mettre en place un système de financement du secteur...) ;
- le renforcement des capacités des cadres ;
- le renforcement des capacités des éleveurs et auxiliaires d'élevage par leur formation.

**Tableau 4 : Coût des activités programmées pour les filières d'élevage en milliards GNF**

<b>Rubriques</b>	<b>Production</b>	<b>Commercialisation</b>	<b>Transformation</b>	<b>Total</b>
<b>Filière Bovine</b>	443,45	74,5	1	5,9
<b>Ovin caprin</b>	195,41	4,98	4,98	200,4
<b>Miel</b>	6,09	0	13,85	153,43
<b>Lait</b>	139,58	0	13,85	153,43
<b>Filière volaille</b>	401,88	3	7,96	412,84
<b>Filière lapine et aulacode</b>	38,77	0	0	38,77
<b>Filière porcine</b>	81,19	0	2	83,19
<b>Coût total exploitation</b>				1419

<b>Investissements physiques</b>		<b>129</b>
<b>Renforcement des capacités des acteurs</b>		<b>29,60</b>
<b>Renforcement des capacités de l'Etat</b>		<b>169,18</b>
<b>Appuis institutionnels</b>		<b>182,14</b>
<b>Etudes</b>		<b>54</b>
<b>Sous total Appuis institutionnels</b>		<b>563,92</b>
<b>Total général</b>		<b>1983</b>

Le coût total pour la promotion des filières d'élevage est estimé 1983 milliards GNF soit 220,32 millions UDS ; se répartissant en 1419 milliards de GNF de coût d'exploitation et 564 milliards de GNF d'appuis institutionnels.

### **Activités 3 Amélioration des filières Pêches et Aquaculture (440,7 milliard GNF)**

Il s'agit de prendre en charge les préoccupations majeures au développement des filières de la pêche et l'aquaculture notamment : l'amélioration de la bonne gouvernance et la qualité sanitaire des produits halieutiques, à travers des activités de contrôles et de suivi des pêches.

Le Programme s'adresse également aux besoins spécifiques des filières de la pêche et l'aquaculture à savoir. Le détail des activités programmées est indiqué à l'Annexe 3. Ces activités portent essentiellement sur :

- **la pisciculture (coût 118,198 milliards de FG ; soit 1% du coût totale de la composante2),**
  - l'aménagement des étangs
  - la construction des centres piscicoles
  - la mise en état des structures de réception des alevins
  - l'achat d'alevins males sexés
  - l'achat de tilapia tout venant
  - l'achat de silures
  - l'achat d'hétérotisniloticus
  - l'appui institutionnel
  - l'appui en équipements et matériels de transport
  - le renforcement des capacités des acteurs :
  - la formation
- **la pêche maritime artisanale (Coût 261,476 milliards FG ; soit 2% du coût de la composante2)**

- la construction des infrastructures de pêche
- la construction et la vulgarisation de barques en fibre de verre
- Les appuis institutionnels
- la mise en place d'un système de crédit à la pêche artisanale
- le renforcement des capacités des acteurs (formation des acteurs)

- ***La Pêche continentale (coût 54,2 milliards GNF)***

Les activités programmées portent essentiellement sur l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits halieutiques.

- ***Office National de contrôle Sanitaire des produits de la Pêche et de l'Aquaculture (Coût total 6,8 milliards de GNF)***

- la construction du siège et de laboratoire de l'ONSPA ;
- la construction des établissements de traitement répondant aux normes ;
- la construction de 50 fabriques de glace à Conakry et à l'intérieur du pays ;
- la construction des poissonneries sur les marchés ;
- la construction des hangars et fours améliorés de fumage ;
- la construction des infrastructures de conservation ;
- l'achat des véhicules frigorifiques pour la distribution des produits halieutiques ;
- le renforcement des capacités de l'Autorité compétente de l'ONSPA ;
- le renforcement des capacités des acteurs ; etc.

**Tableau 5 : Coût des activités programmées pour les filières de la pêche en milliards de Francs Guinéen**

<b><i>Rubriques</i></b>	<b><i>Production</i></b>	<b><i>Commercialisation</i></b>	<b><i>Transformation</i></b>	<b><i>Total</i></b>
<b><i>Pisciculture</i></b>				
<b><i>Exploitation</i></b>	58,706	0,89	1,773	61,369
<b><i>Appuis institutionnels</i></b>	8,227			8,227
<b><i>Formation acteurs</i></b>	48,602			48,602
<b><i>Sous Appuis institutionnels</i></b>				<b><i>56,829</i></b>
<b><i>Total pisciculture</i></b>				<b><i>118,198</i></b>
<b><i>Pêche maritime artisanale</i></b>				
<b><i>Coût d'exploitation</i></b>				242,545

<b><i>Appuis institutionnels</i></b>				1,182
<b><i>Formation acteurs</i></b>				17,075
<b><i>Etudes</i></b>				0,674
<b><i>Total appuis institutionnels</i></b>				18,931
<b><i>Total Pêche maritime artisanale</i></b>				261,476
<b><i>Pêche continentale</i></b>				
<b><i>Pêche continentale</i></b>	53,7	0,04	0,5	54,2
Promotion de l'ONSPA				
Renforcement des capacités de l'autorité compétente				5,33
Renforcement des capacités des laboratoires				1,45
<b><i>Total ONSPA</i></b>				6,8
<b><i>Total filière pêches et aquaculture</i></b>				440,7

Le coût estimatif de ces activités de promotion des Filières pêches et aquaculture est de 440,7 milliards de GNF se répartissant en 358 milliards de GNF de coûts d'exploitation et 82,7 milliards de GNF d'appuis institutionnels.

### ***5.3 Composante 3 : Promotion de la nutrition et du genre (Coût total 450,9 milliards GNF ; environ 50,1 millions USD)***

#### **5.3.1 Justification :**

Malgré tout ce potentiel fort et diversifié et les activités et initiatives entreprises, de nombreuses contraintes justifient l'état de pauvreté de la population et l'installation d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit, entre autres, de problèmes de performance des activités, d'accès financiers et physiques (enclavement), de problèmes culturels (à la fin des récoltes), de mauvaise gestion. Ainsi, comme indiqué plus haut plus de 17% de la population sont en insécurité alimentaire, dont plus de 0,5% en insécurité alimentaire sévère.

Quant à la malnutrition, elle constitue un problème de santé publique. L'enquête SMART de 2015 a ainsi révélé qu'en Guinée, 25,9% des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique, alors que ce taux est de 2,3% pour une population en bonne santé et bien nourrie. Aussi,



77% des enfants sont atteints d'anémie. Il est reconnu que l'état nutritionnel joue un rôle important sur les chances de survie et les capacités de guérison.

En outre, les analyses contextuelles révèlent la persistance des inégalités des revenus qui découlent des activités agricoles, malgré les efforts des autorités publiques pour la promotion du genre. Le contraste est que les femmes malgré le fait qu'elles soient plus nombreuses dans les activités agricoles et consacrent 80% de leur temps à ce domaine, elles ne contrôlent que peu de ressources découlant du secteur agricole. Les hommes, par contre, en dépit de leur faible taux de participation aux travaux agricoles, ont la primauté des décisions relatives au partage de la terre et au choix des domaines à mettre en valeur. Ils ont plus accès aux intrants, aux moyens de production et à la technologie. Ainsi, les femmes surtout rurales sont plus vulnérables aux problèmes nutritionnelles que les hommes, car ce sont elles qui procréent et ont la charge de l'alimentation de leurs bébés. Les inégalités ont une incidence négative sur la performance productive des femmes et des jeunes et l'amélioration de leurs revenus.

Pour disposer des ressources humaines capables d'assurer la réalisation des objectifs du PASANDAD, il est indispensable que la problématique de la nutrition et du genre face l'objet d'un traitement approprié dans le cadre de ce Programme.

C'est pourquoi la promotion de la nutrition du genre et de l'emploi est envisagée dans le PASANDAD à travers la Sous-composante Amélioration de la nutrition du genre et de l'emploi jeune.

### **5.3.2 Objectif général**

L'objectif global de cette Composante est d'améliorer l'état nutritionnel de la population et de promouvoir le genre dans les filières Agricoles.

#### **5.3.2.1 Sous-composante 1 : Amélioration de la nutrition (Coût 49,5 million USD ; soit 445,5 milliards de GNF):**

##### **5.3.2.1.1 Objectifs spécifiques :**

Il s'agit spécifiquement de :

- prévenir la malnutrition ;
- prendre en charge les maladies nutritionnelles ;
- assurer la protection nutritionnelle en situation d'urgence ;
- améliorer le système d'information sur la nutrition.

##### **5.3.2.1.2 Résultats attendus :**

R1 : La prévention de la malnutrition est améliorée ;

R2 : La prise en charge des maladies nutritionnelles est assurée notamment pour les individus en situation d'urgence ;

R3 : Le système d'information sur la nutrition est mis en place et opérationnalisé.

##### **5.3.2.1.3 Activités :**

Elles portent essentiellement sur :

- la promotion de la nutrition et l'alimentation adéquate des femmes enceinte et allaitantes et enfants de 0 à 24 mois et d'une alimentation convenable durant le cycle de vie ;
- la promotion d'une alimentation convenable du nourrisson et du jeune enfant, etc. ;
- le renforcement la prise en charge communautaire de la malnutrition aigüe globale en favorisant le dépistage précoce ;

- le renforcement la promotion de la connaissance et la pratique des principes de l'alimentation optimale des nourrissons et jeunes enfants nés de mères séropositives au VIH ;
- la mise en place un système d'information sur la nutrition, la réalisation des études / enquêtes et recherches en matière de nutrition et alimentation.

**5.3.2.2 Sous Composante 2 : Promotion du Genre dans les filières Agricoles (600 000 USD ; soit 5,4 milliards de GNF)**

**5.3.2.2.1 Objectifs spécifiques :**

- Promouvoir la performance des filières des femmes et des jeunes en vue d'accroître leur revenu et ;
- Améliorer le statut de la femme.

**5.3.2.2.2 Résultats attendus :**

R1 : Les filières des femmes et des jeunes sont performantes.

R2 : Le statut de la femme est amélioré.

**5.3.2.2.3 Activités :**

**Activités 1 : Amélioration des performances des filières où évoluent les femmes et les jeunes**

***Dans le sous-secteur de l'agriculture***

- le renforcement de la structuration des jeunes et des femmes en groupements d'intérêts économiques ;
- la formation des femmes et jeunes sur les itinéraires techniques du maraîchage, la transformation et la conservation des produits agricoles et la gestion du matériel et des équipements ;
- l'aménagement sommaire de petits périmètres maraîchers (clôture grillagée + puits busés équipés de pompes manuelles + bassins de retenue d'eau) ;
- la fourniture d'intrants de maraîchage dont des semences améliorées et certifiées, engrais (urée, NPK) outillages agricoles de qualité, motopompes ;
- la fourniture de matériels et équipements de transformation de produits agricoles (riz, manioc, maïs,...).

***Dans le sous-secteur des eaux et forêts :***

- l'appui à la mécanisation de l'extraction du beurre de karité et autres produits forestiers non ligneux ;
- le renforcement de la structuration des bénéficiaires en groupements de vingt-cinq (25) membres chacun ;
- la formation des membres des groupements sur la technologie améliorée et l'utilisation de nouvelles machines de transformation des produits, la gestion financière et le marketing ;
- la mise en place d'une meilleure planification des opérations de ramassage des fruits en fonction de la période de maturité et des moyens de transport disponibles ;
- la création des opportunités d'échanges commerciaux par l'établissement des relations entre les producteurs, les vendeurs, les magasiniers ainsi que des liens de partenariats avec les Institutions de micro-finance ;

- la fourniture de matériel roulant (tricycles) aux groupements pour le transport des amendes collectées et du produit fini vers les marchés ;
- la fourniture des équipements de transformation du fruit dont de concasseur, broyeur, moulin, bâches, bassines, louches, paires de gants, paires de bottes.
- la fourniture des outils de gestion pour des besoins d'appropriation et de viabilité.

***Dans le sous-secteur de l'élevage :***

- le renforcement de la structuration des jeunes et des femmes en groupements d'intérêts économiques ;
- la fourniture de noyaux de petit élevage (volaille, petits ruminants), vaccins antiparasitaires sous contrôle des cadres spécialistes du Ministère aux groupements de femmes et de jeunes ;
- l'appui à l'installation des jeunes diplômés par l'ouverture de cabinets vétérinaires privés ;
- l'initiation d'activités génératrices de revenus pour les femmes et jeunes (embouche de petits ruminants, élevage de poulets de ponte et de chair, création et gestion de petites mielleries villageoises pour l'amélioration de la qualité des produits de la ruche) ;
- la diversification de la formation des jeunes sur les thématiques des différentes filières de productions animales ;
- la formation des femmes des groupements féminins d'Elevage sur le concept de l'autonomisation et gestion simplifiée..

***Dans le sous-secteur de la pêche :***

- le renforcement de la structuration des jeunes pêcheurs, des fumeuses de poisson et des mareyeuses en groupements d'intérêts économiques suivant leurs secteurs d'activités ;
- la formation des jeunes pêcheurs sur l'utilisation et l'entretien du matériel (moteurs, pirogue, filets) et la tenue de comptes d'exploitation et d'épargne ;
- la formation des femmes fumeuses de poisson et des mareyeuses à l'utilisation des installations mises à leur disposition et la tenue de comptes d'exploitation et d'épargne ;
- la fourniture à chaque groupement de jeunes pêcheurs de moteurs hors-bord de 15 CV, pirogues de pêche artisanale de 15 m, filets de pêche pélagique avec tous les accessoires (bobines, cordages, flotteurs, plombs, bouées et gilets de sauvetage, imperméables, torche, GPS, boussole, trousse médicale) ;
- la fourniture à chaque groupement de femmes fumeuses de poisson de : claies, bassines, couteaux, seaux, paires de gants et bâches ;
- la fourniture à chaque groupement de mareyeuses de: balances, paires de gants, glacières, bassines, couteaux et paniers en plastique.

Ces activités seront prises en charge dans le cadre de la promotion des filières Agricoles avec une attention particulière à celles promues par les femmes et les jeunes.

**Activités 2 : Amélioration du statut des femmes**

- la promotion et le plaidoyer des groupements féminins auprès de la communauté pour améliorer le rôle des femmes dans les prises de décision ;
- la promotion de la communication (radio de proximité) dans le but d'améliorer le statut des femmes ;
- la promotion de la propriété foncière des femmes.

## **5.4 Composante 4 : Gestion durable des ressources naturelles (2072,255 milliards de GNF ; environ 230,25 millions USD)**

### **5.4.1 Justification**

En Guinée, les forêts jouent un rôle important à la fois pour l'économie et pour la préservation des écosystèmes et la lutte contre le changement climatique. Cependant, depuis quelques années on assiste à une diminution progressive des forêts à un rythme inquiétant. Ceci a conduit les autorités nationales à placer les problèmes de l'environnement au centre de leurs préoccupations. Pour faire face à cette situation, les autorités ont pris un certain nombre de mesures à travers la mise en œuvre des politiques nationales et régionales. Ces mesures ont permis d'élaborer des outils de gestion qui ont eu une avancée significative en matière de gestion des forêts.

Parmi ces mesures, on peut citer :

- l'émergence et la vulgarisation d'une gamme de techniques et technologies (régénération naturelle assistée, mise en défens, défense et restauration des sols/conservation des eaux et du sol, reboisement, aménagement des forêts et des aires protégées, lutte contre les feux de brousse);
- l'approfondissement et la dissémination des savoirs, des approches, des outils et des capacités des acteurs en matière de Gestion des Ressources Naturelles (GRN) : plans d'aménagement, plans de gestion, contrats de gestion ;
- la reconnaissance des savoir-faire et des innovations paysannes locales et leur intégration dans les pratiques intégrées de GRN : forêts sacrés, bois villageois, forêts communautaires... ;
- la consolidation et l'extension du tourisme cynégétique : plans d'aménagement des parcs et réserves.

Par ailleurs, la CEDEAO a aussi développé avec ses Etats membre un Plan de Convergence Forestier (PCF) qui fait la promotion des techniques les plus rentables facilement accessibles et dont l'impact potentiel est le plus élevé.

Ce PCF prend en compte un certain nombre d'aspects transversaux : (i) approche participative en tenant compte des différences culturelles, (ii) gouvernance locale, (iii) recherche d'accompagnement, (iv) Promotion de l'initiative privée, (v) approche éco-systémique. La présente composante est initiée pour développer ces outils et poursuivre la lutte contre les problèmes environnementaux et les changements climatiques. Cette composante compte 03 Sous-composantes qui sont :

- Promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable ;
- Gestion des écosystèmes terrestres ;
- Gestion des océans et des ressources marines.

### **5.4.2 Objectif général :**

La composante a pour objectif général de promouvoir le développement durable des écosystèmes forestiers et ressources fauniques en Guinée.

#### **5.4.2.1 Sous-composante 1 : Promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable**

##### **5.4.2.1.1 Objectif spécifique :**

Il s'agit de renforcer les capacités juridiques, institutionnelles et opérationnelles en matière de gestion durable de l'environnement.

#### **5.4.2.1.2 Résultat attendu :**

Les capacités juridiques, institutionnelles et opérationnelles en matière de gestion durable de l'environnement sont renforcées ;

#### **5.4.2.1.3 Activités :**

Les activités à réaliser sont :

**Activités 1 :** Actualisation du cadre juridique et institutionnel de l'environnement ;

**Activités 2 :** Renforcement des capacités techniques et humaines en matière de protection de l'environnement ;

**Activités 3 :** Développement d'un système efficace d'éducation environnementale ;

**Activités 4 :** Promotion de la conformité environnementale ;

#### **5.4.2.2 Sous-composante 2 : Gestion des écosystèmes terrestres**

##### **5.4.2.2.1 Objectif spécifique :**

Il s'agit de réduire l'empreinte des modes de production et de consommation sur les ressources terrestres.

##### **5.4.2.2.2 Résultat attendu :**

Les ressources naturelles terrestres sont gérées de façon rationnelle.

##### **5.4.2.2.3 Activités :**

Les activités à réaliser sont :

**Activité 1 :** Lutte contre les feux de brousse, la déforestation illicite et le braconnage sur tout le territoire national ;

**Activité 3 :** Amélioration de la connaissance de la diversité biologique terrestre en Guinée ;

**Activité 4 :** Renforcement du système de gestion des aires protégées, des écosystèmes sensibles et partagés.

**Activité 5 :** Amélioration de l'accès des ménages à des énergies renouvelables (bio gaz et gaz butane)

**Activité 6 :** Renforcement des actions de reboisement et de restauration des écosystèmes dégradés ;

**Activités 7 :** Développement et la promotion de techniques accessibles de restauration des terres cultivables.

#### **5.4.2.3 Sous-composante 3 : Gestion des océans et des ressources marines**

##### **5.4.2.3.1 Objectif spécifique :**

Il s'agit de réduire l'impact des facteurs anthropiques et de la pollution sur les ressources marines.

##### **6.4.2.3.1 Résultat attendu :**

Les océans et ressources marines sont gérés durablement.

### **5.4.2.3.3 Activités :**

Les activités à réaliser sont :

**Activité 1 :** Renforcement du système de gestion de déchets des localités situées sur les côtes marines ;

**Activité 2 :** Collecte et traitement des déchets des espaces côtiers et des plages de la ville de Conakry ;

**Activité 3 :** Lutte contre le déversement illicite des déchets solides et liquides sur les côtes et en mer ;

**Activités 4 :** Promotion d'un transport maritime et d'une pêche propres ;

**Activités 5 :** Renforcement des capacités institutionnelles, juridiques et humaines en matière de gestion des écosystèmes marins ;

**Activités 6 :** Renforcement du système de gestion des aires marines protégées et écosystèmes marins.

### **5.5 Composante 5 : Gestion du PASANDAD (2 125 320 USD ; soit 19,128 millions de GNF)**

L'objectif de cette composante est de faciliter la coordination et la mise en œuvre des activités de gestion globale du Programme, y compris les aspects financiers, le suivi-évaluation, la gestion de la base de données, la communication, le renforcement des capacités des acteurs impliqués et le suivi des mesures de sauvegarde et d'atténuation des risques associés au Programme. Cette composante compte 02 Sous-composantes qui sont : (i) Cadre institutionnel du PASANDAD et (ii) Cadre de gestion du PASANDAD.

#### **5.5.1 Sous-composante 1 : Cadre institutionnel du PASANDAD**

##### **5.5.1.1 Institutions de tutelle**

Le PASANDAD est placé sous l'autorité du Ministre du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI) qui a pour rôle :

- d'assurer la reconnaissance administrative du Programme ;
- de veiller au respect de la mise en œuvre des termes des accords de financement et de la mise en œuvre du Programme ;
- d'assurer la coordination entre les Ministères impliqués dans la mise en œuvre du Programme, et faciliter le travail des partenaires qui y interviennent ;
- de valider les programmes de travail et les budgets annuels ;
- d'assurer la mobilisation des fonds de la contrepartie du Gouvernement.

Pour exécuter cette mission, il sera créé par Arrêtés du MPCI : le Comité d'Orientation et de Pilotage (COP), présidé par le Ministre du Plan et de la Coopération internationale, le Comité Technique du Programme (CTP), présidé par le Secrétaire Général du MPCI et la Cellule de Coordination et de Pilotage (CCP), rattachée au Secrétariat Général du Ministre du Plan et de la Coopération Internationale.

Le Secrétariat Général est spécifiquement chargé en plus des missions du MP ci-dessus évoquées de :

- la convocation du COP et de la supervision des activités de la CCP ;
- le suivi du fonctionnement du COP et de l'exécution du programme ;
- le suivi de l'application des conclusions et recommandations issues des différentes missions de supervision et d'évaluation.

##### **5.5.1.2 Autres structures publiques concernées**

Le MPCI bénéficiera de l'appui de plusieurs Départements ministériels et services impliqués dans la mise en œuvre du Programme. Ce sont :



- le Ministère de l'Agriculture ;
- le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales ;
- le Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime ;
- le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts ;
- le Ministère du Commerce ;
- le Ministère de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion du Secteur Privé ;
- le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique ;
- le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

Par ailleurs, ces Départements ministériels et leurs structures impliquées dans la mise en œuvre du Programme disposent de services déconcentrés au niveau, régional, préfectoral et communal pour appuyer les différents acteurs sur le terrain.

### **5.5.1.3 Organisations socioprofessionnelles**

Des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organisations socioprofessionnelles notamment les Associations et Groupements des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont aussi concernées par la mise en œuvre du PASANDAD.

### **5.5.1.4 Organes d'orientation et de pilotage**

#### **5.5.1.4.1 Comité d'Orientation et de Pilotage du Programme (COP)**

#### **5.5.1.4.2 Mandat du COP**

Le COP a pour mandat :

- la définition des orientations stratégiques du Programme ;
- l'examen et l'approbation des plans de travail et les budgets annuels proposés par la Coordination du Programme ;
- l'examen des rapports de l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités du Programme et du bilan de la période écoulée ;
- le suivi des recommandations des supervisions et du Comité technique régional ;
- la prise en compte des besoins d'harmonisation régionale.

Le COP assure la garantie de la cohérence entre les activités du Programme et les activités similaires financées par le Gouvernement et d'autres partenaires dans les différentes zones d'intervention du Programme. Il effectue à cet égard les ajustements nécessaires au Programme sur la base des conclusions et recommandations des rapports de suivi et d'évaluation adoptés. Le secrétariat du COP est assuré par la CCP.

#### **5.5.1.4.3 Composition du COP**

Le COP est présidé par le Ministre du Plan et de la Coopération Internationale. Sont représentés en son sein tous les départements ministériels ci-dessus cités ayant en charge la mise en œuvre d'une partie des Composantes du Programme. Les représentants de la Chambre d'Agriculture, des Organisations socioprofessionnelles des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques, du Chef de file des partenaires techniques et financiers peuvent prendre part au COP à titre d'observateurs.

#### **5.5.1.4.4 Fonctionnement du COP**

Chaque structure membre du COP devra nommer un représentant et son suppléant pour la durée du Programme. Le COP se réunit, au moins, une fois l'an sur convocation de son Président. Les membres sont informés deux semaines avant la rencontre de la date et de l'ordre du jour de la réunion. Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées par le Président. Les participants seront informés deux semaines à l'avance.

La CCP prépare pour le COP, au plus tard un mois avant la réunion, un rapport concernant l'exécution du Programme au cours de la période précédente. Ce rapport est d'abord soumis au Comité Technique du Programme en vue de préparer les réunions du COP.

Le quorum est atteint si plus de la moitié des membres sont présents. L'ordre du jour pourrait porter notamment sur :

- l'analyse des conclusions du rapport annuel technique et financier du Programme ;
- l'examen du programme de travail et le budget annuel du Programme et du chronogramme prévisionnel ;
- l'examen de l'état d'avancement des indicateurs de chaque composante ;
- l'examen des performances respectives des structures techniques partenaires et des prestataires de service ;
- le point sur les propositions et recommandations.

Au terme de la réunion, le COP formule des recommandations qui s'adressent au Ministre du Plan et de Coopération Internationale, et aux partenaires techniques financiers. Ces conclusions et recommandations sont transmises à la CCP pour finaliser et diffuser les documents dans les 15 jours suivant la date de la réunion.

#### **5.5.1.5 Comité Technique du Programme (CTP)**

##### **5.5.1.5.1 Mandat du CTP**

Le COP dispose, en vue de la bonne exécution de ses missions, d'un Comité Technique à vocation consultative. Le CTP a pour mandat :

- l'analyse et la mise en cohérence des activités et des budgets des différentes composantes du Programme, soumis par la CCP ;
- l'examen, avant la soumission au COP, des rapports et des programmes annuels de travail et de budgets du Programme ;
- l'analyse des rapports d'étape et des rapports financiers ;
- le développement des complémentarités avec les autres projets et programmes du développement dans la zone d'intervention du Programme ;
- l'analyse des questions récurrentes de coordination ;
- l'appui à la CCP en matière de programmation et de suivi des activités de mise en œuvre du Programme.

##### **5.5.1.5.2 Composition du CTP**

Le CTP est constitué des représentants des directions et services qui sont les Points Focaux responsables des composantes du Programme mises en œuvre par ces structures. Des représentants d'autres structures et ONG impliquées dans la problématique de sécurité alimentaire, des partenaires techniques et financiers peuvent être membres du CTP. De même des personnes ayant des compétences avérées dans la mise en œuvre de programmes similaires pourront être y invitées à titre personnel.

### **5.5.1.5.3 Fonctionnement du CTP**

Le CTP se réunit une fois par trimestre pour examiner l'état d'avancement technique du Programme et échanger sur des thématiques pertinentes liées à sa mise en œuvre. Il est présidé par le Secrétaire Général du MPCCI et le secrétariat est assuré par la CCP. La dernière rencontre du CTP au cours de l'année est consacrée à la préparation de la session annuelle du Comité d'Orientation et de Pilotage du Programme.

### **5.5.1.6 Comité Régional de Coordination (CRC)**

Au niveau de chaque Région il sera mis en place par Arrêté interministériel (Ministère du Plan et de la Coopération Internationale et Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation) un Comité Régional de Coordination du Programme (CRC) qui est un démembrement des STP. Ce Comité présidé par le Chef de l'Exécutif Régional est composé des démembrements au niveau de la Région des structures participant au COP. Il veille à l'application sur le terrain des orientations et recommandations du COP.

#### **5.5.1.6.1 Mandat du CRC**

Le CRC a pour mission :

- l'analyse des activités des différentes composantes à mettre en œuvre et leur conformité avec les plans régionaux de développement ;
- l'examen et l'approbation des plans de travail et des budgets annuels de la Coordination de la Région avant leur soumission au COP ;
- l'examen des rapports trimestriels d'avancement de la mise en œuvre des activités du Programme et du bilan de la période écoulée ;
- l'évaluation de l'état d'avancement du Programme.

#### **5.5.1.6.2 Fonctionnement du CRC**

Le CRC se réunit une fois par trimestre sous la Présidence du Gouverneur de Région. Son secrétariat est assuré par la Cellule de Coordination Régionale (CCR) mise en place par le Chef de l'Exécutif régional. Les différents acteurs sur le terrain au niveau de chaque Région proposent par l'entremise de la CCR des activités pour approbation par le CRC. Des projets interrégionaux couvrant deux ou plusieurs Régions peuvent être soumis directement à la CCP selon des modalités convenues entre les Régions.

### **5.5.1.7 Organes d'exécution**

#### **5.5.1.7.1 Cellule de Coordination Nationale et de Gestion du Programme (CCP)**

#### **5.5.1.7.2 Mandat de la CCP**

En rappel, la Cellule de Coordination (CCP) est chargée de la coordination et la gestion du Programme au niveau national. Elle est placée sous la tutelle du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale et rattachée au Secrétariat Général de ce Ministère. A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer les plans de travail et les budgets annuels des activités proposées pour la mise en œuvre du Programme ;
- de coordonner les activités de mise en œuvre du Programme au niveau national, régional et local ;
- d'exécuter et/ou faire exécuter par le biais de la contractualisation et de suivre les activités de mise en œuvre du Programme ;

- d'assurer la production des rapports mensuels, trimestriels, semestriels et annuels à soumettre au COP et aux partenaires techniques et financiers concernés ;
- d'assurer la collecte des données, l'analyse et la synthèse de la documentation ainsi que la diffusion régulière des résultats du Programme ;
- d'assurer la bonne circulation des flux des informations financières et techniques ;
- de suivre et de coordonner les activités quotidiennes de mise en œuvre du Programme, notamment, par l'appui aux différentes structures techniques partenaires et points focaux ainsi qu'aux prestataires de service ;
- de préparer les réunions du COP et d'exécuter ou de faire exécuter ses décisions ;
- d'organiser les missions de supervision et d'audit externe de l'ensemble des activités ;
- de réaliser les activités de gestion financière et de passation des marchés du Programme ;
- d'assurer le suivi et l'évaluation du Programme ;
- d'assurer la mise en application des recommandations du COP, des missions de supervision et des audits.

### 5.5.1.7.3 Composition de la CCP

La CCP est dirigée par un Coordonnateur National, assisté d'une équipe d'experts contractuels recrutés par appel à candidature sur une base compétitive, couvrant les fonctions transversales et sectorielles indispensables à la bonne gestion du Programme. Le Coordonnateur national est un fonctionnaire nommé par le Ministre du Plan et de la Coopération Internationale.

La composition de la CCP et les responsabilités de chaque membre de l'équipe sont sommairement présentées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 6 : Fonctions et responsabilités des membres de la CCP**

Fonctions	Responsabilités
Coordonnateur National (Fonctionnaire)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exécution des décisions du Comité d'Orientation et de Pilotage (COP) ;</li> <li>- Représentation du Programme auprès des autorités et institutions compétentes, tant internationales que Nationales ;</li> <li>- Gestion administrative et financière du Programme ;</li> <li>- Programmation, supervision et suivi des activités du PASANDAD ;</li> <li>- Préparation des Programmes de Travail et des Budgets Annuels.</li> </ul>
Directeur Technique (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Planification et suivi des activités ;</li> <li>- Mise en place des outils de gestion technique du Programme ;</li> <li>- Coordination et gestion technique du Programme.</li> </ul>
Chargé de composante 1 « Promotion d'un environnement favorable au développement des filières » (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi de la réalisation des investissements structurants ;</li> <li>- Coordination technique des activités de la composante 1 ;</li> <li>Compte rendu au Directeur technique</li> </ul>

Fonctions	Responsabilités
Chargé de la composante 2 « Dynamisation des filières Agricoles » (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coordination technique des activités de la composante ;</li> <li>- Compte rendu au Directeur technique</li> </ul>
Chargé de la composante 3 « Promotion de la nutrition et du genre » (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coordination technique des activités de la composante ;</li> <li>- Suivi de la situation nutritionnelle dans le pays ;</li> <li>- Compte rendu au Directeur Technique ;</li> <li>-</li> </ul>
Chargé de la composante 4 « Gestion durable des ressources naturelles » (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coordination technique des activités de la composante;</li> <li>- Compte rendu au Directeur technique.</li> </ul>
Expert en Communication (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la communication au niveau interne (bulletins, newsletters), etc.) ;</li> <li>- Assurer la communication au niveau externe (radios rurales, Site web, Télévision etc..) ;</li> <li>- Compte-rendu au Coordonnateur national.</li> </ul>
Responsable Administratif et Financier (RAF) (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la gestion administrative et financière du Programme ;</li> <li>- Assurer la gestion des dossiers du personnel ;</li> <li>- Assurer l'établissement des états financiers suivant les procédures du partenaire financier ;</li> <li>- Compte rendu au Coordonnateur national.</li> </ul>
Comptable (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer le Responsable Administratif et Financier (RAF).</li> </ul>
Auditeur interne (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la fonction de contrôle interne ;</li> <li>- Compte rendu au Coordonnateur national.</li> </ul>
Expert en Suivi-évaluation (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la mise en place du système de suivi-évaluation ;</li> <li>- Compte rendu au Coordonnateur national.</li> </ul>
<b>Personnel d'appui du PASANDAD</b>	
Deux Secrétaires dont 1 de Direction et 1 de Saisie (contractuels)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer le secrétariat de la CCP ;</li> <li>- Compte rendu au Coordonnateur national.</li> </ul>
Standardiste (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la gestion des appels téléphoniques entrants et sortants ;</li> </ul>
Reprographe (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la multiplication et la reliure des documents ;</li> </ul>
Deux Chauffeurs (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer les déplacements et le suivi des véhicules</li> </ul>
Un Planton (contractuel)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmission des courriers</li> </ul>

#### 5.5.1.7.4 Fonctionnement de la CCP

Le Coordonnateur national est responsable du fonctionnement de la CCP. A ce titre, il gère le personnel et les moyens financiers et logistiques affectés au fonctionnement de cette structure. Le Directeur technique, le Responsable Administratif et Financier, le Comptable, l'Assistant comptable et l'Auditeur interne ainsi que tout le personnel d'appui (secrétaires, chauffeurs, gardiens,

planton/coursier, Expert en Communication...), sont sous l'autorité hiérarchique directe du Coordonnateur national.

Les experts Chargés des composantes sont placés sous la supervision technique du Directeur technique.

Les points focaux des Structures Techniques Partenaires (STP) du Programme relèvent techniquement du Directeur technique. Ils lui adressent les rapports mensuels de leurs activités relatives à la mise en œuvre du Programme. Le Directeur technique convoque les points focaux pour les réunions mensuelles qu'il dirige. Il rend compte au Coordonnateur national.

#### **5.5.1.7.5 Coordination des structures techniques Partenaires (STP) et le PASANDAD**

Des points focaux du PASANDAD sont nommés dans les Départements concernées, pour appuyer la mise en œuvre des activités du Programme. Le Point Focal a une fonction de représentation et de coordination de la mise en œuvre des activités du Programme au sein de son Département. Il a notamment pour mandats :

- de représenter et agir au titre de son Département dans le STP et les rencontres sur les questions du Programme ;
- d'assurer la diffusion interne et externe des informations relatives au plan de travail et aux budgets annuels, y compris la fourniture de toutes les informations nécessaires sur les progrès accomplis ;
- de coordonner, superviser les performances et apporter à la CCP les appuis techniques de la STP nécessaires à l'exécution des activités prévues ;
- d'élaborer les rapports mensuels, trimestriels et annuels d'état d'avancement technique de la composante ou sous composante en charge ;
- d'assurer le suivi des indicateurs de S&E spécifiques à la composante et à leur transmission à la CCP ;
- d'assurer la collaboration et la synergie avec les autres STP et programmes complémentaires des partenaires financiers et du Gouvernement en lien avec la composante ou sous composante technique du PASANDAD en charge.

Des conventions de partenariat technique sont établies entre la CCP et ces Départements techniques selon les besoins. Elles sont assorties d'obligations de résultats. La mise en œuvre des composantes est faite à travers des contrats de performance à définir au démarrage du Programme par la CCP. Les STP ont accès à des frais de gestion pour la réalisation des activités au titre du Programme à définir dans la Convention. Une réunion mensuelle est tenue entre la CCP et les Points focaux pour évaluer l'état de mise en œuvre des activités inscrites au plan de travail et de budget annuels.

#### **5.5.1.7.6 Cellule de Coordination Régionale**

Au niveau de chaque Région, il est mis en place une Cellule de Coordination Régionale (CCR) qui est chargée de superviser la mise en œuvre des activités du PASANDAD dans les Préfectures et communes bénéficiant de l'appui du Programme.

Les CCR sont ainsi basées à Boké, Labé, Mamou, Kindia, Faranah, N'Zérékoré et Kankan. Chaque CCR est dirigée par un Coordonnateur régional, en l'occurrence, le Directeur Régional du Plan. Il est assisté des Directeurs Régionaux des Départements concernés par la mise en œuvre du PASANDAD.

Le coordonnateur régional est appuyé par des contractuels à savoir : un Assistant en Suivi évaluation et un Assistant Administratif et financier. Le Coordonnateur régional assure le Secrétariat du Comité Régional de Coordination du PASANDAD.



En rapport avec les Directeurs Régionaux des Services Techniques concernés par le PASANDAD, le Coordonnateur régional assure la préparation des convocations et des dossiers du Programme à soumettre au CRC, à savoir :

- les programmes et les budgets annuels régionaux ;
- la synthèse des données collectées ;
- les rapports trimestriels et semestriels d'exécution ;
- les rapports de suivi évaluation régional ;
- les synthèses des études réalisées à l'échelle régionale ;
- la rédaction et la diffusion des comptes rendus des différentes sessions du Comité Régionale de Coordination.

Le Coordonnateur régional est placé sous la supervision technique du Directeur technique de la CCP, en ce qui concerne la mise en œuvre des composantes et sous composantes du PASANDAD dans la Région. Il rend compte administrativement au Coordonnateur national du PASANDAD par rapport à l'ensemble des activités du Programme. A ce titre, des rapports périodiques d'activités et financiers seront préparés par la CCR et transmis à la CCP aux fins d'analyse et consolidation. Il est recruté un Assistant Administratif et Financier et un Responsable de Suivi-évaluation pour chacune des unités de coordinations régionales, sur les ressources du Programme pour appuyer le coordinateur régional.

Chaque CCR dispose de moyens logistiques (véhicules), bureautiques et matériels pour la mise en œuvre efficiente des activités du Programme dans sa Région.

### **5.5.2      *Sous-composante 2 : Cadre de gestion***

#### **5.5.2.1    *Objectifs de la sous-composante***

L'objectif de cette Sous-composante est de faciliter la coordination et la mise en œuvre des activités de gestion globale du Programme, y compris les aspects financiers, le suivi -évaluation, la gestion de la base de données, la communication, le renforcement des capacités des acteurs impliqués et le suivi des mesures de sauvegarde et d'atténuation des risques associés au Programme.

Il s'agit spécifiquement de :

- assurer la coordination et la mise en œuvre des activités du Programme ;
- assurer l'appui institutionnel, le renforcement des capacités, Plaidoyer et Communication.

#### **5.5.2.2    *Résultats attendus***

La coordination de la mise en œuvre des activités du Programme est améliorée.

Les appuis institutionnels, le renforcement des capacités, le plaidoyer et la communication sont assurés.

#### **5.5.2.3    *Activités :***

##### **Activité 1 : Coordination du Programme**

La mise en œuvre de la coordination du Programme sera faite à travers trois volets qui sont : Volet «A » Gestion du Programme, Volet « B » Création et Gestion de la Base des données et Volet « C » : Communication globale et plaidoyer.

##### ***Volet « A » Gestion du Programme***

Les activités de coordination et de gestion du Programme ont été largement développées dans le chapitre relatif au Cadre Institutionnel du Programme. En résumé l'objet de cette sous-composante porte sur : (i) la coordination de la mise en œuvre des activités du Programme définies au titre des différentes composantes, (ii) la gestion des ressources financières, matérielles et logistiques du projet, (iii) la gestion des ressources humaines du Programme, (iv) le fonctionnement des Unités de Coordination du Programme au niveau national, régional et local, (v) la passation des marchés, (vi) la préparation des audits internes et externes du Programme, (vii) la mise en place des mesures de sauvegarde du Programme. Ces activités sont exécutées par le biais :

**- Au niveau national**

- du Comité d'Orientation et de Pilotage (COP) ;
- de la Cellule de Coordination du Programme (CCP) ;

**- Au niveau régional**

- du Comité Régional de Coordination pour chacune des Régions administratives ;
- de la Cellule Régionale de Coordination Régionale pour chacune des Régions administratives

Les activités du Programme sont exécutées par délégation à des entités opérationnelles (ONG, GIE, opérateurs privés, etc.) sur la base de protocoles d'accord assortis de cahiers de charges. Les Services Techniques Partenaires contribuent à la planification, à la coordination et à la supervision des activités relevant de leur Composante. Par ailleurs, le Programme bénéficie d'une équipe d'experts permanents ou temporaires au sein de la CCP (cf Personnel de la CCP). Une assistance technique internationale d'appoint pourrait être mobilisée selon les besoins.

**Les appuis de la CCR comprennent :**

- les appuis du Programme en direction des institutions publiques (STP) en charge des Composantes du Programme. Il s'agit de (i) équipements (véhicules, matériel informatique...), (ii) formation, (iii) mesures d'accompagnement, y compris l'adoption de textes juridiques pour la création d'un environnement approprié pour le développement et la promotion des investissements dans le secteur agricole.
- les appuis du Programme en direction des ONG, organisations socioprofessionnelles et acteurs privés prestataires de service dans le cadre de la mise en œuvre des différentes composantes du Programme.

En ce qui concerne les modalités de mise en œuvre, la CCP élabore, sur la base des besoins exprimés, un plan de renforcement des capacités des différents intervenants, notamment, les organisations des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales halieutiques, les services techniques nationaux et régionaux, les Cellules régionales de coordination. Selon les thèmes de formation, la CCP peut recourir à des bureaux spécialisés avec lesquels elle signe un contrat de prestation de service.

Ces interventions se feront sur la base des activités programmées par les STP, en attendant la réalisation d'études spécifiques des filières ou la formulation des projets d'Agrégation. Les interventions permettront de prendre en charge la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels des ménages vulnérables et le développement de leurs filières agro-sylvo-pastorale et halieutiques pour générer suffisamment de valeur ajoutée, permettant de lutter contre l'insécurité alimentaire structurelle.

***Volet B:Création et gestion de base de données***

Les activités de création de la base données et de gestion des connaissances sont coordonnées et conduites par l'Expert en Suivi & Evaluation de la CCP en collaboration avec les différents experts sectoriels du Programme et l'Expert en communication. La mise en œuvre de ce volet pourrait impliquer des consultants pour les études diverses.

A cet effet, un système de création de base de données sur le PASANDAD est mis en place. Il s'agit de conduire des études permettant notamment d'obtenir des données sur le développement des filières agro-sylvo-pastorale et halieutiques et la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Guinée, les compiler en vue de la création d'une base de données nationales.

Le système de base de données est articulé plus spécifiquement autour de:

- la collecte et le traitement des données pour la prise de décision, l'élaboration des rapports trimestriels, semestriels, annuels de mise en œuvre du Programme;
- la capitalisation des bonnes pratiques de développement des filières agro-sylvo-pastorale et halieutiques ;
- la conduite d'actions ponctuelles de recherche sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- le partage et la diffusion des connaissances.

Dans le cadre de la gestion des connaissances, il s'agit de faire le point sur les résultats du Programme, les bonnes pratiques dans le secteur agro-sylvo-pastorale et halieutiques avec l'ensemble des participants. Il s'agit, en outre, de faire de sorte que les informations pertinentes à l'interne circulent vers ceux qui sont susceptibles de les utiliser.

La gestion des connaissances inclut, notamment, la tenue d'ateliers bilan et d'échange/ partage des connaissances notamment sur la sécurité alimentaire et/ou les activités du PASANDAD, ainsi que l'élaboration et la publication de rapports de capitalisation sur les réussites et les leçons apprises.

### ***Volet « C » : Communication globale et plaidoyer***

L'objectif est de faire connaître le Programme, ses activités et résultats à tous les acteurs institutionnels et privés concernés. Plus spécifiquement, il s'agit d'assurer une visibilité du Programme à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication et de plaidoyer en faveur du développement des filières agro-sylvo-pastorale et halieutiques et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

### ***Activités 2 : Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication***

Cette stratégie vise à :

- assurer la communication interne, pour (i) permettre à toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du PASANDAD d'être au même niveau d'information et de s'impliquer totalement dans l'exécution du Programme ; et (ii) pour assurer une bonne coordination des activités ;
- assurer la communication externe, en faisant connaître le PASANDAD à tous les acteurs (y compris les bénéficiaires potentiels, directs et indirects) et au grand public à travers le pays, notamment dans les zones d'interventions du Programme ;
- soutenir la mise en œuvre du Programme à travers des activités de communication spécifiques à chacune des composantes du Programme, et vis-à-vis des bénéficiaires potentiels pour les informer, les sensibiliser et les mobiliser autour des actions du Programme, en particulier sur le fonctionnement du système d'Agrégation des acteurs ;
- promouvoir le renforcement des capacités des acteurs sociaux impliqués pour assurer la réussite des activités de communication des composantes du Programme ;
- utiliser des canaux de communication traditionnels et modernes appropriés pour soutenir la communication interne et externe (site web dédié au PASANDAD, y compris les réseaux

sociaux ; fidélisation d'un réseau de journalistes ; reportages, magazines ; rapports d'activités, bulletins décennaires, flashs quotidiens médias officiels et privés (télé, radios, presse écrite).

La stratégie de communication spécifie la stratégie de divulgation, les contenus, les moyens, les coûts et le calendrier de la communication.

Un accent particulier de la stratégie de communication est mis sur le plaidoyer en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour en faire une préoccupation nationale. Le plaidoyer vise à influencer les leaders politiques, administratifs, communautaires et traditionnels dans leurs prises de positions en faveur de la résolution des problèmes de développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Guinée et plus spécifiquement dans les zones d'intervention du Programme. Il est axé sur la production et la circulation de l'information pour le développement des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et la prise en charge de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La stratégie de communication est mise en œuvre à travers un plan d'actions avec des objectifs précis, des activités spécifiques détaillées pour soutenir la mise en œuvre du Programme. Ce plan d'actions est élaboré sur une base annuelle, budgétisé et intégré dans les plans de travail annuels.

### ***Organisation de la mise en œuvre***

L'Expert en communication de la CCP élabore dès le démarrage du PASANDAD, la stratégie de communication du Programme. La CCP engage les services de prestataires privés par voie d'appel à candidature pour le développement des principaux outils de communication prévus pour la visibilité du Programme. La CCP est chargée d'organiser toute manifestation en faveur du Programme avec le recours possible de prestataires privés selon les besoins ;

### ***Question genre***

Le Programme développe la promotion du genre dans la mise en œuvre des différentes activités liées aux Composantes. L'expert en genre de la CCP élabore au démarrage du Programme une stratégie genre du PASANDAD ainsi que le plan d'actions y afférent à traduire dans les activités du Programme telles que spécifiées dans la Sous composante 2 de la composante 3. Ceci est d'autant nécessaire qu'en Guinée les femmes sont majoritaires dans pratiquement tous les sous-secteurs (agriculture, élevage et pêche).

### ***5.5.3 Organisation du suivi-évaluation du programme***

L'objectif du suivi-évaluation est d'aider les différents acteurs du Programme, notamment les structures de gestion, d'exécution et de coordination aux niveaux, national et régional à mieux gérer et piloter leurs actions vers l'atteinte des résultats attendus.

Un manuel spécifique du suivi-évaluation du PASANDAD devrait être élaboré au démarrage du Programme. Le système de suivi-évaluation à concevoir devra comprendre : (i) un cadre conceptuel identifiant les indicateurs et informations utiles et nécessaires à la décision, (ii) des outils de collecte adaptés aux moyens humains et matériels des structures du Programme et (iii) des outils de synthèse et de restitution des données. Ce système tient compte des exigences des partenaires techniques et financiers et fournit une information en temps réel utile pour préparer les prises de décisions. Il incorporera les informations relatives à : la passation de marchés, la gestion financière, la gestion des réalisations physiques et l'évaluation des résultats et performance du Programme.

#### **5.5.3.1 Arrangement pour la mise en œuvre du suivi-évaluation**

La CCP est chargée du suivi et de l'évaluation du Programme. Un bureau d'études sera recruté pour le développement du système, et la formation du personnel.

Le système de Suivi-évaluation facilite l'exécution de diverses activités du Programme et leur coordination au niveau régional et national afin d'assurer une meilleure gestion et l'atteinte des objectifs désirés.

Les données nécessaires pour le Suivi-évaluation du Programme proviennent des documents de mise en œuvre des Composantes avec leurs propres indicateurs de résultats et d'impacts requis pour suivre et évaluer la mise en œuvre des différentes mesures. Les dispositions précises pour la collecte des données sont mises en place au départ du Programme conformément au manuel d'exécution du Suivi-évaluation.

#### **5.5.3.2 Indicateurs de Suivi-évaluation**

Les indicateurs de Suivi-évaluations seront identifiés au niveau des Composantes et activités du PASANDAD en liaison avec les responsables désignés.

#### **5.5.3.3 Evaluation externe**

Le suivi continu faisant partie des attributions des structures internes, régionales et centrales du Programme, les missions d'évaluation sont entreprises par des structures externes à contracter en sous-traitance. Dans ce cadre, il est prévu une évaluation à mi-parcours et à la fin du Programme.

#### **5.5.3.4 Evaluation à mi-parcours**

Elle a pour objectif de confirmer ou de réorienter sur le moyen terme l'ensemble ou la partie des actions du Programme à la lumière des indications ressorties du suivi continu. Après l'évaluation à mi-parcours, il est possible d'établir de nouvelles priorités en ce qui concerne l'allocation des ressources. Il s'agit d'apprécier dans cette évaluation les changements survenus quelques années après le début de la réalisation du Programme.

L'évaluation à mi-parcours a également pour objectif de commencer à apprécier non seulement les effets directs mais également les effets indirects et induits du Programme. Il s'avère nécessaire de souligner que cette évaluation est conventionnelle entre le bailleur de fonds et l'autorité contractante et devrait être menée par une structure externe à l'organe d'exécution du Programme.

#### **5.5.3.5 Evaluation finale ou d'achèvement**

Elle a pour objectif d'apprécier les effets directs, indirects et induits du Programme à son achèvement. Il s'agit d'identifier les changements survenus après la réalisation du Programme. Les indicateurs identifiés pour l'évaluation à mi-parcours, sont également établis pour l'évaluation d'achèvement. Cette évaluation est, aussi, conventionnelle entre le bailleur de fonds et l'autorité contractante et devrait être menée par une entité externe à l'organe d'exécution du Programme.

#### **4.5.3.6 Supervision**

Les Partenaires Techniques Financiers et le Gouvernement organisent au moins deux missions de supervision par an, pour suivre les progrès réalisés sur le plan de l'exécution financière et matérielle

du PASANDAD ainsi que la mise en œuvre des mesures d'accompagnement. Durant ces missions, ils font des recommandations pour toutes les Composantes. Ces missions apportent du soutien sur les thèmes qui cadrent avec les objectifs du Programme.

En plus ils effectuent une mission de revue à mi-parcours et une mission d'élaboration du rapport d'achèvement.

### 5.5.3.6 Coûts du Programme (Environ 16 122 milliards de Franc Guinéen)

Le coût total du Programme à la suite des évaluations s'élève à environ 16 118Milliards de FG soit 1,8 milliards de Dollar USA.

Le coût du Programme est reparti comme suit :

- Composante1 : Promotion d'un environnement favorable au développement des filières : Coût total 3449 Milliards de FG ; soit 21,4% du coût total du Programme dont 26% pour les aménagements agricole, 16% pour les aménagements de pistes rurales, 55% pour les équipements agricoles, 1% pour les aménagements piscicoles et2% pour les aménagements de la Pêche maritime artisanale.

Outres, le coût des aménagements, la promotion du commerce et de la transformation représentent respectivement 3% et4% du coût de la Composante1.

Composante 2 Dynamisation des filières Agricoles : Coût total 10 130,7 Milliards FG; soit 62,9% du coût total du Programme dont 76% pour les filières végétales, 20% pour les filières d'élevage et 4% pour les filières pêche et l'aquaculture.

- Composante 3 Promotion de la nutrition et du genre: Coût total 450,9 milliards FG ; soit 2,8% du coût total du Programme. Composante 4 : Gestion durable des ressources naturelles : Coût total 2 072,255milliards FG ; soit 12% du coût total du Programme.
- . Composante 5 : Gestion du PASANDAD : Coût total 19,128 milliards FG ; soit 0,1% du coût total du Programme.

**Tableau 7 : RECAPITULATION DES COÛTS DU PASANDAD (Milliards de FG)**

Composante	Coût total	2017	2018	2019	2020
Composante 1	3449	870	938	853	789
Composante 2	10130,7	1929,8	2548,5	2616,3	3034,5
Composante 3	450,9	142	160	75	73,9
Composante 4	2 072,255	807	413	449	404
Composante 5	19,13	7,88	3,75	3,75	3,75
Total	16122	3756	4063	3997	4305

### 5.5.3.7 Plan d'actions et Budget

Le Plan d'action et le Budget du Programme figure respectivement à l'Annexe A et à l'Annexe B. Le Plan d'action indique pour chaque Composante, les objectifs spécifiques et les activités à réaliser durant le période 2017-2020.



Quant au Budget, il concerne les dépenses de la première année du PASANDAD. La priorité est donnée aux études, aux formations aux communications, en plus des dépenses courantes liées aux acquisitions d'intrants qui sont effectuées chaque année. Ainsi le budget de la première année du Programme est estimé à 3756 milliards GNF ; soit environ 417,33 millions USD.

## Annexe A : PLAN D' ACTIONS

Composantes/Sous-composante	Principales Activités	Echéancier			
		An 1	An 2	An 3	An 4
Composante 1: Promotion d'un environnement favorable au développement des filières					
OG: créer un environnement favorable au développement de l'Agriculture par la réalisation des investissements structurants.					
Sous-Composante 1: Promotion des investissements structurants					
OS 1: Accroître les investissements publics dans le secteur agricole afin de permettre la dynamisation des filières Agricoles					
Résultat 1 1 : Les investissements structurants sont réalisés					
Activité 1 1 1	Réaliser les études	x			
Activité 1 1 2	Réaliser de nouveaux aménagements		x	x	x
Activité 1 1 3	Réhabiliter d'aménagements dégradés		x	x	
Activité 1 1 4	Finaliser la construction de l'abattoir frigorifique de Kagbelen et de ses infrastructures connexes		x	x	
Activité 1 1 5	Réhabiliter les Centres d'Appui, et de formation à l'Elevage		x	x	
Activité 1 1 6	Améliorer les infrastructures de commercialisation du bétail et de la viande à l'intérieur du pays et en zone périurbaine de Conakry			x	x
Activité 1 1 7	Aménagement des mares et des étangs		x	x	
Activité 1 1 8	Promotion desserte Eau et Energie		x	x	x
Activité 1 1 9	Mise en place de laboratoires d'analyses		x	x	
Activité 1 1 10	Construction des marchés agricoles et des magasins de stockage		x	x	x
Activité 1 1 11	Mise en place des infrastructures de transformation et conservation,		x	x	
Sous-Composante 2: Promotion du cadre institutionnel et réglementaire					
OS 1 : contribuer à l'amélioration d'un cadre institutionnel favorable au développement des filières Agricoles					
Résultat 2 1: L'environnement règlementaire et institutionnel est favorable au développement des filières Agricoles.					
A 1 2 1	Amélioration de la transformation des produits agricoles (Extension des PTFM)		x	x	x

A 1 2 2	Amélioration du commerce des produits Agricoles (agriculture, élevage, pêche)		x	x	x
A 1 2 3	Appui de la recherche aux filières Agricoles			x	x
A 1 2 4	Amélioration de la gestion du foncier rural avec accent sur le genre		x	x	x
A 1 2 5	révision du Code Foncier et Domanial		x		
A 1 2 6	promotion de l'application des dispositions du Code Foncier et Domanial			x	x
A 1 2 7	Appui à l'accès aux intrants agricoles (subventions des engrais)		x	x	x
<b>Composante 2: Dynamisation des filières Agricoles</b>					
<b>OG: augmenter significativement le volume des productions, et d'améliorer le niveau de transformation et de commercialisation</b>					
<b>Sous-Composante 1: Structuration des acteurs</b>					
<b>OS 1 : Constituer les groupements des acteurs en vue de permettre la réalisation efficace et efficiente des activités des filières Agricoles</b>					
<b>Résultat 2 1: Les groupements des acteurs sont constitués et sont fonctionnels.</b>					
A 2 1 1	Identification des acteurs	x	x		
A 2 1 2	Elaboration des projets d'agrégation		x	x	
<b>Sous-Composante 2: Amélioration des performances des filières Agricoles</b>					
<b>OS 1 : promouvoir les activités de production de commercialisation et de transformation en vue d'améliorer les performances des filières Agricoles</b>					
<b>Résultat 2 2 : Les performances des filières Agricoles sont améliorées</b>					
A 2 2 1	Mise en œuvre des Agrégations		x	x	x
A 2 2 2	Filières végétales		x	x	x
A 2 2 3	Filières d'élevage		x	x	x
A 2 2 4	Filières de la pêche		x	x	x
A 2 2 5	Autres filières (bois et produits forestiers non ligneux)		x	x	x
<b>Composante 3: Promotion de la nutrition et du genre</b>					
<b>OG: Améliorer l'état nutritionnel de la population et de promouvoir le genre dans les filières Agricoles.</b>					
<b>Sous-Composante 1: Amélioration de la nutrition</b>					
<b>OS 1 : Prévenir et assurer la prise en charge de la malnutrition</b>					
<b>Résultats 3 1: La prévention ainsi que la prise en charge de la malnutrition sont assurées notamment pour les individus en situation d'urgence</b>					
A 3 1 1	Prévention de la malnutrition		x	x	x
A 3 1 2	Prise en charge des maladies nutritionnelles		x	x	x
A 3 1 3	Assurer la protection nutritionnelle en situation d'urgence		x	x	x
A 3 1 4	Améliorer le système d'information sur la nutrition		x	x	x
<b>Sous-Composante 2: Promotion du Genre et de l'emploi des jeunes</b>					
<b>OS 1: Promouvoir la performance des filières des femmes et des jeunes en vue d'accroître leur revenu</b>					
<b>Résultat 3 2 : Les filières des femmes et des jeunes sont performantes</b>					
A 3 2 1	Promouvoir le genre dans les filières Agricoles (agriculture, élevage, pêche et sylviculture)		x	x	x
A 3 2 2	Le renforcement de la structuration des jeunes et des femmes en groupements d'intérêts économiques		x	x	
A 3 2 3	fourniture d'intrants et équipements agricoles aux femmes et jeunes			x	x
A 3 2 4	fourniture de matériels de transformation des produits agricoles aux femmes et jeunes		x	x	
A 3 2 5	Aménagement sommaire de petits périmètres maraîchers		x	x	
A 3 2 6	Appui à la mécanisation de l'extraction du beurre de karité et autres produits forestiers non ligneux		x	x	
A 3 2 7	Création des opportunités d'échanges commerciaux par l'établissement des relations entre les productrices et les vendeurs		x	x	x

<b>OS 2: Améliorer le statut de la femme</b>					
<b>Résultat: Les femmes participent aux prises de décisions et sont propriétaires facteurs de production</b>					
A 3 2 1	Plaidoyer pour promouvoir le rôle de femme propriétaire		x	x	x
A 3 2 2	Promotion du plaidoyer des groupements féminins auprès de la communauté pour améliorer le rôle des femmes dans les prises de décision		x	x	
A 3 2 3	Promotion de la communication (radio de proximité)		x	x	
<b>Composante 4: Gestion durable des ressources naturelles</b>					
<b>OG: Promouvoir le développement durable des écosystèmes forestiers et fauniques en Guinée.</b>					
<b>Sous-Composante 1: Promotion d'une gouvernance au service du développement durable</b>					
<b>OS 1 : Renforcer les capacités juridiques, institutionnelles et opérationnelles en matière de gestion durable de l'environnement</b>					
<b>Résultat: L'action publique est efficace, efficiente, inclusive et durable</b>					
A 4 1 1	Actualisation du cadre juridique et institutionnel de l'environnement		x	x	x
A 4 1 2	Renforcement des capacités techniques et humaines en matière de protection de l'environnement		x	x	
A 4 1 3	Développement d'un système efficace d'éducation environnementale			x	x
A 4 1 4	Promotion de la conformité environnementale		x	x	
<b>Sous-Composante 2: Gestion des écosystèmes terrestres</b>					
<b>OS: Réduire l'empreinte des modes de production et de consommation sur les ressources terrestres</b>					
<b>Résultat: Les ressources naturelles terrestres sont gérées de façon rationnelle</b>					
A 4 2 1	Amélioration de la connaissance de la diversité biologique terrestre en Guinée		x	x	
A 4 2 2	Lutte contre les feux de brousse, la déforestation illicite et le braconnage sur tout le territoire national		x	x	x
A 4 2 3	Promotion de la préservation des ressources en eau et des terres dans le secteur minier		x	x	
A 4 2 4	Renforcement du système de gestion des aires protégées, des écosystèmes sensibles et partagés			x	
A 4 2 5	Amélioration de l'accès des ménages à des énergies renouvelables (bio gaz et gaz butane)		x	x	
A 4 2 6	Renforcement des mesures de reboisement et de restauration des écosystèmes dégradés		x	x	
A 4 2 7	Développement et la promotion de techniques accessibles de restauration des terres cultivables		x	x	
<b>Sous-Composante 3: Gestion des océans et des ressources marines</b>					
<b>OS: Réduire l'impact des facteurs anthropiques et la pollution sur les ressources marines</b>					
<b>Résultat: Les océans et ressources marines sont gérés durablement</b>					
A 4 3 1	Renforcement du système de gestion de déchets des localités situées sur les côtes marines		x		
A 4 3 2	Collecte et traitement des déchets des espaces côtiers et les plages de la ville de Conakry		x	x	x
A 4 3 3	Lutte contre le déversement illicite des déchets solides et liquides sur les côtes et en mer		x	x	x
A 4 3 4	Promotion d'un transport maritime et d'une pêche propres				

A 4 3 5	Renforcement des capacités institutionnelles, juridiques et humaines en matière de gestion des écosystèmes marins		x		
A 4 3 6	Lutte contre la surpêche et la pêche illicite		x	x	
A 4 3 7	Promotion de l'aquaculture afin de réduire la pression sur les ressources marines		x	x	
A 4 3 8	Renforcement du système de gestion des aires marines protégées et écosystèmes marins		x		
<b>Composante 5: Cadre de gestion du Programme</b>					
<b>OG: Faciliter la coordination et la mise en œuvre des activités de gestion globale du Programme</b>					
<b>Résultat: La coordination de la mise en œuvre des activités du Programme est assurée</b>					
A 5 1 1	Création des Organes de pilotage du Programme (COP, CCP, ...)	x			
A 5 1 2	Coordination de la mise en œuvre globale des activités du Programme	x	x	x	x

## Annexe B : BUDGET

Rubrique	Coût Total 2017
Filières Agricoles	
<b>Aménagement hydro-agricoles</b>	<b>289500</b>
Etudes et contrôle (ha)	118000
Nouveaux aménagements (ha)	59000
Réhabilitations (ha)	112500
<b>Aménagements des pistes</b>	<b>129600</b>
Etudes et contrôle pistes (km)	7680
Nouvelles pistes (km)	96000
Etudes et contrôle ouvrages de franchissement (ml)	1920
Ouvrages de franchissement (ml)	24000
<b>Equipements et machines agricoles</b>	<b>340020,687</b>
Production	824332,5525
Transformation	174019,1496
Filières d'élevage	
Coûts de production et transformation	502017,7825
Coûts d'investissements	49033,386
Appuis institutionnels	153619,6618
Filières pêche et aquaculture	122014
Coûts de production et transformation	80186
Coûts d'investissements	27667
Appuis institutionnels	14281
Promotion de la transformation	46305
Promotion du commerce	46350
Promotion de la nutrition et du genre	142000
Gestion durable des ressources naturelles	807000
Gestion du PASANDAD	7900
<b>Coût total en million GNF</b>	<b>3755846,219</b>

## Résumé du budget de la première année par composante

Composantes	Coûts en milliards GNF
Composante1	870
Composante2	1929,8
Composante3	142
Composante4	807
Composante5	7,9
Total	3756

### ANNEXE C : CADRE LOGIQUE PASANDAD

Composantes	Sous composantes	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Coût USD
					(x 1000 \$US)
Promotion d'un environnement favorable au développement des filières	Promotion des investissements structurants	Accroître les investissements publics dans le secteur agricole afin de permettre la dynamisation des filières Agricoles	Des investissements structurants sont réalisés pour assurer le développement des filières Agricoles	Aménagements hydro-agricoles :	
				Aménagement des pâturages	
				Construction d'abattoirs et de marchés à bétail	
				Aménagements des pistes à bétail	
				Aménagement des mares et des étangs	
				Construction de pistes rurales	
				Promotion desserte Eau et Energie	
				Mise en place de laboratoires d'analyses	
				Construction des marchés agricoles et des magasins de stockage	
	Promotion du cadre institutionnel et réglementaire	Créer les conditions favorables au développement des filières agricoles	L'environnement réglementaire et institutionnel en vigueur est favorable au développement de l'agriculture	Amélioration de gestion du foncier rural (L'actualisation du code foncier et domanial)	
				Amélioration de la transformation des produits agricoles	
				Amélioration du commerce des produits agricoles	
				Amélioration de la desserte en eau et électricité	
Sous-total de la composante 1					
Dynamisation des filières Agricoles	Identification des projets d'agrégation	Promouvoir le développement des filières Agricoles par la mise en œuvre des Projets d'Agrégations	Les projets de d'agrégations sont mis en œuvre et opérationnels	Identification de projet d'agrégation	
				Modalités de mise en œuvre des projets d'agrégation	
				Activités programmées par filière	
				filière-Riz	
				Production	
				Commercialisation	
				Transformation	
				Renforcement des capacités /Etat	
				Renforcement des capacités des Acteurs	
				filière-Mais	
				Filière_Bovine	
				Filières_Pêche	

				Autres filières (Produits forestiers non ligneux)	
				Filières maraichères	
Sous-total de la composante 2					
Promotion de la nutrition et du genre	Amélioration de la nutrition	Améliorer la nutrition des enfants, les femmes en ceinte et allaitantes	L'alimentation maternelle et infantile est améliorée	Prévention de la malnutrition	
				Prise en charge des maladies nutritionnelles	
				Protection Nutritionnelle en Situation d'Urgence	
				Amélioration des systèmes d'information en matière de nutrition	
	Promotion du Genre dans les filières Agricoles	Créer des activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes	Les revenus des femmes et des jeunes sont accrus	Dans le sous-secteur des eaux et forêts : l'appui à la mécanisation de l'extraction du beurre de karité et autres produits forestiers non ligneux	
				Le renforcement de la structuration des jeunes et des femmes en groupements d'intérêts économiques ;	
				La formation des femmes et des jeunes sur les itinéraires techniques du maraîchage,	
				L'aménagement sommaire de petits périmètres maraichers (clôture grillagée + puits busés équipés de pompes manuelles + bassins de retenue d'eau) ;	
				La fourniture d'intrants de maraîchage dont : semences améliorée et certifiées, engrais (urée, NPK) outillages agricoles de qualité, motopompes	
Amélioration du statut de la femme	Améliorer le statut de la femme	Le statut des femmes est amélioré dans les filières Agricoles			
Sous-total de la composante 3					
Promotion de la gestion durable des ressources naturelles	Promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable	Renforcer les capacités juridiques, institutionnelles et opérationnelles en matière de gestion durable de l'environnement	Les capacités juridiques, institutionnelles et opérationnelles en matière de gestion durable de l'environnement sont renforcées	Actualisation du cadre juridique et institutionnel de l'environnement	
				Renforcement des capacités techniques et humaines en matière de protection de l'environnement	
				Développement d'un système efficace d'éducation environnementale	
				Promotion de la conformité environnementale	
	Gestion des ecosystems terrestres	Réduire l'empreinte des modes de production et de consommation sur les ressources terrestres	Les ressources naturelles terrestres sont gérées de façon rationnelle	Lutte contre les feux de brousse, la déforestation illicite et le braconnage sur tout le territoire national	
				Renforcement des mesures de reboisement	
				Amélioration de la connaissance de la diversité biologique terrestre en Guinée	
				Renforcement du système de gestion des aires protégées, des écosystèmes sensibles et partagés	
	Gestion des océans et des ressources marines	Réduire l'impact des facteurs anthropiques et la pollution sur les ressources marines	Les océans et ressources marines sont gérés durablement	Mise en valeur des potentialités touristiques et harmonisation des actions de promotion touristique	
				Promotion de l'écotourisme comme axe stratégique de valorisation des aires protégées de la sous région	
				Renforcement du système de gestion de déchets des localités situées sur les côtes marines	
				Renforcement des capacités institutionnelles, juridiques et humaines en matière de gestion des écosystèmes marins	
Sous-total de la composante 4					



Cadre institutionnel et Gestion du PASANDAD	Coordination du Programme	Assurer la gestion fiduciaire, suivi-évaluation, création et la gestion de la Base de données	Le programme est bien géré	Coordination et gestion du Programme par la CCP	
	Appui institutionnel et renforcement des capacités, Plaidoyer et Communication	Assurer les appuis institutionnels, le renforcement des capacités, le plaidoyer et la communication	Les appuis institutionnels, le plaidoyer et la communication sont effectifs	Plaidoyer, communication et renforcement des capacités	
Sous-total de la composante 5					

## Annexe 1 : Production végétale

### 1.1 CADRE LOGIQUE DE LA COMPOSANTE 1

Composantes	Sous composantes	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Coût USD (x 1000 \$US)					Structures responsables	Risque
						An 1	An 2	An 3	An 4		
Promotion d'un environnement favorable au développement des filières	Promotion des investissements structurants	Accroître les investissements publics dans le secteur agricole afin de permettre la dynamisation des filières Agricoles	Des investissements structurants sont réalisés pour assurer le développement des filières Agricoles	Aménagements hydro-agricoles :  - aménager 100000 HA de terre  réhabiliter 30000 HA d'aménagements dégradés  Aménagement de pistes (Etudes et nouveaux aménagements)  Aménagement ouvrages de franchissement (Etudes et nouveaux aménagements)  Aménagement des pâturages  Construction d'abattoirs et de marchés à bétail  Finaliser la construction de l'abattoir frigorifique de Kagbelen et de ses	350 000	125 000	75 000	75000	75 000	DNGR	
					4 152 000	4 152 000				MEPA/DNPIA	

				infrastructures connexes							
				Réhabiliter les Centres d'élevage à l'Elevage de Ditinn, Boké et Famoïla	2 000						
				Réhabiliter le Centre de Formation de l'Elevage de Labé	3 000			2 000	2 000		
				Améliorer les infrastructures de commercialisation du bétail et de la viande à l'intérieur du pays et en zone périurbaine de Conakry							
				Construction de magasins de stockage d'aliments, de petites aires d'abattage de proximité et de points de vente avec des petites chambres froides	8 830 770	8 830 770					
				Aménagements des pistes à bétail	450 00						
				Aménagement des mares et des étangs	150 000					DNGR	
				Construction de pistes rurales							
				Construction de 3000 km de pistes rurales ;							
				-Réalisation de 1000 mètres linéaires d'ouvrages de franchissements							
				Réalisés et 1500 km de pistes entretenues ;	85 000	21,25	21,25	21,25	21,25		
				Promotion desserte Eau et Energie							
				(Identifier les projets prioritaires							

				cohérents avec le PASANDA)  Mise en place de laboratoires d'analyses  Construction des marchés agricoles et des magasins de stockage ;  -Mise en place des infrastructures de transformation et conservation,						DNGR	
	Promotion du cadre institutionnel et réglementaire	Créer les conditions favorables au développement des filières agricoles	L'environnement réglementaire et institutionnel en vigueur est favorable au développement de l'agriculture	Amélioration de gestion du foncier rural Révision Code Foncier Application Code Foncier Amélioration de la transformation des produits agricoles Localisation des PTFM en difficulté Réparation/Rééquipement/Réhabilitation des PTFM en difficulté Renforcement des capacités organisationnelles et techniques des anciennes	500 200 300  200 000	200 150 150  50 000	100 50 150  5 000	100 50  50 000	100   50 000	Ministère de l'A	

				<p>bénéficiaires des PTFM</p> <p>élaboration d'un référentiel technique pour le choix et la maintenance des équipements des PTFM</p> <p>installation de 250 nouvelles PTFM dans 250 localités des zones d'extrême pauvreté</p> <p>création et opérationnalisation d'une Cellule nationale de coordination et de suivi de la mise en œuvre du programme (CNCGP/PTFM)</p> <p>Amélioration du commerce des produits agricoles</p> <p>Mise en place et fonctionnement de la structure</p> <p>Mettre en place faire fonctionner un système d'information sur les produits agricole</p> <p>Développer des échanges entre zones excédentaires et zones déficitaires</p>								
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

				<p>Construire et équiper des laboratoires régionaux de contrôle des qualités</p> <p>Former et sensibiliser les acteurs</p> <p>Financement des activités des filières</p> <p>Former et sensibiliser les acteurs</p> <p>L'application des textes existants.)</p> <p>Appui de la recherche aux filières Agricoles</p> <p>Amélioration de la transformation des produits agricoles</p> <p>Appui à l'accès aux intrants agricoles (subventions des engrais)</p> <p>Acquérir et distribuer les intrants et équipements</p> <p>Création d'un fonds de développement Agricole</p> <p>Mise en place et tenue à jours d'un système</p>								
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Tableau 1: Evaluation des coûts des intrants pour des filières végétales (les coûts totaux sont en million GNF)



				d'information des produits agricoles							
Sous-total de la composante 1											
Dynamisation des filières Agricoles	Identification des projets d'agrégation	Promouvoir le développement des filières Agricoles par la mise en œuvre des Projets d'Agrégations (PA)	Les projets d'agrégations sont mis en œuvre et opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>-</li> <li>Identification des projets d'agrégation (filière par filière)</li> <li>-Semences</li> <li>-Riz</li> <li>-Bovine</li> <li>-Ovins et caprins</li> <li>-laitière</li> <li>-Avicoles</li> <li>-légumes et produits maraîchers</li> <li>-Filières d'exportation à haute valeur ajoutée (coton, anacarde, café, palmier à huile, cola...).</li> <li>-(miel, lapins, produits forestiers non ligneux...)</li> <li>création des services de conseil rural</li> </ul>							

				privé ;)- Evaluation des besoins du projet								
				- Formation des acteurs sur le système d'agrégation								
				-Formation des services d'appui								
				Réalisation du projet d'agrégation;								
				-								

	2017			2018			2019			2020			TOTAL GNF
Filières Agricoles	Quantité	Prix unitaire	Coût total	Quantité	Prix unitaire	Coût total	Quantité	Prix unitaire	Coût total	Quantité	Prix unitaire	Coût total	x 1 000 000
<b>Production</b>			<b>824 333</b>			<b>1 318 312</b>			<b>1 958 337</b>			<b>2 461 005</b>	<b>6 561 987</b>
Riz de côteau			135 485			270 970			406 456			541 941	1 354 852
<b>Objectif de production (tonne)</b>	<b>322 333</b>			<b>644 666</b>			<b>966 999</b>			<b>1 289 332</b>			
Semences (tonne)	15 042	7 000	105	30 084	7 000	211	45 126	7 000	316	60 168	7 000	421	
Engrais (tonne)	-	4 000 000	-	-	4 000 000	-	-	4 000 000	-	-	4 000 000	-	
Herbicide (litre)	1 933 999	70 000	135 380	3 867 998	70 000	270 760	5 801 997	70 000	406 140	7 735 996	70 000	541 520	
<b>Riz de plaine alluviale</b>			<b>43 321</b>			<b>86 641</b>			<b>129 962</b>			<b>173 282</b>	<b>433 205</b>
<b>Objectif de production (tonne)</b>	<b>70 410</b>			<b>140 820</b>			<b>211 230</b>			<b>281 640</b>			
Semences (tonne)	2 464	7 000	17	4 928	7 000	34	7 392	7 000	52	9 856	7 000	69	
Engrais (tonne)	5 281	4 000 000	21 124	10 562	4 000 000	42 248	15 843	4 000 000	63 372	21 124	4 000 000	84 496	
Herbicide (litre)	316 847	70 000	22 179	633 694	70 000	44 359	950 541	70 000	66 538	1 267 388	70 000	88 717	
<b>Riz de bas-fond</b>			<b>126 005</b>			<b>252 010</b>			<b>378 014</b>			<b>504 019</b>	<b>1 260 048</b>
<b>Objectif de production (tonne)</b>	<b>173 382</b>			<b>346 764</b>			<b>520 146</b>			<b>693 528</b>			
Semences (tonne)	5 410	7 000	38	10 820	7 000	76	16 230	7 000	114	21 640	7 000	151	
Engrais (tonne)	19 320	4 000 000	77 280	38 640	4 000 000	154 560	57 960	4 000 000	231 840	77 280	4 000 000	309 120	
Herbicide (litre)	695 527	70 000	48 687	1 391 054	70 000	97 374	2 086 581	70 000	146 061	2 782 108	70 000	194 748	
<b>Riz de mangrove</b>			<b>7</b>			<b>14</b>			<b>21</b>			<b>28</b>	<b>71</b>
<b>Objectif de production (tonne)</b>	<b>36 050</b>			<b>72 100</b>			<b>108 150</b>			<b>144 200</b>			
Semences (tonne)	1 010	7 000	7	2 020	7 000	14	3 030	7 000	21	4 040	7 000	28	
Engrais (tonne)	-	4 000 000	-	-	4 000 000	-	-	4 000 000	-	-	4 000 000	-	
Herbicide (litre)	-	70 000	-	-	70 000	-	-	70 000	-	-	70 000	-	
<b>Riz de plaine et de bas-fond aménagé et suivi</b>			<b>183 049</b>			<b>366 098</b>			<b>549 147</b>			<b>732 196</b>	<b>1 830 490</b>
<b>Objectif de production (tonne)</b>	<b>300 000</b>			<b>600 000</b>			<b>900 000</b>			<b>1 200 000</b>			
Semences (tonne)	7 000	7 000	49	14 000	7 000	98	21 000	7 000	147	28 000	7 000	196	

Engrais (tonne)	30 000	4 000 000	120 000	60 000	4 000 000	240 000	90 000	4 000 000	360 000	120 000	4 000 000	480 000	
Herbicide (litre)	900 000	70 000	63 000	1 800 000	70 000	126 000	2 700 000	70 000	189 000	3 600 000	70 000	252 000	
<b>Maïs</b>			<b>65 059</b>			<b>76 221</b>			<b>101 406</b>			<b>101 406</b>	<b>344 092</b>
<b>Objectifs de production (tonne)</b>	<b>125 000</b>			<b>185 000</b>			<b>250 000</b>			<b>250 000</b>			
Semences (tonne)	1 250	7 000	9	1 875	7 000	13	2 500	7 000	18	2 500	7 000	18	
Engrais (tonne)	12 500	4 000 000	50 000	18 750	4 000 000	75 000	25 000	4 000 000	100 000	25 000	4 000 000	100 000	
Herbicide (litre)	215 000	70 000	15 050	17 250	70 000	1 208	19 838	70 000	1 389	19 838	70 000	1 389	
<b>Fonio</b>			<b>7</b>			<b>8</b>			<b>8</b>			<b>9</b>	<b>33</b>
<b>Objectifs de production (tonne)</b>	<b>10 000</b>			<b>11 000</b>			<b>12 100</b>			<b>13 400</b>			
Engrais (tonne)	1	4 000 000	4	1,1	4 000 000	4	1,21	4 000 000	5	1,34	4 000 000	5	
Semences (kg)	500	6 000	3	550	6 000	3	605	6 000	4	670	6 000	4	
<b>Arachide</b>			<b>35 070</b>			<b>41 248</b>			<b>151 449</b>			<b>157 480</b>	<b>385 246</b>
<b>Objectifs de production (tonne)</b>	<b>100 000</b>			<b>200 000</b>			<b>300 000</b>			<b>400 000</b>			
Semences (tonne)	2 000	10 000	20	4 000	10 000	40	6 000	10 000	60	8 000	10 000	80	
Engrais (tonne)	5 000	4 000 000	20 000	10 000	4 000 000	40 000	37 500	4 000 000	150 000	39 000	4 000 000	156 000	
Herbicide (litre)	215 000	70 000	15 050	17 250	70 000	1 208	19 838	70 000	1 389	20 000	70 000	1 400	
<b>Manioc</b>			<b>19 000</b>			-			<b>6 000</b>			-	<b>25 000</b>
<b>Objectifs de production (ha)</b>	<b>1 425</b>						<b>450</b>						
Boutures	95 000 000	200	19 000	-		-	30 000 000	200	6 000	-		-	
<b>Tomate</b>			<b>405</b>			<b>477</b>			<b>550</b>			<b>655</b>	<b>2 086</b>
<b>Objectifs de production (kg)</b>	<b>4 500 000</b>			<b>5 310 000</b>			<b>6 600 000</b>			<b>7 971 430</b>			
Semences (kg)	52,50	4 285 714	225	61,95	4 285 714	265	77	4 285 714	330	93	4 285 714	399	
Engrais (tonne)	45	4 000 000	180	52,80	4 000 000	211	55	4 000 000	220	64	4 000 000	256	
<b>Aubergine</b>			<b>878</b>			<b>1 035</b>			<b>1 288</b>			<b>1 546</b>	<b>4 746</b>
<b>Objectifs de production (kg)</b>	<b>10 500 000</b>			<b>12 400 000</b>			<b>15 400 000</b>			<b>18 500 000</b>			
Semences (kg)	105	5 500 000	578	124	5 500 000	682	154	5 500 000	847	185	5 500 000	1 018	
Engrais (tonne)	75	4 000 000	300	88	4 000 000	353	110	4 000 000	441	132	4 000 000	528	
<b>Piments</b>			<b>519</b>			<b>610</b>			<b>863</b>			<b>1 047</b>	<b>3 038</b>
<b>Objectifs de production (kg)</b>	<b>2 040 000</b>			<b>2 400 000</b>			<b>3 017 143</b>			<b>3 600 000</b>			
Semences (kg)	59,50	7 000 000	417	70	7 000 000	490	88	7 000 000	613	105	7 000 000	735	
Engrais (tonne)	26	4 000 000	102	30	4 000 000	120	63	4 000 000	250	78	4 000 000	312	
<b>Gombo</b>			<b>988</b>			<b>1 163</b>			<b>1 606</b>			<b>1 929</b>	<b>5 686</b>
<b>Objectifs de production (kg)</b>	<b>3 900 000</b>			<b>4 590 000</b>			<b>5 730 000</b>			<b>6 885 000</b>			
Semences (kg)	2 080	400 000	832	2 448	400 000	979	3 056	400 000	1 222	3 672	400 000	1 469	
Engrais (tonne)	39	4 000 000	156	46	4 000 000	184	96	4 000 000	384	115	4 000 000	460	
<b>Oignon</b>			<b>1 213</b>			<b>1 426</b>			<b>1 743</b>			<b>2 051</b>	<b>6 432</b>
<b>Objectifs de production (kg)</b>	<b>3 000 000</b>			<b>3 525 000</b>			<b>4 413 000</b>			<b>5 300 000</b>			
Semences (kg)	720	1 450 000	1 044	846	1 450 000	1 227	1 059,12	1 450 000	1 536	1 272	1 450 000	1 844	
Engrais (tonne)	36	4 700 000	169	42,30	4 700 000	199	44	4 700 000	207	44	4 700 000	207	
<b>Palmier à huile</b>			<b>11 826</b>			<b>11 826</b>			<b>11 826</b>			<b>11 826</b>	<b>47 304</b>
<b>Objectifs de production (ha)</b>	<b>2 623</b>			<b>2 623</b>			<b>2 623</b>			<b>2 623</b>			
Semences (plant)	375 000	30 000	11 250	375 000	30 000	11 250	375 000	30 000	11 250	375 000	30 000	11 250	
Engrais (tonne)	144	4 000 000	576	144	4 000 000	576	144	4 000 000	576	144	4 000 000	576	
<b>Café</b>			<b>11 250</b>			<b>10 950</b>			<b>10 950</b>			<b>10 950</b>	<b>44 100</b>
<b>Objectifs de production (ha)</b>	<b>4 200</b>			<b>4 200</b>			<b>4 200</b>			<b>4 200</b>			
Semences (plants)	3 250 000	3 000	9 750	3 250 000	3 000	9 750	3 250 000	3 000	9 750	3 250 000	3 000	9 750	
Engrais (tonne)	375	4 000 000	1 500	300	4 000 000	1 200	300	4 000 000	1 200	300	4 000 000	1 200	
<b>Cacao</b>			<b>25 740</b>			<b>25 740</b>			<b>24 700</b>			<b>24 700</b>	<b>100 880</b>
<b>Objectifs de production (ha)</b>	<b>3 120</b>			<b>3 120</b>			<b>3 120</b>			<b>3 129</b>			
Semences (plants)	3 900 000	5 000	19 500	3 900 000	5 000	19 500	3 900 000	5 000	19 500	3 900 000	5 000	19 500	
Engrais (tonne)	1 560	4 000 000	6 240	1 560	4 000 000	6 240	1 300	4 000 000	5 200	1 300	4 000 000	5 200	
<b>Anacarde</b>			<b>104 000</b>			<b>104 000</b>			<b>104 000</b>			<b>104 000</b>	<b>416 000</b>
<b>Objectifs de production (ha)</b>	<b>240 000</b>			<b>240 000</b>			<b>240 000</b>						
Semences (plant)	24 000 000	3 000	72 000	24 000 000	3 000	72 000	24 000 000	3 000	72 000	24 000 000	3 000	72 000	

Engrais (tonne)	8 000	4 000 000	32 000	8 000	4 000 000	32 000	8 000	4 000 000	32 000	8 000	4 000 000	32 000	
<b>Ananas</b>			<b>21 627</b>			<b>21 627</b>			<b>25 954</b>			<b>25 954</b>	<b>95 162</b>
<b>Objectifs de production</b>	<b>100</b>			<b>100</b>			<b>120</b>			<b>120</b>			
Semences (rejets)	6 250 000	500	3 125	6 250 000	500	3 125	7 500 000	500	3 750	7 500 000	500	3 750	
Engrais (tonne)	4 063	4 000 000	16 252	4 063	4 000 000	16 252	4 876	4 000 000	19 504	4 876	4 000 000	19 504	
Hormone (kg)	150 000	15 000	2 250	150 000	15 000	2 250	180 000	15 000	2 700	180 000	15 000	2 700	
Herbicide sélectif (litre)	150 000	70 000	10 500	150 000	70 000	10 500	180 000	70 000	12 600	180 000	70 000	12 600	
<b>Coton</b>			<b>33 160</b>			<b>39 284</b>			<b>44 384</b>			<b>48 148</b>	<b>164 976</b>
<b>Objectifs de production</b>	<b>5 700</b>			<b>6 300</b>			<b>10 700</b>			<b>11 570</b>			
Semences (kg)	400 000	1 000	400	440 000	1 000	440	500 000	1 000	500	540 000	1 000	540	
Engrais (tonne)	6 800	4 000 000	27 200	6 800	4 000 000	27 200	7 700	4 000 000	30 800	8 350	4 000 000	33 400	
Herbicide prélevée (litre)	17 000	70 000	1 190	88 000	70 000	6 160	100 000	70 000	7 000	108 000	70 000	7 560	
Herbicide post-levée (litre)	17 000	70 000	1 190	20 000	70 000	1 400	23 000	70 000	1 610	26 000	70 000	1 820	
Insecticide champ (litre)	36 000	70 000	2 520	40 000	70 000	2 800	43 000	70 000	3 010	46 000	70 000	3 220	
Insecticide traitement semences	11 000	60 000	660	21 400	60 000	1 284	24 400	60 000	1 464	26 800	60 000	1 608	
<b>Produits de protection plantes/denrées</b>			<b>5 725</b>			<b>6 966</b>			<b>8 010</b>			<b>17 838</b>	<b>38 539</b>
Insecticide culture plein champ	35 000	60 000	2 100	40 250	60 000	2 415	46 288	60 000	2 777	125 000	60 000	7 500	
Insecticide pour stock	15 000	60 000	900	17 615	60 000	1 057	20 257	60 000	1 215	45 000	60 000	2 700	
PH3	100	250 000	25	115	250 000	29	132	250 000	33	152	250 000	38	
Insecticide/nématicide	10 000	60 000	600	17 500	60 000	1 050	20 125	60 000	1 208	45 000	60 000	2 700	
Fongicide	30 000	70 000	2 100	34 500	70 000	2 415	39 675	70 000	2 777	70 000	70 000	4 900	

Tableaux 2 : Evaluation des coûts pour la transformation des produits agricoles (en Million GNF)

	2017			2018			2019			2020			TOTAL GNF x 1 000 000
	Filières Agricoles	Quantité	Prix unitaire	Coût total	Quantité	Filières Agricoles	Quantité	Prix unitaire	Coût total	Quantité	Filières Agricoles	Quantité	
<b>Transformation</b>			<b>174 019</b>			<b>190 795</b>			<b>205 880</b>			<b>222 655</b>	<b>793 349</b>
<b>Riz</b>			<b>142 093</b>			<b>158 860</b>			<b>175 627</b>			<b>192 395</b>	<b>668 975</b>
<b>Riz de côteau</b>													
Objectif de transformation (tonne riz net)	225 633	225 000	50 767	451 266	225 000	50 767	676 899	225 000	50 767	902 532	225 000	50 767	
<b>Riz de plaine alluviale</b>													
Objectif de transformation (tonne riz net)	49 287	225 000	11 090	98 574	225 000	22 179	147 861	225 000	33 269	197 148	225 000	44 358	
<b>Riz de bas-fond</b>													
Objectif de transformation (tonne riz net)	121 367	225 000	27 308	242 735	225 000	27 308	364 102	225 000	27 308	485 470	225 000	27 308	
<b>Riz de mangrove</b>													
Objectif de transformation (tonne riz net)	25 235	225 000	5 678	50 470	225 000	11 356	75 705	225 000	17 034	100 940	225 000	22 712	
<b>Riz de plaine et de bas-fond aménagé et suivi</b>													
Objectif de transformation (tonne riz net)	210 000	225 000	47 250	420 000	225 000	47 250	630 000	225 000	47 250	840 000	225 000	47 250	
<b>Maïs</b>	145	10 000	<b>1</b>	203	10 000	<b>2</b>	270	10 000	<b>3</b>	270	10 000	<b>3</b>	<b>9</b>
<b>Fonio</b>	30	7 000	<b>0</b>	33	7 000	<b>0</b>	36	7 000	<b>0</b>	38	7 000	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Arachide</b>	20 000	375	<b>8</b>	40 000	375	<b>15</b>	60 000	375	<b>23</b>	80 000	375	<b>30</b>	<b>75</b>
<b>Palmier à huile</b>	2 808 162	600	<b>1 685</b>	2 808 162	600	<b>1 685</b>	2 808 162	600	<b>1 685</b>	2 808 162	600	<b>1 685</b>	<b>6 740</b>
<b>Café</b>	2 708 333	10 000	<b>27 083</b>	2 708 333	10 000	<b>27 083</b>	2 708 333	10 000	<b>27 083</b>	2 708 333	10 000	<b>27 083</b>	<b>108 333</b>
<b>Cacao</b>	211 250	8 000	<b>1 690</b>	211 250	8 000	<b>1 690</b>			-			-	<b>3 380</b>
<b>Anacarde (tonne)</b>	182 400	8 000	<b>1 459</b>	182 400	8 000	<b>1 459</b>	182 400	8 000	<b>1 459</b>	182 400	8 000	<b>1 459</b>	<b>5 837</b>
<b>TOTAL COUT DES INTRANTS PLUS COUTS POUR LA TRANSFORMATION</b>													<b>7355 336</b>

Tableau 3: Evaluation des coût des investissements physiques pour la production végétale (en million GNF)

Besoins	2017			2018			2019			2020			Totaux (x million)
	Quantité	Coût unitaire	Coût Total	Quantité	Coût unitaire	Coût Total	Quantité	Coût unitaire	Coût Total	Quantité	Coût unitaire	Coût Total	
<b>Aménagement hydro-agricoles</b>			<b>267 300</b>			<b>210 600</b>			<b>307 500</b>			<b>180 000</b>	<b>965 400</b>
Etudes (ha)	25 000	7 800 000	19 800	30 000	7 800 000	15 600		7 800 000	-		4 800 000	-	35 400
Nouveaux aménagements (ha)	1 000	60 000 000	60 000	2 000	60 000 000	120 000	2 000	60 000 000	120 000	3 000	60 000 000	180 000	480 000
Réhabilitations (ha)	5 000	37 500 000	187 500	2 000	37 500 000	75 000	5 000	37 500 000	187 500			-	450 000
<b>Aménagements des pistes</b>			<b>789 750</b>			<b>789 750</b>			<b>789 750</b>			<b>789 750</b>	<b>3 159 000</b>
Etudes pistes (km)	3 000	18 000 000	54 000	3 000	18 000 000	54 000	3 000	18 000 000	54 000	3 000	18 000 000	54 000	216 000
Nouvelles pistes (km)	3 000	225 000 000	675 000	3 000	225 000 000	675 000	3 000	225 000 000	675 000	3 000	225 000 000	675 000	2 700 000
Etudes ouvrages de franchissement (ml)	500	9 000 000	4 500	500	9 000 000	4 500	500	9 000 000	4 500	500	9 000 000	4 500	18 000
Ouvrages de franchissement (ml)	500	112 500 000	56 250	500	112 500 000	56 250	500	112 500 000	56 250	500	112 500 000	56 250	225 000
<b>Equipements et machines agricoles</b>			<b>340 021</b>			<b>441 670</b>			<b>483 131</b>			<b>462 655</b>	<b>1 727 476</b>
Tracteurs (90 cv) avec accessoires	200	318 000 014	63 600	250	318 000 014	79 500	250	318 000 014	79 500	250	318 000 014	79 500	302 100
Tracteurs (70 cv) avec accessoires	100	288 571 000	28 857	150	288 571 000	43 286	150	288 571 000	43 286	150	288 571 000	43 286	158 714
Tracteurs (50 cv) avec accessoires	100	260 443 000	26 044	150	260 443 000	39 066	150	260 443 000	39 066	150	260 443 000	39 066	143 244
Motoculteurs (15 cv) avec accessoires	600	35 000 000	21 000	1 400	35 000 000	49 000	1 000	35 000 000	35 000	1 000	35 000 000	35 000	140 000
Charrue à traction animale avec	1 000	8 000 000	8 000	1 250	8 000 000	10 000	1 500	8 000 000	12 000	1 500	8 000 000	12 000	42 000
Moissonneuses batteuses type	150	176 400 000	26 460	250	176 400 000	44 100	200	176 400 000	35 280	200	176 400 000	35 280	141 120
Moissonneuses batteuses type	80	210 000 000	16 800	100	21 000 000	2 100	100	210 000 000	21 000	100		-	39 900
Batteuses motorisées	100	29 400 000	2 940	200	29 400 000	5 880	200	29 400 000	5 880	200	29 400 000	5 880	20 580
Etuveuses	300	3 000 000	900	300	3 000 000	900	250	3 000 000	750	250	3 000 000	750	3 300
Minirizeries	300	276 000 000	82 800	300	276 000 000	82 800	400	276 000 000	110 400	400	276 000 000	110 400	386 400
Décortiqueuses de riz	200	8 400 000	1 680	300	8 400 000	2 520	300	8 400 000	2 520	300	8 400 000	2 520	9 240
Egréneuses de maïs	300	12 600 000	3 780	400	12 600 000	5 040	500	12 600 000	6 300	500	12 600 000	6 300	21 420
Décortiqueuses d'arachides	400	800 000	320	500	800 000	400	500	800 000	400	500	800 000	400	1 520
Presse à huile	700	18 000 000	12 600	700	18 000 000	12 600	700	18 000 000	12 600	700	18 000 000	12 600	50 400
Concasseurs de palmiste	200	8 000 000	1 600	200	8 000 000	1 600	250	8 000 000	2 000	250	8 000 000	2 000	7 200
Décortiqueuses de café	300	8 400 000	2 520	300	8 400 000	2 520	350	8 400 000	2 940	350	8 400 000	2 940	10 920
Bâches de séchage	2000	250 000	500	3000	250 000	750	3000	250 000	750	3000	250 000	750	2 750
Emballages (balles)	10 000	3 000 000	30 000	15000	3 000 000	45 000	20000	3 000 000	60 000	20000	3 000 000	60 000	195 000
Basculés	5000	200 000	1 000	5000	200 000	1 000	5000	200 000	1 000	5000	200 000	1 000	4 000
Kits de protection corporelle	750	1 000 000	750	777	1 000 000	777	1 142	1 000 000	1 142	1 369	1 000 000	1 369	4 038
Matériels de piégeage	30 000	140 000	4 200	70 000	140 000	9 800	70 000	140 000	9 800	65 000	140 000	9 100	32 900
Pulvérisateurs à dos	250	250 000	63	250	250 000	63	250	250 000	63	450	250 000	113	300
Atomiseurs	150	1 200 000	180	575	1 200 000	690	661	1 200 000	793	1 200	1 200 000	1 440	3 103
Pulvérisateurs à grand débit	50	4 125 000	206	81	4 125 000	334	91	4 125 000	375	150	4 125 000	619	1 535
Brouettes	5 000	500 000	2 500	3 889	500 000	1 945	571	500 000	286	685	500 000	343	5 073
Spectromètre d'absorption atomique,	1	666	666			-			-			-	666
Appareil Kjeldahl	1	55	55			-			-			-	55
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>													<b>5 851 876</b>

Tableau 4: Evaluation des coûts des Appuis institutionnels pour la production végétale (en million GNF)

Axes	2017 (x million GNF)		2018 (x million GNF)		2019 (x million GNF)		2020(x million GNF)		TOTAL en million
Nature	Quantité		Quantité		Quantité		Quantité		

<b>Renforcement des capacités des acteurs</b>		<b>18 683</b>		<b>22 535</b>		<b>27 391</b>		<b>28 536</b>	<b>97 144</b>
<b>ANPROCA</b>		<b>14 643</b>		<b>18 575</b>		<b>23 431</b>		<b>28 296</b>	<b>84 944</b>
Formation des OP	7 219	2 047	7 580	2 149	7 959	2 257	8 357	2 370	8 823
Structuration des OP	7 219	1 565	7 580	1 643	7 959	1 725	8 357	1 812	6 745
Encadrement des producteurs	532 206	11 031	712 800	14 782	937 800	19 448	1 162 800	24 115	69 376
<b>SENASOL</b>		<b>4 040</b>		<b>3 960</b>		<b>3 960</b>		<b>240</b>	<b>12 200</b>
Carte de fertilité des sols	1	3 720	1	3 720	1	3 720	-	-	11 160
Caravane agricole (site)	8	320	6	240	6	240	6	240	1 040
<b>Renforcement des capacités / Etat</b>		<b>24 735</b>		<b>23 112</b>		<b>23 452</b>		<b>31 648</b>	<b>102 946</b>
<b>Recrutement et formation de nouveaux fonctionnaires</b>		<b>11 682</b>		<b>10 696</b>		<b>10 453</b>		<b>14 428</b>	<b>47 260</b>
<b>IRAG</b>	6	1 080	6	1 080	4	720	4	720	3 600
<b>SNPVDS</b>	120	348	90	2 511	50	1 395	250	6 695	10 949
<b>ANPROCA</b>	300	8 370	200	5 580	250	6 975	250	6 975	27 900
<b>DNA</b>		<b>1 782</b>		<b>1 461</b>		<b>1 312</b>		<b>-</b>	<b>4 555</b>
Formation extérieure	4	540			4	540			1 080
Formation interne	55	220	100	440	100	400	-	-	1 060
Recrutement catégorie B	150	450	183	549	-	-	-	-	999
Recrutement catégorie C	100	200	50	100	-	-	-	-	300
Recrutement catégorie A	50	300	50	300	50	300	-	-	900
Contractuel	12	72	12	72	12	72	-	-	216
<b>SENASOL</b>	16	102	10	64	8	51	6	38	256
<b>Formations spécifiques</b>		<b>2 450</b>		<b>2 800</b>		<b>3 266</b>		<b>3 511</b>	<b>12 026</b>
DNA (Secrétariat)	10	40	10	40	10	40			120
Ateliers régionaux	8	200	8	200	8	200			600
ANPROCA	1 099	2 133	1 299	2 521	1 549	3 006	1 799	3 492	11 152
SENASOL	12	77	6	38	3	19	3	19	154
<b>Investissements institutionnels</b>		<b>34 310</b>		<b>22 830</b>		<b>19 667</b>		<b>15 783</b>	<b>92 590</b>
<b>DNGR</b>		<b>22 800</b>		<b>17 550</b>		<b>13 600</b>		<b>7 510</b>	<b>61 460</b>
Véhicules (2 et 4 roues) (96 et 15)		2 300		1 700		1 500		560	6 060
Equipeement mobilier		5 000		4 000		3 000		2 000	14 000
Equipeement informatique		8 000		6 000		5 400		2 000	21 400
Matériel bureautique		4 500		3 500		2 000		1 500	11 500
Missions de suivi		2 000		1 500		1 000		900	5 400
Missions d'évaluation		1 000		850		700		550	3 100
<b>IRAG</b>		<b>2 250</b>		<b>1 200</b>		<b>1 886</b>		<b>1 176</b>	<b>6 512</b>
Véhicules (2 et 4 roues)	2	860			2	860			1 720
Equipeement mobilier	1	750			1	450			1 200
Equipeement informatique	20	160	15	120	12	96	12	96	472
Matériel bureautique	1	150	1	150	1	150	1	150	600
Missions de suivi	3	330	3	330	3	330	3	330	1 320
Missions d'évaluation			1	600			1	600	1 200
<b>ANPROCA</b>		<b>5 731</b>		<b>2 749</b>		<b>3 555</b>		<b>6 497</b>	<b>18 531</b>
Véhicules (4 roues)	8	2 200	2	550	3	837	3	842	4 429
Véhicules (2 roues)	376	2 632	200	1 421	250	1 777	626	4 449	10 278
Equipeement informatique	25	145	-	-	-	-	25	149	294
Imprimantes	10	25	-	-	-	-	10	26	51
Matériel bureautique		209		250		275		300	1 034
Missions de suivi	7	375	7	381	8	442	9	504	1 701
Missions d'évaluation	4	145	4	147	6	224	6	227	744
<b>DNA</b>		<b>2 650</b>		<b>500</b>		<b>500</b>		<b>500</b>	<b>4 150</b>
Véhicules (2 roues)	18	108							108
Véhicules (4 roues)	2	900							900
Equipeement mobilier	30	1 050							1 050
Equipeement informatique	7	42							42



Matériel bureautique		50							50
Missions de suivi	3	300	3	300	3	300	3	300	1 200
Missions d'évaluation	2	200	2	200	2	200	2	200	800
<b>SENASOL</b>		<b>879</b>		<b>831</b>		<b>126</b>		<b>100</b>	<b>1 936</b>
Véhicules (2 de 4 X 4)	2	669	2	669	-		-		1 338
Motos	6	78	4	52	2	26	-		156
Equipement informatique	2PC et 4port.	32	2p	10	-		-		42
Matériel bureautique	5		3		2		-		-
Missions de suivi	3	75	3	75	3	75	3	75	300
Missions d'évaluation	2	25	2	25	2	25	2	25	100
<b>Etudes filières</b>		<b>887</b>		<b>900</b>		<b>-</b>		<b>-</b>	<b>1 787</b>
<b>DNA</b>		<b>137</b>							<b>137</b>
Cultures vivrières (riz, maïs, fonio, tubercule)	4	36							36
Cultures maraichères	2	20							20
Cultures fruitières (ananas, banane, mangue, agrumes)	4	36							36
Cultures pérennes et d'exportations (anacarde, palmier à huile, café,	5	45							45
<b>IRAG</b>		<b>750</b>		<b>900</b>		<b>-</b>		<b>-</b>	<b>1 650</b>
Riz	1	500							500
Café			1	300					300
Fonio			1	300					300
Palmier à huile	1	250							250
Fruits			1	300					300
<b>Centres de production de matériel végétal</b>		<b>11 057</b>		<b>9 600</b>		<b>1 600</b>		<b>1 600</b>	<b>23 857</b>
<b>Réhabilitation</b>		<b>11 057</b>		<b>3 600</b>		<b>1 600</b>		<b>1 600</b>	<b>17 857</b>
Kolenté			1	1 000					1 000
Bamban		2 310		800		800		800	4 710
Yatia		3 448		800		800		800	5 848
Centre de recherche Sérédou	1	1 200							1 200
Centre de recherche Foulaya	1	1 600							1 600
Centre de recherche Bareng			1	1 000					1 000
Centre de recherche Kilissi	1	1 000							1 000
Centre de recherche Bordo	1	1 500							1 500
Centre de recherche Koba			1	800					800
<b>Construction</b>		<b>-</b>		<b>6 000</b>					<b>6 000</b>
Maférenya			1	1 500					1 500
Doukimgagna			1	4 500					4 500
<b>Autres infrastructures</b>		<b>15 128</b>		<b>10 699</b>		<b>7 800</b>		<b>175</b>	<b>33 802</b>
Réhabilitation centres semenciers	4	3 554							3 554
Laboratoire National de contrôle et de	1	2 000							2 000
Direction Nationale de l'Agriculture	1	9 500							9 500
Suivi de la Production de matériel végétal d'ananas (DNA)	2	70	2	70	5	175	5	175	490
Chambres froides	5			1 500					1 500
Magasins de stockage Semences	7	4							4
Magasins de stocks de sécurité			7	4					4
Centre de recherche de Faranah			1	1 500					1 500
Laboratoires P.V.			4	7 625	4	7 625			15 250
<b>TOTAL DES APPUIS INSTITUTIONNELS 352 126</b>									

Tableaux 5 : Spécifications techniques des produits phytosanitaires

Filières Agricoles	Formulation / Spécifications techniques	2017			TOTAL GNF x 1 000 000
		Quantité	Prix unitaire	Coût total	

<b>Production</b>				<b>684 348</b>	<b>684 348</b>
<b>Riz de côteau</b>				<b>135 380</b>	<b>135 380</b>
Engrais (tonne)	NPK 17-17-17	-	4 000 000	-	
Herbicide total (litre)	glyphosate 310 EC/SC, 360 EC/SC, 480 EC/SC, 880 WP	859 555	70 000	60 169	
Herbicide sélectif (litre)	propanil (360 g/l) + 2,4D isobutylesther (200 g/l) ou oxadiazon + triclopyr (360 g/l + 72 g/l) ou butachlore + propanil (275 g/l +	1 074 444	70 000	75 211	
<b>Riz de plaine alluviale</b>				<b>43 303</b>	<b>43 303</b>
Engrais (tonne)	NPK 17-17-17	5 281	4 000 000	21 124	
Herbicide total (litre)	glyphosate 310 EC/SC, 360 EC/SC, 480 EC/SC, 880 WP	140 821	70 000	9 857	
Herbicide sélectif (litre)	propanil (360 g/l) + 2,4D isobutylesther (200 g/l) ou oxadiazon + triclopyr (360 g/l + 72 g/l) ou butachlore + propanil (275 g/l +	176 026	70 000	12 322	
<b>Riz de bas-fond</b>				<b>125 967</b>	<b>125 967</b>
Engrais (tonne)	NPK 17-17-17	19 320	4 000 000	77 280	
Herbicide total (litre)	glyphosate 310 EC/SC, 360 EC/SC, 480 EC/SC, 880 WP	309 123	70 000	21 639	
Herbicide sélectif (litre)	propanil (360 g/l) + 2,4D isobutylesther (200 g/l) ou oxadiazon + triclopyr (360 g/l + 72 g/l) ou butachlore + propanil (275 g/l +	386 404	70 000	27 048	
<b>Riz de mangrove</b>				-	-
Engrais (tonne)	NPK 17-17-17	-	4 000 000	-	
Herbicide total (litre)	Glyphosate 310 EC/SC, 360 EC/SC, 480 EC/SC, 880 WP	-	70 000	-	
Herbicide sélectif (litre)	propanil (360 g/l) + 2,4D isobutylesther (200 g/l) ou oxadiazon + triclopyr (360 g/l + 72 g/l) ou butachlore + propanil (275 g/l +	-	70 000	-	
<b>Riz de plaine et de bas-fond amanégé et suivi</b>				<b>183 000</b>	<b>183 000</b>
Engrais (tonne)	NPK 17-17-17	30 000	4 000 000	120 000	
Herbicide total (litre)	glyphosate 310 EC/SC, 360 EC/SC, 480 EC/SC, 880 WP	400 000	70 000	28 000	
Herbicide sélectif (litre)	propanil (360 g/l) + 2,4D isobutylesther (200 g/l) ou oxadiazon + triclopyr (360 g/l + 72 g/l) ou butachlore + propanil (275 g/l +	500 000	70 000	35 000	
<b>Maïs</b>				<b>65 050</b>	<b>65 050</b>
Engrais (tonne)	NPK 17-17-17	12 500	4 000 000	50 000	
Herbicide total (litre)	glyphosate 310 EC/SC, 360 EC/SC, 480 EC/SC, 880 WP	200 000	70 000	14 000	
Herbicide sélectif (litre)	quinzalofof-P-ethyl 10% ou bentazone 480 g/l ou cletodime 120 g/l ou metribuzine 480 g/l EC ou SC	15 000	70 000	1 050	
<b>Fonio</b>				<b>4</b>	<b>4</b>
Engrais (tonne)	urée (25kg) + phosphore (75 kg)	1	4 000 000	4	
<b>Arachide</b>				<b>21 050</b>	<b>21 050</b>
Engrais (tonne)	NPK 06-20-10	5 000	4 000 000	20 000	
Herbicide total (litre)	glyphosate 310 EC/SC, 360 EC/SC, 480 EC/SC, 880 WP	200 000	70 000	14 000	
Herbicide sélectif (litre)	quinzalofof-P-ethyl 10% ou bentazone 480 g/l ou cletodime 120 g/l ou metribuzine 480 g/l EC ou SC	15 000	70 000	1 050	
<b>Tomate</b>				<b>180</b>	<b>180</b>
Engrais (tonne)	NPK 10-05-12+MgO+0,1B <sub>2</sub> O <sub>3</sub>	45	4 000 000	180	
<b>Aubergine</b>				<b>300</b>	<b>300</b>
Engrais (tonne)	NPK 10-05-12+MgO+0,1B <sub>2</sub> O <sub>3</sub>	75	4 000 000	300	
<b>Piments</b>				<b>102</b>	<b>102</b>
Engrais (tonne)	NPK 10-05-12+MgO+0,1B <sub>2</sub> O <sub>3</sub>	26	4 000 000	102	
<b>Gombo</b>				<b>156</b>	<b>156</b>
Engrais (tonne)	NPK 10-05-12+MgO+0,1B <sub>2</sub> O <sub>3</sub>	39	4 000 000	156	
<b>Oignon</b>				<b>169</b>	<b>169</b>
Engrais (tonne)	NPK 10-05-12+MgO+0,1B <sub>2</sub> O <sub>3</sub>	36	4 700 000	169	
<b>Palmier à huile</b>				<b>576</b>	<b>576</b>
Engrais (tonne)	NPK 10,5-09-26+4S+2,5MgO	144	4 000 000	576	
<b>Café</b>				<b>1 500</b>	<b>1 500</b>
Engrais (tonne)	NPK 10-10-10	375	4 000 000	1 500	
<b>Cacao</b>				<b>6 240</b>	<b>6 240</b>
Engrais (tonne)	NPK 00-23-19+5MgO	1 560	4 000 000	6 240	
<b>Anacarde</b>				<b>32 000</b>	<b>32 000</b>
Engrais (tonne)	NPK 13-23-17+2,5S+1MgO+1,5CaO	8 000	4 000 000	32 000	
<b>Ananas</b>				<b>29 002</b>	<b>29 002</b>
Engrais (tonne)	sulfate de potasse	4 063	4 000 000	16 252	
Hormone (kg)		150 000	15 000	2 250	
Herbicide sélectif (litre)	diuron 800 g/kg WP, EC ou SC	150 000	70 000	10 500	
<b>Coton</b>				<b>34 644</b>	<b>34 644</b>

Engrais (tonne)	NPK 22-15-15+5S+0,7B <sub>2</sub> O <sub>3</sub>	6 800	4 000 000	27 200	
Herbicide sélectif (litre)	Prélevéeclétodime 120 g/l ou haloxyfof-R-methyl 97 g/l EC ou WP <b>Post levée</b> diuron 800 g/kg ou fluorameturon 750 g/l +	88 000	70 000	6 160	
Insecticide/fongicide (kg)	imidaclopride 42 g + thiram 36 g (sachet) PP ou GR emamectine benzoate 24 g/l EC lambdacyhalothrine 18 g/l + profenofos 150	21 400	60 000	1 284	
<b>Produits de protection plantes/denrées</b>				<b>5 725</b>	<b>5 725</b>
Insecticide culture plein champ	chlopirifosethyle 480 g/l ou cyfluthrine 500 g/l ou imidaclopride 30 g/l ou lambdacyhalothrine 25 ou 16 g/l ou fipronil 50 ou	35 000	60 000	2 100	
Insecticide pour stock	phosphure d'hydrogène + pirimifosmethyle 2% ou phosphure d'hydrogène + pirimifosmethyle 16 g/kg + cyfluthrine 3 g/kg FU et	15 000	60 000	900	
PH3	phosphure d'hydrogène	100	250 000	25	
Insecticide/nématicide	carbofuran 5 G ou aldicarbe 100 g/kg ou fipronil 5 GR ou fluopyram 400 g/l ou aldicarbe 150 g/kg ou fluopyram 400 g/l GR ou EC	10 000	60 000	600	
Fongicide	benomyl 800 g/kg ou thiophanatemethyle 700 g/kg ou mancozèbe 800 g/kg ou manèbe 800 g/kg ou propineb 700 g/kg WP	30 000	70 000	2 100	

## 1.2 Statistiques agricoles

**Tableau 1** :Evolution de la production des principales cultures vivrières en Guinée

		2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020
<b>-Riz</b>	Superficie (ha)	1 706 138	1 708 994	1 711 899	1 714 809	1 862 387
	Rendement (t/ha)	<b>1,20</b>	<b>1,25</b>	<b>1,35</b>	<b>1,60</b>	<b>1,65</b>
	Production paddy (t)	<b>2 047 365</b>	<b>2 136 242</b>	<b>2 307 142</b>	<b>2 743 695</b>	<b>3 072 938</b>
<b>Maïs</b>	Superficie (ha)	581 847	584 874	621 946	657 140	711 506
	Rendement (t/ha)	<b>1,25</b>	<b>1,28</b>	<b>1,30</b>	<b>1,35</b>	<b>1,40</b>
	Production en grain (t)	727 308	748 639	808 530	889 383	996 109
<b>Fonio</b>	Superficie (ha)	602 153	604 064	617 164	654 194	677 129
	Rendement (t/ha)	<b>0,79</b>	<b>0,80</b>	<b>0,83</b>	<b>0,83</b>	<b>0,85</b>
	Production en paddy (t)	<b>475 701</b>	<b>483 251</b>	<b>512 246</b>	<b>542 981</b>	<b>575 559</b>
<b>Arachide</b>	Superficie (ha)	612 313	629 424	651 453	680 769	718 211
	Rendement (t/ha)	<b>0,80</b>	<b>0,85</b>	<b>0,90</b>	<b>0,95</b>	<b>1,00</b>
	Production en coque (t)	<b>489 850</b>	<b>535 010</b>	<b>586 308</b>	<b>646 731</b>	<b>718 211</b>
<b>Manioc</b>	Superficie (ha)	190 475	201 149	214 425	230 721	250 563
	Rendement (t/ha)	<b>7,91</b>	<b>7,95</b>	<b>8,20</b>	<b>8,50</b>	<b>9,00</b>
	Production en frais (t)	<b>1 506 659</b>	<b>1 599 132</b>	<b>1 758 285</b>	<b>1 961 129</b>	<b>2 255 067</b>
<b>Igname</b>	Superficie (ha)	13 747	14 819	16 123	17 655	19 420
	Rendement (t/ha)	<b>8,20</b>	<b>8,50</b>	<b>8,55</b>	<b>9,00</b>	<b>9,50</b>
	Production en frais (t)	<b>112 722</b>	<b>125 960</b>	<b>137 852</b>	<b>158 895</b>	<b>184 490</b>
<b>Pomme de terre</b>	Superficie (ha)	3 735	4 056	4 445	4 917	5 536
	Rendement (t/ha)	<b>12,50</b>	<b>13,00</b>	<b>13,50</b>	<b>14,00</b>	<b>14,50</b>
	Production en frais (t)	<b>46 686</b>	<b>52 729</b>	<b>60 008</b>	<b>68 838</b>	<b>80 272</b>

**Tableaux 2** : Evolution de la production du coton

	Productions (t.)	Exportations	Importations	Rendement	Prix au producteur
--	------------------	--------------	--------------	-----------	--------------------

	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Coton graine	2 244	5 322	12 581							527	723	943	3 500	3 500	3 500
Coton fibre	898	2 141	5 195	898	2 141	5 195				41,10%	42,30%	42,30%	11 850	9 750	11 250

**Tableau 3: Evolution de production, des exportation et importations des céréales de 2013-2015**

	Productions (tonne)			Exportations (tonne)			Importations (tonne)			Rendement (tonne/hect)			Prix au producteur (GNF)		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Riz	1 650 371	1 670 872	1 690 869	804,254	0	804,254	495 716	648 716	546 352,632	1,12	1,15	1,17	2 750	4 500	5 000
Mais	641 045	672 244	698 462	0	0	0	778	796		1,25	1,25	1,23	3 000	3 450	3 500
Mil										1,8	1,6	1,6			
Sorgho										1,9	1,4	1,7			
Fonio	429 409	450 838	473 334			42,77			0	0,77	0,77	0,79			

## Annexe 2: Production animale

1.2 Evaluation des couts de production, commercialisation et transformations des filières d'élevage en millier GNF

RUBRIQUES	Coûts (x 1000 GNF)				
	Total	2017	2018	2019	2020
BOVINS					

<b>Production</b>	<b>443 450 178</b>	<b>113 434 018</b>	<b>137 693 080</b>	<b>108 588 465</b>	<b>83 734 615</b>
<b>Objectifs de production</b>					
<b>Viande (tonnes)</b>	<b>336 156</b>	<b>82 068</b>	<b>83 299</b>	<b>84 549</b>	<b>86 240</b>
<b>Lait (milliers de litres)</b>	<b>767 219</b>	<b>185 677</b>	<b>189 390</b>	<b>193 178</b>	<b>198 974</b>
Lutte contre les épizooties majeures et les maladies parasitaires	<b>48 184 613</b>	12 987 692	16 587 692	9 304 614	9 304 614
Approvisionnement en intrants et équipements d'élevage ( <i>vaccins, antiparasitaires, équipements d'élevage, lignes de crédit, chaînes de froid, matériels de vaccination, contrôle de qualité des intrants</i> )	<b>7 380 000</b>	2 305 385	5 074 615	0	0
Amélioration de l'alimentation et de l'abreuvement du bétail ( <i>construction d'usines d'aliments bétail, production de foin, valorisation des résidus de récolte, cultures fourragères, amélioration de pâturages naturels, vulgarisation de complémentation alimentaires, aménagement de points d'eau pastoraux</i> )	<b>179 515 392</b>	38 838 462	64 038 465	50 746 158	25 892 308
Développement d'itinéraires techniques améliorées pour intensifier les productions ( <i>ateliers de démonstration d'embouche bovine, formation d'emboucheurs, promotion de l'habitat amélioré, production intensive de viande bovine au CAE de Famoïla</i> )	<b>5 053 848</b>	2 319 231	2 319 231	207 693	207 693
Sécurisation du bétail par le tatouage	<b>2 845 385</b>	2 222 308	623 077	0	0
Promotion de l'intégration agriculture-élevage par l'appui à la diffusion de la culture attelée dans les zones propices	<b>3 780 000</b>	540 000	1 080 000	1 080 000	1 080 000
Mise en œuvre du projet pilote d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux	<b>24 250 941</b>	0	14 375 471	4 937 735	4 937 735
Elaboration et mise en œuvre du programme national d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux	<b>90 000 000</b>	9 000 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000
Appui à la gestion concertée de la transhumance	<b>1 440 000</b>	720 000	720 000	0	0
Promotion des innovations techniques testées par le PROGEBE-1 en matière d'amélioration de la production et de la productivité du bétail en relation avec la gestion des habitats naturels du bétail	<b>81 000 000</b>	20 250 000	20 250 000	20 250 000	20 250 000
<b>Commercialisation</b>	<b>74 492 307</b>	<b>46 938 465</b>	<b>27 553 842</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Amélioration des infrastructures de commercialisation de la filière viande bovine ( <i>abattoir de Kagbelen et infrastructures connexes, abattoirs et boucheries préfectoraux, aires d'abattage, marchés à bétail</i> )	74 492 307	46 938 465	27 553 842	0	0
<b>Transformation</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Mise en place d'aires de séchage de cuirs et peaux	<b>1 000 000</b>	1 000 000	0	0	0
<b>Total Bovins</b>	<b>518 942 485</b>	<b>161 372 483</b>	<b>165 246 922</b>	<b>108 588 465</b>	<b>83 734 615</b>
<b>OVINS CAPRINS</b>					
<b>Production</b>	<b>195 409 384</b>	<b>54 124 615</b>	<b>100 092 462</b>	<b>21 063 461</b>	<b>20 128 846</b>
<b>Objectifs de production</b>					
<b>Viande (tonnes)</b>	<b>183 613</b>	<b>32 737</b>	<b>40 275</b>	<b>49 569</b>	<b>61 032</b>
Renforcement de la lutte contre les épizooties majeures et les maladies parasitaires	<b>69 646 153</b>	12 876 923	36 726 923	10 021 154	10 021 154

Approvisionnement en intrants et équipements d'élevage ( <i>lignes de crédit, boutiques d'intrants, contrôle de qualité des intrants</i> )	18 276 923	9 346 154	7 996 154	934 615	0
Promotion des innovations techniques testées par le PROGEBE-1 en matière d'amélioration de la production et de la productivité du bétail en relation avec la gestion des habitats naturels du bétail	36 000 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000
Développement d'itinéraires techniques améliorés pour intensifier les productions ( <i>ateliers de démonstration d'embouche de petits ruminants, formation des emboucheurs, création d'un centre d'appui à l'élevage des petits ruminants, vulgarisation de modèles améliorés d'habitat en élevage traditionnel, formation d'agents communautaires de santé animale et d'élevage</i> )	71 486 308	22 901 538	46 369 385	1 107 692	1 107 692
<b>Commercialisation</b>	4 984 621	2 215 386	2 063 077	706 158	0
Amélioration des infrastructures de commercialisation des petits ruminants ( <i>marchés de petits ruminants</i> )	4 984 621	2 215 386	2 063 077	706 158	0
<b>Transformation</b>	0	0	0	0	0
<b>Total Ovins/Caprins</b>	200 394 005	56 340 001	102 155 538	21 769 619	20 128 846
<b>VOLAILE</b>					
<b>Production</b>	401 883 231	169 601 536	216 483 234	8 678 077	7 120 384
<b>Objectifs de production</b>					
<i>Viande (tonnes)</i>	43 576	9 961	10 559	11 192	11 864
<i>Œufs (tonnes)</i>	146 919	26 210	31 453	39 326	49 930
Renforcement de la lutte contre les épizooties majeures et les maladies parasitaires	41 787 692	7 726 154	22 036 154	6 012 692	6 012 692
Renforcement de l'approvisionnement en intrants et équipements d'élevage ( <i>lignes de crédit, boutiques d'intrant, contrôle de qualité des intrants</i> )	30 461 538	15 576 923	13 326 923	1 557 692	0
Création de 2 complexes avicoles modernes	235 440 000	117 720 000	117 720 000	0	0
Mise en place de 4 couvoirs dans les chefs-lieux des 4 régions Naturelles	22 707 693	5 676 921	17 030 772	0	0
Développement d'itinéraires techniques améliorés pour intensifier les productions ( <i>formation d'encadreurs de fermes avicoles, création d'un centre de production et de formation en aviculture, vulgarisation de modèles améliorés d'habitat en élevage traditionnel, mise en place d'élevages pilotes de démonstration pour la production de poulets de chair, formation d'agents communautaires de santé animale et d'élevage, introduction de coqs améliorateurs dans les élevages traditionnels - contrat avec le Centre Régional de Recherche Agronomique de Sotuba pour la fourniture de "Wassachié"</i> )	71 486 308	22 901 538	46 369 385	1 107 692	1 107 692
<b>Commercialisation</b>	3 000 000	3 000 000	0	0	0
Construction d'une unité de fabrication d'emballages des produits avicoles dans la zone de Conakry	3 000 000	3 000 000	0	0	0
<b>Transformation</b>	7 960 986	7 337 907	623 079	0	0



Construction d'infrastructures d'abattage et de conditionnement de la volaille	7 960 986	7 337 907	623 079	0	0
<b>Total Volaille</b>	<b>412 844 217</b>	<b>179 939 443</b>	<b>217 106 313</b>	<b>8 678 077</b>	<b>7 120 384</b>
<b>PORCINS</b>					
Production	81 186 233	27 632 308	43 806 234	5 185 384	4 562 308
Objectifs de production					
<i>Viande (tonnes)</i>	<i>25 478</i>	<i>3 586</i>	<i>5 021</i>	<i>7 029</i>	<i>9 841</i>
Renforcement de la lutte contre les épizooties majeures et les maladies parasitaires	27 858 461	5 150 769	14 690 769	4 008 461	4 008 461
Renforcement de l'approvisionnement en intrants et équipements d'élevage (lignes de crédit, boutiques d'intrant, contrôle de qualité des intrants)	12 184 615	6 230 769	5 330 769	623 077	0
Développement d'itinéraires techniques améliorés pour intensifier les productions ( <i>création d'un centre d'appui à l'élevage du porc, vulgarisation de modèles améliorés d'habitat en élevage traditionnel</i> )	35 743 154	11 450 769	23 184 692	553 846	553 846
Contrat avec le PPAAO/WAAPP Côte d'Ivoire pour la fourniture de 300 porcs (200 femelles et 100 mâles)	900 003	300 000	600 003	0	0
Mise en place d'un réseau de producteurs de géniteurs de porcs (en partenariat avec la Côte d'Ivoire)	4 500 000	4 500 000	0	0	0
Commercialisation	0	0	0	0	0
Transformation	2 000 000	2 000 000	0	0	0
Construction et équipement de 10 charcuteries de démonstration	2 000 000	2 000 000	0	0	0
<b>Total Porcins</b>	<b>83 186 233</b>	<b>29 632 308</b>	<b>43 806 234</b>	<b>5 185 384</b>	<b>4 562 308</b>
<b>LAPINS ET AULACODES</b>					
Production	38 769 231	7 615 385	18 692 308	12 461 538	0
Objectifs de production					
<i>Viande de lapin (tonnes)</i>	<i>49</i>	<i>9</i>	<i>11</i>	<i>14</i>	<i>16</i>
<i>Viande d'aulacodes (tonnes)</i>					
Promotion et développement de l'élevage des lapins et des aulacodes	38 769 231	7 615 385	18 692 308	12 461 538	0
Commercialisation	0	0	0	0	0
Transformation	0	0	0	0	0
<b>Total Lapins et aulacodes</b>	<b>38 769 231</b>	<b>7 615 385</b>	<b>18 692 308</b>	<b>12 461 538</b>	<b>0</b>
<b>LAIT</b>					
Production	139 583 856	59 156 622	80 427 234	0	0
Objectifs de production					
<i>Lait (milliers de litres)</i>	<i>767 219</i>	<i>185 677</i>	<i>189 390</i>	<i>193 178</i>	<i>198 974</i>
Appui au système amélioré de production laitière ( <i>mise en place d'un centre d'insémination artificielle, relance de la ferme de Ditinn pour la production de lait, mise en place d'étables-</i>	139 583 856	59 156 622	80 427 234	0	0

fumières, formation des femmes dans les élevages bénéficiaires des étables fumières, contrat avec le WAAPP Mali pour la fourniture d'équipements d'insémination artificielle de bovin)					
<b>Commercialisation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Transformation</b>	<b>13 846 154</b>	<b>5 538 462</b>	<b>8 307 692</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Appui aux groupements féminins pour la mise en place de 25 mini laiteries (subvention) et au secteur privé pour la mise en place de laiteries modernes (exonération sur intrants) en zone urbaine et périurbaine	13 846 154	5 538 462	8 307 692	0	0
<b>Total Lait</b>	<b>153 430 010</b>	<b>64 695 084</b>	<b>88 734 927</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>MIEL</b>					
<b>Production</b>	<b>6 092 316</b>	<b>1 523 079</b>	<b>1 523 079</b>	<b>1 523 079</b>	<b>1 523 079</b>
Vulgarisation de matériels et équipements apicoles modernes	553 860	138 465	138 465	138 465	138 465
Structuration des apiculteurs, des artisans et opérateurs commerciaux de la filière apicole	5 538 456	1 384 614	1 384 614	1 384 614	1 384 614
<b>Commercialisation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	0	0	0	0	0
<b>Transformation</b>	<b>5 330 769</b>	<b>900 000</b>	<b>2 215 385</b>	<b>2 215 385</b>	<b>0</b>
Construction de mielleries et de centres de traitement et de contrôle de qualité des produits de la ruche pour les organisations professionnelles d'apiculteurs	5 330 769	900 000	2 215 385	2 215 385	0
<b>Total miel</b>	<b>11 423 085</b>	<b>2 423 079</b>	<b>3 738 464</b>	<b>3 738 464</b>	<b>1 523 079</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>1 418 989 267</b>	<b>502 017 783</b>	<b>639 480 705</b>	<b>160 421 547</b>	<b>117 069 231</b>

### 1.3 Coûts D'investissement en millier FG

RUBRIQUES	Coûts (x 1000 GNF)				
	Total	2017	2018	2019	2020
<b>FORMATION DES ACTEURS</b>					
Former les associations d'éleveurs, les agents des services déconcentrés de l'élevage et les autorités locales en matière de gestion des ressources génétiques animales	2 880 000	720 000	720 000	720 000	720 000
Tenir les ateliers régionaux et l'atelier national sur le renforcement des statistiques de l'Elevage	585 000	585 000	0	0	0
Poursuivre la mise en place et la formation des associations et structures faïtières d'éleveurs et opérateurs du secteur en systèmes traditionnel et amélioré	7 785 000	1 946 250	1 946 250	1 946 250	1 946 250
Tenir les ateliers régionaux et l'atelier national sur la relance des OPE	585 000	585 000	0	0	0

Renforcer les capacités des prestataires privés par leur formation, la poursuite de l'octroi d'agréments et de mandats sanitaires aux vétérinaires privés	2 880 000	720 000	720 000	720 000	720 000
Renforcer les capacités des éleveurs et auxiliaires d'élevage par leur formation	6 975 000	1 743 750	1 743 750	1 743 750	1 743 750
Former les apiculteurs, les artisans et opérateurs commerciaux de la filière	6 923 088	1 730 772	1 730 772	1 730 772	1 730 772
Mettre en œuvre un programme de formation visant le renforcement des capacités en sauvegarde environnementale dans le domaine de l'Elevage	990 000	450 000	540 000	0	0
<b>S/Total</b>	<b>29 603 088</b>	<b>8 480 772</b>	<b>7 400 772</b>	<b>6 860 772</b>	<b>6 860 772</b>
<b>RENFORCEMENT DES CAPACITES / ETAT</b>					
Payer les cotisations de la Guinée aux institutions internationales et régionales	1 357 020	982 098	124 974	124 974	124 974
Poursuivre l'élaboration et la diffusion des textes d'application des lois et règlements du secteur	692 316	173 079	173 079	173 079	173 079
Renforcer les capacités techniques des cadres du secteur de l'Elevage par leur formation et équipement	162 000 000	40 500 000	40 500 000	40 500 000	40 500 000
Tenir les états généraux du secteur de l'Elevage	900 000	900 000	0	0	0
Tenir les ateliers régionaux et l'atelier national de partage et de validation du code de l'Elevage et des produits animaux et du code pastoral relus	585 000	585 000	0	0	0
Elaborer les annuaires statistiques du Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	3 645 000	911 250	911 250	911 250	911 250
<b>S/Total</b>	<b>169 179 336</b>	<b>44 051 427</b>	<b>41 709 303</b>	<b>41 709 303</b>	<b>41 709 303</b>
<b>INVESTISSEMENTS INSTITUTIONNELS</b>					
Préparer et mettre en œuvre le SIG-Elevage	4 500 000	1 800 000	900 000	900 000	900 000
Mettre en œuvre le système d'information sur les marchés (SIM-bétail)	10 170 846	900 000	3 812 364	2 729 241	2 729 241
Renforcer la coordination, le programme de communication et le suivi-évaluation du secteur	29 700 000	7 425 000	7 425 000	7 425 000	7 425 000
Mettre en place un système de financement pérenne du secteur de l'Elevage (Fonds National de Développement de l'Elevage, fonds d'urgence, lignes de crédit à taux bonifié)	137 769 231	74 769 231	63 000 000	0	0
<b>S/Total</b>	<b>182 140 077</b>	<b>84 894 231</b>	<b>75 137 364</b>	<b>11 054 241</b>	<b>11 054 241</b>
<b>INVESTISSEMENTS PHYSIQUES</b>					
Finaliser la construction de l'abattoir frigorifique de Kagbelen et de ses infrastructures connexes	37 368 000	37 368 000	0	0	0
Réhabiliter les Centres d'Appui à l'Elevage de Ditinn, Boké et Famoïla	4 050 000	1 350 000	2 700 000	0	0
Réhabiliter le Centre de Formation de l'Elevage de Labé	1 350 000	1 350 000	0	0	0
Améliorer les infrastructures de commercialisation du bétail et de la viande à l'intérieur du pays et en zone périurbaine de Conakry	79 476 928	2 215 386	49 001 542	28 260 000	0

Construire des magasins de stockage d'aliments, de petites aires d'abattage de proximité et de points de vente avec des petites chambres froides	6 750 000	6 750 000			
			0	0	0
<b>S/Total</b>	<b>128 994 928</b>	<b>49 033 386</b>	<b>51 701 542</b>	<b>28 260 000</b>	<b>0</b>
<b>ETUDES</b>					
Réaliser une enquête nationale sur la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale	1 199 745	1 199 745	0	0	0
Réaliser l'étude portant sur l'élaboration d'un programme national de développement des filières de productions animales, assorti d'études de faisabilité de 4 projets d'élevage bancables	6 893 487	6 893 487	0	0	0
Réaliser des études diverses pour l'amélioration de la connaissance du secteur de l'Elevage et le suivi-évaluation	5 400 000	1 350 000	1 350 000	1 350 000	1 350 000
Réaliser 6 études de faisabilité de projets d'élevage bancables	27 000 000	0	13 500 000	13 500 000	0
Réaliser la revue de la politique de développement de l'Elevage	4 500 000	4 500 000	0	0	0
Mettre en œuvre les programmes de recherche et de transfert de technologies sur la filière viande bovine	2 700 000	675 000	675 000	675 000	675 000
Mettre en œuvre des programmes de recherche et de transfert de technologies sur la filière lait	2 250 000	562 500	562 500	562 500	562 500
Mettre en œuvre des programmes de recherche et de transfert de technologies sur les filières délevage à cycle court	2 700 000	675 000	675 000	675 000	675 000
Mettre en œuvre des programmes de recherche et de transfert de technologies sur la filière apicole	1 350 000	337 500	337 500	337 500	337 500
<b>S/Total</b>	<b>53 993 232</b>	<b>16 193 232</b>	<b>17 100 000</b>	<b>17 100 000</b>	<b>3 600 000</b>

## 2.1 Statistiques d'élevage et productions animales

Tableau 1 : Evolution de production de viande 2013-2015

Informations		2013				2014				2015			
		Bovins	Ovins	Caprins	Volaille	Bovins	Ovins	Caprins	Volaille	Bovins	Ovins	Caprins	Volaille
Productions	Viande (Kg)	72 302 388	7 763 663	10 957 491	7 890 181	76 268 015	8 282 276	11 692 739	10 321 876	80 451 149	8 835 532	12 477 322	11 103 558
	Lait (litre)	163 582 038				172 554 155				182 018 372			
	Œuf (kg) :												
	• Local								562 446 12 814 916				596 193 19 222 375

	• amélioré				530 609 12 814 916								
<b>Exportations</b> (nbre) (1)		-	-	-	-	-	464	362	-	-	1 091	2 259	-
<b>Importations</b> (nbre)		4 655	1 434	419	536 106	2 569	4 818	2 030	633 765	10 075	11 856	7 199	1 058 987
Prix au producteur en Fg (2)		1 543 000	336 000	309 000	29 000	1 879 000	389 000	325 000	29 000	1 669 000	346 000	292 000	28 000
<b>Taxes (Fg)</b>	<b>Intérieures :</b>												
	Abattage	739 648 640				706 302 200				859 718 800			
	Stationnement	317 493 170				258 953 604				284 936 800			
	Cert. Zoosanit.	138 858 570				131 027 225				150 160 076			
	Transfert	89 890 500				95 357 750				90 440 500			
	<b>Importation</b> (3)	1 100 000	1 100 000	1 100 000	150/poussin	1 100 000	1 100 000	1 100 000	150/poussin	1 100 000	1 100 000	1 100 000	150/poussin
<b>Exportation</b>		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

**NB :** (1) Les exportations d’animaux se font généralement de façon informelle. Les statistiques présentées ici ne concernent que les exportations en direction de la Guinée Bissau à partir de la préfecture de Koundara où les données sont collectées par le service Elevage au niveau du marché frontalier de Saréboïdo. Il existait un important flux commercial de bétail en direction de la Sierra Leone et du Libéria. Selon la coopérative des marchands de bétail, ce flux a été cassé par l’épidémie de la maladie à virus Ebola et il ne serait jusqu’à présent pas revenu à la normale.

(2) Prix au producteur : C’est le prix moyen des animaux au niveau de quelques marchés ruraux (4 marchés par région naturelle). Pour la volaille, il concerne le poulet local.

(3) Pour les bovins, ovins et caprins, les taxes à l’importation sont perçues par la douane. Les données présentées ici correspondent alors à la taxe payée pour un chargement de bétail, quelle que soit l’espèce (Source : Marchands de bétail Kankan). En ce qui concerne les poussins importés, via l’aéroport Gbessia, ils sont taxés par le biais des transitaires à environ 150 fg par poussin

## Annexes 3 : Production halieutique

Tableau 1 : Evaluation des coûts par filière de la pêche au cours de la Période 2017-2020 (millions GNF)

Rubrique	Coûts				
	2017	2018	2019	2020	Total
<b>Pisciculture</b>					
Réhabilitation et extension Macinta	618,9				
<b>Tolo-Bafing à Mamou</b>	358,8				
Extension N°Zerekoré	371,72				
Construction station de <b>Koba</b>	527,05				
Construction station de Kankan	527,05				
Total	2403,52				2403,52
Objectifs de production					
Volet 1 : empoissonnement des étangs, mares et retenues d'eaux dans les quatre régions naturelles en alevins	16 724	16 104	16 104	16 104	65036
Volet 2 : renforcement des capacités de la fédération dans ses initiatives d'amélioration de la production de poissons et d'alevins de qualité	1 120	1 280	1 080	1 080	4560
Frais transversaux (Formation, communication, déplacement...)	<b>12 150,4</b>	<b>12 150,4</b>	<b>12 150,4</b>	<b>12 150,4</b>	48601,6
Total	29994,4	29 534, 4	29 334	28 254	118197,6
<b>B PECHE ARTISANALE MARITIME</b>					<b>261397,734</b>
Etude de faisabilité de 10 sites	674 ,264 772	17338		17338	674,265
Construire des infrastructures de pêche (en cours de réalisation)	4 357	7 140	18 238	7 140	57271
Construire et vulgariser barques en fibre de verre	77, 615 367	4 718, 8		2 359, 4	21497,615

Construction de barques	11 797	12250	1 517,35 3 67	3237,5	20392,554
Mise en place d'un système de crédit à la pêche artisanale pour appuyer la relance de la motorisation et l'acquisition des équipements de pêche	6 000	10 000		85	16000
Renforcement de capacité (formation des acteurs)	50	50		25	175
Appui au Organisations professionnelles	200	200		300	900
Moteurs de Pêche	12 250		15 750		43487,5
Engin de Pêche	2 104		1 485		6673
Hameçon + Cordages + Bibine de tissage	34 734,9		1 606,75		90665,3
Mise en place des comités de surveillance participative	86				86
Matériel de Signaux de détresse	875				2557,5
Appui à la DNPM	1 096				1096
Total	74301,78	72070,70	63471,60	51053,65	261397,73

**Tableau 2 : Détail des aménagements piscicoles en millions GNF**

Années	2017	2018	2019	2019	Coût total
<b>Aménagements étangs et retenues piscicoles</b>	<b>10 140</b>	<b>10 140</b>	<b>10 140</b>	<b>10 140</b>	<b>40 560</b>
-500 ha piscicoles aménagés					
-1650 familles/pisciculteurs installés					
-450 ha valorisés/intensifiés					
-1450 pisciculteurs expérimentés					
-250 mares, de 125 ha empoissonnés					
-100 retenues, de 250 ha empoissonnés					
-970 villages/localités touchés					



-5 000 tonnes de poissons					
-1 200 tonnes de riz paddy					
-27 préfectures					
- 4 régions naturelles					
<b>Construction centres techniques piscicoles</b>	<b>1 349,42</b>	<b>2 204,1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 553,52</b>
Centre de N'Zérékoré	x				
Centre de Macenta	x				
Centre de Mamou	x				
Centre de Koba Boffa		x			
Centre de Kankan		x			
<b>Autres investissement</b>	<b>500</b>	<b>600</b>	<b>750</b>	<b>1000</b>	<b>2850</b>
<b>Total</b>	<b>11989,42</b>	<b>12 944,1</b>	<b>10890</b>	<b>11140</b>	<b>46963, 52</b>

**Tableau 3 : Evaluation des coûts des aménagements piscicoles**

Années	2017	2018	2019	2020	Total
Aménagement étangs et retenues piscicoles	10 140	10 140	10 140	10 140	<b>40 560</b>
Construction centres techniques piscicoles	1 349,42	2 204,1	0	0	<b>3 553,52</b>
Autres investissements	500	600	750	1 000	<b>2 850</b>
<b>Total</b>	<b>11 989,42</b>	<b>12 944,1</b>	<b>10 890</b>	<b>11 140</b>	<b>46 963,52</b>

**Tableau 4 : Coûts d'exploitation de la pisciculture en million GNF**

Rubrique	2017	2 018	2 019	2020	Total
Production	30535,62	29 534,4	29 334,4	29 334,4	<b>118738,82</b>
Commercialisation	14,01675	19,26375	26 ,4825	28,875	<b>88, 638 000</b>
Transformation	280,335	385,275	529, 650	577,5	<b>1772,76</b>
<b>Total</b>	<b>30 829,971 75</b>	<b>29938,938 75</b>	<b>29890,532 5</b>	<b>29940,775</b>	<b>120600,218</b>

**Tableau 5 : Coûts d'exploitation de la pêche continentale en milliards GNF**

Pêche continentale	2017	2018	2019	2020	Total
Production	14	14	13	13	<b>54</b>
Commercialisation	0,006	0,008	0,01	0,01	<b>0,04</b>
Transformation	0,07	0,09	0,10	0,20	<b>0,50</b>
Total Pêche continentale	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>54</b>

**Tableau6 : Plan d'action de l'ONSPA**

Composante	Actions prévues	Coût annuel (GNF)				Coût Total (GNF)
		An 2017	An 2018	An 2019	An 2020	
<b>Renforcement des capacités de l'Autorité Compétente</b>	Achat de 03 véhicules (02 pour la direction(Toyota SUV et PICKUP) et 01 pour l'inspection (Toyota PICKUP))	340 000 000	160 000 000			<b>500 000 000</b>
	Achat de 38 motos de type 125 TVS pour les inspecteurs	152 000 000	76 000 000	76 000 000		<b>304 000 000</b>
	Achat de mobiliers des bureaux de l'administration centrale de l'ONSPA	349 480 000	174 740 000	87 370 000	87 370 000	<b>698 960 000</b>
	Formation de 60 inspecteurs sanitaires.	130 444 500	65 222 250	32 611 125	32 611 125	<b>260 889 000</b>
	Formation de 30 chefs de services de l'ONSPA en management qualité et administratif.	75 445 000	37 722 500	18 861 250	18 861 250	<b>150 890 000</b>
	Mise à niveau 35 cadres et agents de l'ONSPA à la NTIC	135 483 000	67 741 500	33 870 750	33 870 750	<b>270 966 000</b>
	Formation de 60 cadres et agents de l'ONSPA en anglais.	120 380 000	60 190 000	30 095 000	30 095 000	<b>240 760 000</b>
	Achat de matériels et équipements de contrôle et d'inspection (Conakry et 32 Préfectures)	503 224 150	251 612 075	251 612 075		<b>1 006 448 300</b>
	Achat de mobiliers des bureaux pour l'installation des services déconcentrés de l'ONSPA dans les 33 préfectures du pays.	788 931 000	394 465 500	197 232 750	197 232 750	<b>1 577 862 000</b>
	Renforcement des capacités de collectes, de traitement et de diffusion des données (création de base des données).	160 250 000	80 125 000	40 062 500	40 062 500	<b>320 500 000</b>
		2 755 637 650	1 367 818 825	767 715 450	440 103 375	<b>5 331 275 300</b>
<b>Renforcement des capacités des Laboratoires</b>	Achat d'un (01) véhicule de prélèvement à terre (Type Renault Fourgonnette)	120 000 000				<b>120 000 000</b>
	Achat de 03 motos de type 125 TVS pour les laborantins	16 000 000	8 000 000			<b>24 000 000</b>
	Achat de matériels, équipements et consommables pour les opérations de prélèvement d'échantillons et d'analyses sensorielles et parasitologique pour le LAPH.	413 805 450	206 902 725	206 902 725,00		<b>827 610 900</b>
	Rénovation du LCVD	350 000 000				<b>350 000 000</b>
	Formation de 18 laborantins et techniciens des laboratoires (LAPH et LCVD)	62 500 000	31 250 000	15 625 000	15 625 000	<b>125 000 000</b>
		962 305 450	246 152 725	222 527 725	15 625 000	<b>1 446 610 900</b>
	<b>TOTAUX</b>					<b>6 777 886 200</b>
<b>Appui à l'amélioration de la qualité des produits</b>	Mise aux normes des débarcadères, des caisses isothermes et des établissements à terre et à bord.	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>	<b>PM</b>

### 3.2 Statistiques de la production halieutique

**Tableau 1: Statistiques des productions nationales et exportations des produits de pêche de 2005-2015**

ANNEE	IMPORTATIONS(TONNES)	EXPORTATIONS(TONNES)	CONTRIBUTION AU BUDGET NATIONAL
2005	31 762		
2006	104 430	8 516	
2007	91 674	9 145	
2008	38 001	NEANT	
2009	155 906	3496,5	
2010	4 6 510		
2011	59 306		
2012			
2013			
2014	95 725,575		
2015	6073,199	520,780	

**Tableau 2 : Répartition de la production par domaine et par an (tonne)**

Désignations	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pêche artisanale maritime	143292	151 030	160 952	174 310	190 458	213 706
Pêche continentale	15 000	15 750	16 200	17 820	19 602	21 752
Pisciculture	350	396	3 398	4 670	6 420	7 000
Pêche industrielle	47 045	49 491				
Sous-total	205687	216667	180550	196800	216480	242458
Importation	19 668	20 455	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>225355</b>	<b>237122</b>	<b>180550</b>	<b>196800</b>	<b>216480</b>	<b>242458</b>

## Annexe 4 : Projets du secteur de l'énergie et de l'eau

Tableau1 : Coûts et projets dans le secteur de l'énergie

Projets	Coûts	Durées d'exécution
<b>Production</b>		
Aménagement Hydroélectrique de Souapiti (515 MW)	1,5milliards USD	
Aménagement à buts multiple de Fomi (90 MW)	850 .000.000 USD	
Aménagement Hydroélectrique de Morissanako (100 MW)	471.000.000 USD	
Aménagement Hydroélectrique de Kogbédou (44 MW)	221.105.877 USD	43 mois
Aménagement Hydroélectrique de N'Zégbéla (MW)	214.242.448 USD	43 mois
Aménagement Hydroélectrique de Touba (MW)	24.785.247 USD	28 mois
Aménagement Hydroélectrique de Daboya (MW)	41.684.361 USD	31 mois
Aménagement Hydroélectrique de Kéno (MW)	6.200.000 USD	
<b>Transport</b>		
Construction de la ligne d'interconnexion Guinée – Mali	329.000.000 Euros (384.930.000USD)	
Construction de la ligne Linsan-Fomi	170.000.000 Euros (198.900.000USD)	
Réhabilitation des lignes 33KV des systèmes Kinkon et Tinkisso	11.000.000 USD	
<b>Distribution</b>		
Réhabilitation du réseau de distribution zone Manéah- Dubréka	30.000.000 Euros (35.100.000USD)	
Réhabilitation du réseau de distribution des 26 villes de l'intérieur	37.000.000 Euros (43.290.000USD)	
<b>TOTAL</b>	<b>4.002237933 USD</b>	

Secteur de l'Eau horizon 2020

Projets	Coûts	Durées d'exécution
Quatrième projet d'adduction d'eau de Conakry	250.000.000 USD	
Alimentation en eau potable des 3 villes (Beyla, Fria et Koubia)	17.000.000 USD	
Alimentation en eau potable des petites collectivités villageoises à partir des stations compactes de potabilisation de l'eau de surface (Hydropur)	7.680.000 USD	
Rééquilibrage régional des AEPA	66.803.931 USD	
Approvisionnement en eau potable dans la région rurale de la Basse Guinée (Coyah, Dubréka et Fria)	7.686.900 USD	
Réalisation de 100 AEPS dans les régions naturelles	26.171.143 USD	

## Annexe 5 : Cadres logiques de l'amélioration du commerce et de la transformation

### 5.1 CADRE LOGIQUE COMMERCE

Composante	Sous composante	Objectifs Spécifique	Résultats attendus	Activités	Coût en millier USD					Structure Responsable	Risques
						2017	2018	2019	2020		
Mise en place d'une structure de coordination des intervenants		Promouvoir une synergie d'action des différentes intervenants	Les s interventions sont cohérentes	Mise en place et fonctionnement de la structure	725	181,25	181,25	181,25	181,25	Ministère du commerce	* Variation du taux de change.
S/Total composante 1					725						
Approvisionnement régulier des marchés en produits agricoles	Système d'information.	Promouvoir le système d'information.	Les informations sont disponibles sur les produits agricoles	Mettre en place faire fonctionner un système d'information sur les produits agricole	362,5	90,625	90,625	90,625	90,625	Ministère du commerce	*Hausse des prix à l'international
				Développer des échanges entre zones excédentaires et zones déficitaires	625	156,25	156,25	156,25	156,25		
S/Total composante 2					987,5						
Amélioration de la qualité des produits agricoles		Améliorer la qualité des produits agricoles	La qualité des produits alimentaires est améliorée	Construire et équiper des laboratoires régionaux de contrôle des qualités	9 196	151,25	151,25	151,25	151,25		
				Former et sensibiliser les acteurs	605	151,25	151,25	151,25	151,25		
S/Total composante 3					9 801						
Appui aux acteurs des filières	Identification des acteurs des filières	Améliorer la structuration des acteurs par filières	les acteurs sont identifiés par filières	Identification des acteurs par filière	510	127,5	127,5	127,5	127,5	Ministère du commerce	
	Organisation des acteurs par filière	Permettre une meilleure prise en charge des acteurs des filières	les acteurs sont bien organisés autour des filières	Organiser les acteurs	650	162,5	40,625	40,625	40,625		
	financement des activités des filières	Promouvoir le financement des filières	les filières sont financées	financement des activités des filières	7000	1750	1750	1750	1750		
S/Total composante 4					8160						
Renforcement des capacités	Capacités Institutionnelles	Renforcer les capacités de l'Etat	les capacités institutionnelles sont renforcées	Renforcement des capacités institutionnelles	725	181,25	181,25	181,25	181,25	Ministère du commerce	
	Formation des cadres			Formation des cadres et agents	200	50	50	50	50		
S/Total composante 5 :					925						

TOTAL GENERAL	20 599	5150	5150	5150	5150		
---------------	--------	------	------	------	------	--	--

## 5.2 CADRE LOGIQUE INDUSTRIE

	Composante 1 : Consolidation des acquis des phases antérieures 884 000 USD						
Résultats attendus	Principales Activités prévues	CT (en 1000 USD)	Années				
		884	2017	2018	2019	2020	
1.1. les anciennes PTFM en arrêt et/ou en difficultés techniques sont réhabilitées et/ou remplacées	Localisation des PTFM en difficulté Réparation/Rééquipement/ Réhabilitation des PTFM en difficulté		45 128				
1.2. Les modules de base des anciennes PTFM sont élargis et optimisés	Recensement PTFM à élargir Achat et installation équipements supplémentaires		40 172	122			
1.3. Les capacités organisationnelles et techniques des CAC et des bénéficiaires des anciennes PTFM sont renforcées	Recensement localités en difficultés organisationnelles et de gestion PTFM ; Animation et appui structurant ; Formation ou recyclage des bénéficiaires		45 80				
1.4. Les anciennes PTFM sont portées à la maturation et pérennisées	Pérennisation des PTFM installées ; Actions de renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des bénéficiaires des PTFM ; Actions de soutien au développement des réseaux de prestataires de services liés aux PTFM (bureaux d'études, ouvriers et artisans d'installation et de maintenance de PTFM, etc.)		55 55	100 42			
	Composante 2 : Capitalisation des acquis et leçons apprises de l'expérience PTFM en Guinée						
Résultats attendus	Principales Activités prévues	Coût total en 1000 USD	Années				







	développement durable, Recherche/développement, etc.)
<i>Module de base PTFM/Allègement travaux féminins (75 unités)</i>	Installation et exploitation de 75 nouvelles PTFM (module de base) d'allègement des travaux des femmes dans les zones d'extrême pauvreté à travers le Ministère en charge des Affaires sociales, de la Femme et de l'Enfance
<i>Module de base élargi multifonction/PME –Emploi (50 unités)</i>	Installation et exploitation de 50 micro entreprises PTFM (module de base élargi) de création d'emplois et de revenus dans les zones d'extrême pauvreté à travers le Ministère en charge de l'Emploi et Formation professionnelle en partenariat avec le Ministère en charge de la décentralisation et des Collectivités territoriales
<i>Module de base élargi/Mini Réseau d'électricité (25 unités)</i>	Installation et exploitation de 25 nouvelles PTFM (module de base élargi) pour l'électrification rurale dans les zones d'extrême pauvreté à travers le Ministère en charge de l'Energie
<i>Module de base élargi/Equipements post récoltes (50 unités)</i>	Installation et exploitation de 50 nouvelles PTFM (module de base élargi) pour la mécanisation post récoltes dans les zones d'extrême pauvreté à travers le Ministère en charge de l'Agriculture
<i>Module de recherche/développement /Energie/Environnement (50 unités))</i>	Installation et exploitation de 50 nouvelles PTFM (module de base élargi) pour la Recherche/développement /Energie/Environnement à travers le

800	400		
478	226	226	
400	200	100	
336	112	0	
678	226	102	
	678	451	

	Ministère en charge de l'Energie en partenariat avec le Ministère en charge de l'Environnement et l'ONUDI					
3.1.2. Partenariat avec ONG et mise en place capacité techniques de 4 nouvelles CAC partenaires (logistiques, Ressources humaines, Formation et Fonctionnement)	Elaboration « Cahier de charges » des CAC ; Identification et sélection de 4 ONG partenaires prestataires de services d'encadrement et de formation des bénéficiaires des zones d'extrême pauvreté; Contractualisation du partenariat avec les ONG et bureau d'études (Mise en place, équipement et Fonctionnement de six (6) nouvelles Cellules d'appui conseils (CAC); Mise à niveau des quatre (4) CAC (Equipement et Formation)		5   20   30   10	   20   10	   0   15	   15
3.1.3. Encadrement et Formation des populations bénéficiaires par les CAC (renforcement des capacités organisationnelles et techniques des acteurs et bénéficiaires locaux)	Information et animation Encadrement et appui structurant Mise en place et développement des cadres organisationnels des populations rurales bénéficiaires Formations des bénéficiaires (gestion technique et économique);		20 15 15  10	20 15 10  10	20 10 5  0	 10 0  0
3.1.4. Etudes d'évaluation et de préparation du changement d'échelle	Elaboration des Termes de référence Identification et sélection du consultant Réalisation de l'étude, et Validation				8 5 10	
3.1.5. Promotion des initiatives de développement local	Appui à la mise en œuvre de microprojets de développement local		25	20	25	
2865 1749 962 25						
	<b>Composante 4 :Pérennisation du concept et de l'action PTFM</b>					
Résultats attendus	Principales Activités prévues	Coût total en 1000 USD	Années			
		2239,3	2017	2018	2019	2020



mécanisme pérenne de coordination et de développement des applications de PTFM en Guinée		Redéploiement institutionnel pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre du programme Poursuivre la mise en œuvre de l'action à travers une coordination et un suivi pérennes, à partir de la quatrième année d'exécution		1390	399,4	255	195
<b>Composante 5</b> :Mobilisation de partenariats techniques et financiers pour le financement des PTFM							
Résultats attendus	Principales Activités prévues	Coût total en 1000 USD	Années				
		100	2017	2018	2019	2020	
5.1. Stratégie de communication sur le PTFM (actions de promotion et de visibilité) définie et mise en œuvre	Elaboration et validation de la stratégie de communication ;		5				
	Mise en œuvre stratégie et actions de promotion et de visibilité Capitalisation, partage et diffusion des résultats et bonnes pratiques		4	4	2		
5.2. Sources de financement diversifiées du Programme (Genre/Femme, Emplois/Micro entreprise, Energie/Environnement, Développement local/Réduction de la pauvreté, etc.) ; Partenariats techniques et financiers (requis pour la mise en œuvre et le suivi du programme), mobilisés	Mobilisation des financements destinés à la promotion des femmes à travers les PTFM ;		5	3	2	2	
	Mobilisation des financements destinés à la promotion de l'emploi à travers les PTFM ;		5	3	2	2	
	Mobilisation des financements destinés à la préservation de l'environnement et au développement durable à travers les PTFM;		5	3	2	2	
	Mobilisation des financements destinés au développement local et réduction de la pauvreté à travers les PTFM ;		5	3	2	2	
	Mobilisation des financements destinés à la recherche / développement à travers les PTFM;		5	3	2	2	

Mobilisation des Partenaires Techniques et Financiers de la coopération internationale avec l'appui du PNUD; Développement de l'entrepreneuriat privé et du partenariat public privé pour les PTFM	9	6	5	5	
		43	25	17	15
TOTAUX	5145	2773,4	1286	379,6	5145

## Liste récapitulative des Agro industries

N°	Unité agro-industrielle	PRODUITS A TRANSFORMER	LOCALISATION	Produits finis	Etat actuel
1	SALGUIDIA	ananas, mangue	Forécariah	jus	En arrêt
2	HUILERIE SENCERY DE DABOLA	arachide	Dabola	Huile d'arachide	En activité
3	USINE DE JUS DE FRUITS (U .J.F.K)	Fruits divers	Kankan	jus	En activité
4	USINE DE THE DE MACENTA	Thé	Macenta	thé	En arrêt
5	SUCRERIE DE BANYA	sucre	Faranah	sucre	En projet
6	SOGUIPAH	Noix de palme et hévéa	Yomou	Huile et hévéa	En activité
7	MOSMART	Noix de Palme	DubrékaetForécariah	Huile de palme	En activité
8	SOPELGUI	Noix de cajou	Coyah	Pâte de cajou	En activité
9	SOCIETE DAFCO INTERNATIONAL	café	Coyah	Café moulu	En activité
10	I. TRADING ET COMPAGNIE	Noix de palme	Coyah	Huile de palme	En activité
11	SOCIETE KARKHY SPHINX	Fruits divers	Conakry	chips	En activité
12	SOCIETE DHAIRYA AGRO -SA	Fruits	Coyah	chips	En activité
13	SOCIETE AFRICAINE DE FORESTERIE ET D'AGRO- INDUSTRIE DE GUINEE	arachide	Coyah	Pâtes d'arachide	En activité
14	BOUDDHALAVARAPU FARMES SA	riz	<b>Dubréka</b>	<b>Riz net ou étuvé</b>	<b>En activité</b>
15	AFRI-CHIPS-SARL	Fruits divers	Coyah	chips	En activité
16	SOCIETE OMIB CONDE-SARL	Fruits divers	Kankan	jus	En activité
17	Ets C.O.S	miel	Kindia	Miel pur en bouteilles	En activité
18	TORREFACTION GUINEE	Café	Conakry	Café moulu	En arrêt
19	Huilerie CISSE & FRERES	Noix de palme	Fria	Huile de palme	En arrêt

## Liste des unités agro-alimentaires

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	PRODUITS TRANSFORMES	LOCALISATION	Produits finis	Etat actuel
1	BONAGUI	Produits importés	Conakry	Divers jus	En activité
2	SOBRAGUI	Produits importés	Conakry	Bière et Divers jus	En activité
3	NESTLE	Café et autres produits importés	Coyah	Cube et autres produits	En activité

4	CAPRI-SONNE	Produits importés	Conakry	Divers jus	En activité
5	SOPRAG ENTA	Produits Forestiers	Conakry	Allumettes	En arrêt
6	COMPLEXE DES BOISSONS DE KINDIA	Fruits Divers	Kindia	Divers jus	En arrêt
7	GUINEENNE D'INDUSTRIES DE BOISSONS	Produits importés	Coyah	Divers jus	En activité
8	AICHA INDUSTRIEL (PROJET)	Produits importés	Coyah	Lait	En construction
9	SOGECE	Produits importés	Conakry	Divers jus	En activité
10	SAPRI (SOSCA)	Produits importés	Conakry	Divers jus	En activité
11	TAFAGUI (Alimentation)	Produits importés	Conakry	Huile, tomate, etc...	En activité
12	AMACIF	Produits importés	conakry	Confiserie	En activité
13	EMACIF	Produits importés	Conakry	Confiserie	En construction
14	GRANDS MOULINS DE GUINEE	Produits importés	Dubréka	farine	En arrêt
15	Moulins Taïba	Blé	Dubréka	farine	En activité
16	Moulins d'Afrique	Blé	Conakry	farine	En activité

## Annexe 6: Cadre logique Promotion de la Nutrition et du Genre

Volet	Sous-volet	Objectif spécifique	Résultat attendu	Activités	Coûts en 1000USD	Echéancier				Structure responsable	Risques
						An1	An2	An3	An4		
Prévention de la malnutrition	Promotion d'une alimentation convenable durant le cycle de vie	Améliorer la nutrition des enfants, les femmes enceintes et allaitantes	L'alimentation maternelle et infantile est améliorée	Promouvoir la nutrition et l'alimentation adéquate des femmes enceintes et allaitantes et enfants de 0 à 24 mois	10000	5000	5000			DNSFN	XXXX
	Promotion d'une alimentation convenable du nourrisson et du jeune enfant	Améliorer les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant	La pratique optimale d'une alimentation convenable du jeune enfant est améliorée Les aliments de complément sont fortifiés	Promouvoir la pratique optimale d'alimentation de complément du jeune enfant	4 000	2000	2000			DNSFN	XXXX
				Promouvoir une pratique optimale d'alimentation de l'enfant né de mère séropositive	2500	1000	500	500	500	DNSFN	XXXX



Volet	Sous-volet	Objectif spécifique	Résultat attendu	Activités	Coûts en 1000USD	Echéancier				Structure responsable	Risques
						An1	An2	An3	An4		
				Promouvoir la nutrition et l'alimentation adéquate des femmes enceintes et allaitantes	2500	625	625	625	625	DNSFN	XXXX
				Fortifier l'aliment de complément des enfants de 6-23 mois avec des poudres de micronutriments	0					DNSFN	XXXX
	Renforcement de la prévention et la lutte contre les carences en micro nutriments	Prévenir les carences en micro nutriments	Les carences en micro nutriments sont prévenues	Promouvoir la consommation des aliments riches en micronutriments	5000	1250	1250	1250	1250	DNSFN	
				Renforcer les services de routine dans le cadre de la supplémentation en micronutriments	0					DNSFN	
				Appuyer le renforcement de la production nationale de sel iode	0					DNSFN	
Prise en charge des maladies nutritionnelles	Prise en charge effective des cas de malnutrition aigüe	Prise en charge des enfants et des femmes enceintes et allaitantes dans les communautés	les enfants de moins de 5 ans et femmes sont prises en charge à temps	Renforcer la prise en charge communautaire de la malnutrition aigüe globale en favorisant	20000	5000	5000	5000	5000	DNSFN	

Volet	Sous-volet	Objectif spécifique	Résultat attendu	Activités	Coûts en 1000USD	Echéancier				Structure responsable	Risques
						An1	An2	An3	An4		
		et établissements de soins		le dépistage précoce							
Protection Nutritionnelle en Situation d'Urgence	Renforcer la stratégie opérationnelle de nutrition en situation d'urgence qui cible et protège les femmes enceintes, allaitantes et les enfants de moins de 5 ans		les enfants nés de mères séropositives bénéficient des principes de l'alimentation optimale	Renforcer la promotion de la connaissance et la pratique des principes de l'alimentation optimale des nourrissons et jeunes enfants nés de mères séropositives au VIH	5000	1250	1250	1250	1250	DNSFN	
		la protection nutritionnelle est assurée en situation d'urgence	la protection nutritionnelle est assurée en situation d'urgence	Mettre en place un système d'alerte précoce afin de recueillir des données fiables sur la situation nutritionnelle, son évolution et pour permettre une réaction rapide.	0					DNSFN	

Volet	Sous-volet	Objectif spécifique	Résultat attendu	Activités	Coûts en 1000USD	Echéancier				Structure responsable	Risques
						An1	An2	An3	An4		
Amélioration des systèmes d'information en matière de nutrition	Opérationnalisation d'un système de collecte, d'analyse et de diffusion des données en matières de nutrition	Assurer le pré-positionnement de matériels et d'intrants nutritionnels dans tous les 8 régions sanitaires devant permettre une réponse rapide et appropriée en cas d'urgence	un système d'information sur la nutrition est disponible		500	400	100			DNSFN	
		Renforcer le cadre d'analyse et de diffusion de l'information			0				DNFN		
		Renforcer la collaboration inter- et intra-sectorielle	Ressources humaines en nutrition sont disponibles		0					DNFN	
		Actualiser les données et informations en nutrition	les rapports d'études et d'enquêtes sont disponibles	Réaliser des études / enquêtes et recherches en matière de nutrition et alimentation	0					DNFN	
Total					495000	15525	15725	8625	9625		

## 6.2 CADRE LOGIQUE « GENRE »

Composantes	Sous composantes	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Coût USD (x 1000 \$US)	Echéance				Structures responsables
						An 1	An 2	An 3	An 4	
Genre et Nutrition	<b>Promouvoir le genre dans les filières Agricoles (agriculture, élevage, pêche et sylviculture)</b>	Création d'activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes	Les prises de poisson par les jeunes pêcheurs ont augmenté, la qualité et la quantité de poisson fumé et vendu sont améliorées	Le renforcement de la structuration des jeunes et des femmes en groupements d'intérêts économiques						Ministère de la pêche et aquaculture
				La formation des jeunes pêcheurs sur l'utilisation et l'entretien du matériel (moteurs, pirogue, filets) et la tenue de comptes d'exploitation et d'épargne						
				La formation des femmes fumeuses de poisson et des mareyeuses à l'utilisation des installations mises à leur disposition et la tenue de comptes d'exploitation et d'épargne.						

Composantes	Sous composantes	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Coût USD (x 1000 \$US)	Echéance				Structures responsables
						An 1	An 2	An 3	An 4	
				La fourniture d'intrants et équipements de pêche artisanale aux jeunes pêcheurs (pirogues, moteurs hors-bord, filets, bobines, câbles, etc.)						
				Fourniture de matériels et équipements de traitement pour les femmes fumeuses de poisson						
				Fourniture de matériels et équipements de traitement de poisson pour les femmes mareyeuses						
			La production maraîchère et la transformation des produits agricoles par les femmes et les jeunes sont soutenues							Ministère de l'agriculture
				Structuration des jeunes et des femmes en groupements d'intérêts économiques						
				Formation des femmes et des jeunes sur les itinéraires techniques du maraîchage, la transformation et le stockage des produits agricoles						
				Aménagement sommaire de petits périmètres maraîchers (clôture grillagée + puits busés équipés de pompes manuelles + bassins de retenue d'eau)						
				Fourniture d'intrants de maraîchage dont : semences améliorée et certifiées, engrais outillages agricoles de qualité, motopompes						
				Fourniture de matériels et équipements de transformation de produits agricoles (riz, manioc,...)						

Composantes	Sous composantes	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Coût USD (x 1000 \$US)	Echéance				Structures responsables
						An 1	An 2	An 3	An 4	
			La valorisation des produits forestiers non ligneux par les femmes et les jeunes est soutenue (exemple de la production du beurre de karité)	Formation des membres des groupements. sur le transfert de technologie et utilisation des nouvelles machines, la gestion financière et le marketing						Ministère des eaux et forêts
				Planification des opérations de ramassage des fruits de karité en fonction de la période de maturité des fruits et des moyens de transport disponibles.						
				Créer des opportunités d'échanges commerciaux par l'établissement des relations de commerce entre les productrices de beurre et les vendeurs, les magasiniers ainsi que des liens de partenariats avec les Institutions de micro-finance						
				Fournir du matériel roulant (tricycles) pour le transport des amendes collectées et du beurre de karité vers les marchés, matériel technique de travail terrain						
				Fourniture des équipements de transformation du karité: 1 concasseur, 1 broyeur, 1 moulin, 2 bâches, 2 bassines, 2 louches, 25 paires de gants, 25 paires de bottes par groupement						
				Mise à disposition des outils de gestion pour des besoins d'appropriation et de viabilité						

Composantes	Sous composantes	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Coût USD (x 1000 \$US)	Echéance				Structures responsables
						An 1	An 2	An 3	An 4	
			La production de viande, d'œufs et de lait par les femmes et les jeunes est soutenue	Structuration des jeunes et femmes en groupements						Ministère de l'élevage
				fourniture de noyaux de petit élevage (volaille, petit ruminant), vaccins, déparasitant						
		Améliorer le statut de la femme	Le statut de la femme est amélioré	Plaidoyer pour promouvoir le rôle de femme propriétaire	400					
				Communication (radio de proximité) auprès des familles pour améliorer le statut de la femme	200					



## **Annexe 7 : Cadre logique Gestion durables des ressources naturelles**

Pilier 1 : Promotion d'une gouvernance au service du développement durable 298 485						
Résultat stratégique 2 : L'action publique est efficace, efficiente, inclusive et durable						
Domaines/Effets	Actions prioritaire	Programmation en million FNG				Total 298 485
		2017	2018	2019	2020	
<b>Effet</b> Les capacités juridiques, institutionnelles et opérationnelles en matière de gestion durable de l'environnement sont renforcées	Actualisation du cadre juridique et institutionnel de l'environnement ;	17100	14 850,00	7650		39600
	Renforcement des capacités techniques et humaines en matière de protection de l'environnement ;	57600		49410	48600	155610
	Développement d'un système efficace d'éducation environnementale	18450	13 950,00	13950	13950	60300
	Promotion de la conformité environnementale.	23850	1 125,00	9000	9000	42975
Domaine Gestion des écosystèmes terrestres 822 805						
Résultat stratégique. Les ressources naturelles sont gérées de façon rationnelle						
<b>Effet</b> L'empreinte des modes de production et de consommation sur les ressources terrestres est réduite	Amélioration de la connaissance de la diversité biologique terrestre en Guinée	26 700,0	17 800,0	10 680,0	8 900,0	64 080,0
	Lutte contre les feux de brousse, la déforestation illicite et le braconnage sur tout le territoire national ;	17 800,0	13 350,0	13 350,0	8 900,0	53 400,0
	Promotion de la préservation des ressources en eau et des terres dans le secteur minier	35 600,0	37 380,0	31 150,0	22 250,0	126 380,0
	Renforcement du système de gestion des aires protégées, des écosystèmes sensibles et partagés	22 250,0	2 225,0	10 680,0	17 800,0	52 955,0
	Promotion des techniques intensives de production et des meilleures pratiques de gestion durable des sols et des ressources en eau dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage	29 370,0	35 600,0	31 150,0	31 150,0	127 270,0
	Amélioration de l'accès des ménages à des énergies renouvelables (bio gaz et gaz butane)	31 150,0	26 700,0	2 670,0	2 670,0	63 190,0
	Promotion des mesures de gestion rationnelle de la biodiversité dans les projets et programmes de développement	31 150,0	26 700,0	2 670,0	26 700,0	87 220,0
<b>Effet</b> La restauration des écosystèmes terrestres est assurée	Renforcement des mesures de restauration des sites miniers et vides de carrières	40 050,0	35 600,0	35 600,0	26 700,0	137 950,0
	Renforcement des mesures de reboisement et de restauration des écosystèmes dégradés ;	44 500,0	35 600,0	3 560,0	26 700,0	110 360,0
Domaine Gestion des océans et des ressources marines 950 965						
<b>Effet</b> La pollution marine est réduite	Renforcement du système de gestion de déchets des localités situées sur les côtes marines ;	40 050,0	2 670,0	4 005,0	26 700,0	73 425,0
	Collecte et traitement des déchets des espaces côtiers et les plages de la ville de Conakry ;	55 180,0	35 600,0	35 600,0	35 600,0	161 980,0
	Lutte contre le déversement illicite des déchets solides et liquides sur les côtes et en mer ;	17 800,0	44 500,0	17 800,0	44 500,0	124 600,0

	Promotion d'un transport maritime et d'une pêche propres.	22 250,0	8 900,0	13 350,0	13 350,0	57 850,0
<b>Effet</b> L'impact des facteurs anthropiques sur les ressources marines est réduit	Renforcement des capacités institutionnelles, juridiques et humaines en matière de gestion des écosystèmes marins	71 200,0	26 700,0	62 300,0	8 900,0	169 100,0
	Lutte contre la surpêche et la pêche illicite ;	8 900,0	9 790,0	9 790,0	11 570,0	40 050,0
	Promotion de l'aquaculture afin de réduire la pression sur les ressources marines ;	124 600,0	13 350,0	13 350,0	8 900,0	160 200,0
	Renforcement du système de gestion des aires marines protégées et écosystèmes marins.	71 200,0	10 680,0	71 200,0	10 680,0	163 760,0
	<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>2355275</b>